

Franck Théry

Construire l'Europe dans les années vingt

L'action de l'Union paneuropéenne
sur la scène franco-allemande, 1924-1932

EURYOPA
études 7-1998

Institut européen de l'Université de Genève

En tant que citoyens, quelle Europe voulons-nous ? Notre objectif est-il la puissance, comme le laissent entendre nombre d'hommes politiques, ou la liberté des personnes responsables ?

La collection EURYOPA, éditée par l'*Institut européen de l'Université de Genève*, entend contribuer à la réflexion sur les problèmes de l'Europe contemporaine et la mise en œuvre de la future grande Europe.

Elle privilégie les travaux portant sur le rôle de la Suisse dans la construction européenne, sur le fédéralisme, les minorités et les droits de l'homme, sur l'Europe centrale et orientale et les relations euro-méditerranéennes, ainsi que sur les organisations internationales et les réseaux transnationaux en Europe.

S'inspirant de la pensée de Denis de Rougemont, EURYOPA publie des travaux universitaires mais aussi des essais, articles et conférences susceptibles de nourrir les grandes controverses actuelles sur l'avenir des citoyens d'une Europe une, diverse et ouverte au monde.

EURYOPA étant un lieu de libre débat, le contenu des textes publiés ne reflète pas nécessairement les enseignements donnés à l'*Institut européen* ni les opinions des membres du Comité de lecture.

EURYOPA études
ISBN 2-940174-04-0
ISSN 1421-6817

© Institut européen de l'Université de Genève
Juillet 1998

Table des matières

Principales abréviations utilisées	VIII
Introduction	1

Première partie

L'apparition du militantisme paneuropéen sur la scène franco-allemande

Chap. Ier – La genèse de l'idée paneuropéenne

Le tournant de 1924 et l'amorce de la détente en Europe	9
Le projet paneuropéen	13
Richard de Coudenhove-Kalergi – <i>Pan-Europe</i>	
Pacifisme et paneuropéisme	19

Chap. II – La mise en place des structures militantes

Le Bureau central et la diffusion du message paneuropéen	27
Le développement des comités nationaux	32
Une porte ouverte au militantisme de masse: le PUD	37

Chap. III – Le Congrès paneuropéen de Vienne

Un congrès d'élites	41
L'Union paneuropéenne :	
une voix isolée dans le concert des mouvements européistes	43
Le renforcement des organes dirigeants de l'UPE	47

Deuxième partie

Vers une Europe économique L'UPE à la rencontre des milieux d'affaires

Action de l'Union paneuropéenne sur la scène franco-allemande, 1924-1932

Chap. IV – L'intérêt des milieux économiques pour l'idée d'Europe unie

<i>Les contradictions du monde moderne</i>	54
La portée des ententes industrielles internationales	57
Vers une Europe des producteurs	63
Une initiative française: le projet Loucheur – La Conférence économique internationale de mai 1927	

Chap. V – L'action de l'UPE en faveur de l'entente économique

La constitution des comités en France et en Belgique	69
Le projet d'un deuxième Congrès paneuropéen	73
Le Comité économique paneuropéen	81
Composition et recrutement – Le rôle du Comité	

Chap. VI – Le caractère élitiste de l'action paneuropéenne en Allemagne

L'impulsion des milieux d'affaires	91
Le financement du PUD – Des acteurs du militantisme paneuropéen	
L'échec des courants réformateurs	99

Troisième partie

La saisie du concept paneuropéen sur la scène diplomatique

Chap. VII – La frilosité des milieux diplomatiques allemands à l'égard de l'Union paneuropéenne

Panurope et la <i>Verständigungspolitik</i>	109
L'échec du Cartel allemand pour le rapprochement européen	112
La progression des idées paneuropéennes au sein du Quai d'Orsay	115

Chap. VIII – La mobilisation du mouvement paneuropéen dans le contexte du Mémoire Briand

La diffusion du projet français	120
Le Mémoire Briand, une initiative paneuropéenne ?	126
Un rendez-vous manqué	132
L'enterrement du Mémoire Briand – Une défaite du paneuropéisme	
Chap. IX – Régression et réorientation de l'action paneuropéenne	
Le recul des positions paneuropéennes	141
Le durcissement des relations franco-allemandes – La radicalisation des positions paneuropéennes	
Les enjeux du Congrès de Bâle	148
 Conclusion	
153	
 Annexes	
1. Manifeste pan-européen, avril 1924 (extraits)	157
2. Programme de l'Union paneuropéenne, septembre 1924	159
3. Projet de Pacte paneuropéen, février 1930	160
4. Programme de l'Union paneuropéenne, début 1933	177
 Sources et bibliographie	179
Index d'associations, d'organismes et de partis politiques	189
Index de personnes	190

Principales abréviations utilisées

- ADAP* *Akten zur deutschen auswärtigen Politik, 1918-1945*, Göttingen, Vandenhœck & Ruprecht, 1966 et ss.
- AMAE* Archives du Ministère des Affaires étrangères, Paris
- BIT* Bureau international du travail, Genève
- CCI* Chambre de commerce internationale, Paris
- CEUE* Commission d'étude pour l'Union européenne, Genève
- CFAID* Comité franco-allemand d'information et de documentation, Paris/Berlin
- CGPF* Confédération générale de la production française, Paris
- CPJI* Cour permanente de justice internationale, La Haye
- DBFP* *Documents on British Foreign Policy, 1919-1939*, London, HMSO, 1947 et ss.
- DDP* Deutsche Demokratische Partei
- DNVP* Deutsch-nationale Volkspartei
- DVP* Deutsche Volkspartei
- EIA* Entente internationale de l'acier, Luxembourg
- ERMA* European Rail Manufacturers' Association
- FAE* Fondation Archives Européennes, Genève
- MAE* Ministère des Affaires étrangères, Paris
- PUD* Paneuropäische Union Deutschland
- SdN* Société des Nations, Genève
- SPD* Sozialdemokratische Partei Deutschlands

UPE Union paneuropéenne, Vienne

Première partie

*L'apparition du militantisme
paneuropéen
sur la scène franco-allemande*

Introduction

Au cours des quinze dernières années, l'ouverture au public de nouvelles archives dont celles des Communautés européennes, a stimulé un réel développement du champ historiographique relatif à la construction européenne, et plus largement à l'idée d'Europe unie¹. A plus d'un titre, la récente mise à jour des archives de l'Union paneuropéenne, pour la période de l'entre-deux-guerres, participe de cette dynamique nouvelle.

Celle-ci ouvre de nouveaux horizons à l'étude des débuts du militantisme paneuropéen, jusqu'alors essentiellement fondée sur les écrits du fondateur, Richard de Coudenhove-Kalergi, et sur quelques archives gouvernementales, comme les ouvrages de Jean-Luc Chabot² et de Reinhard Frommelt³. De plus, elle touche une période charnière, et donc problématique, de l'histoire de la construction européenne, dépassant les réflexions abstraites des siècles précédents et augurant des réalisations institutionnelles qui suivront la deuxième guerre mondiale.

Le mouvement paneuropéen constitue un sujet complexe, dont il faut dès à présent préciser les enjeux et définir les limites³.

¹ Tel était, du moins, le sens de la conférence prononcée par Jean-Marie Palayret, directeur des Archives historiques des Communautés européennes, à l'Université Lyon III-Jean Moulin, le 6 mars 1995, et intitulée "L'histoire de l'Union européenne: archives, problématiques, tendances".

² Jean-Luc CHABOT, *L'idée d'Europe unie de 1919 à 1939*, Grenoble, Service de reproduction des thèses, 1978, 614p., Reinhard FROMMELT, *Panuropa oder Mitteleuropa: Einigungsbestrebungen im Kalkül deutscher Wirtschaft und Politik, 1925-33*, Stuttgart, Deutsche Verlagsanstalt, 1977, 131p.

³ Dans cet ouvrage, nous utilisons les termes *européisme* et *européiste* pour qualifier l'adhésion à toute forme de projet d'unité de l'Europe, et les termes *paneuropéisme* et *paneuropéiste* pour qualifier l'adhésion au projet de Paneurope, tel qu'il a été énoncé par Richard de Coudenhove-Kalergi à partir de 1923.

Le climat qui, à partir de 1924, berce les relations franco-allemandes stimule une série d'initiatives privées en faveur de la réconciliation des anciens ennemis. L'une d'elles dépasse cette simple ambition, se fixant pour objectif l'unité de l'Europe continentale, la réalisation d'une Paneurope.

La personnalité de son auteur est pour le moins atypique. Alors que les traités de paix de 1919-20 ont consacré la création de plusieurs nouveaux Etats, Coudenhove-Kalergi se tient pour apatride. "D'après le droit autrichien, j'étais, enfin, un citoyen émancipé. Mais de quel Etat ? Je n'avais pas de réponse. Brusquement je n'avais plus de patrie"⁴ Aspirant à l'unité de l'Europe, il en exclut délibérément la Grande-Bretagne. Affirmant agir au nom de la paix, il rejette en bloc les mouvements pacifistes. Autant de paradoxes qui appellent des éclaircissements.

La "Paneurope" ne constitue pas seulement un slogan. Au fil des pages de l'ouvrage que Coudenhove-Kalergi publie en octobre 1923 s'affinent les contours d'une Europe nouvelle, s'érigent les principes de sa fondation et se précisent les plans de sa construction⁵ A la fois globale et restrictive, l'idée paneuropéenne ne représente qu'une note isolée, qu'il convient de situer dans la gamme des projets européens de l'entre-deux-guerres.

Enfin, la voix qui s'élève en faveur de la Paneurope n'est pas celle d'un soliste; dès l'origine, Coudenhove-Kalergi s'est entouré d'un orchestre pour diffuser son hymne paneuropéen. Bâtie autour d'une structure, d'une propagande et d'objectifs qui lui sont propres, l'Union paneuropéenne n'a rien à envier aux autres acteurs du militantisme européen des années vingt.

Effleurer les racines de l'idée paneuropéenne, éclairer les rouages d'un mouvement militant particulièrement actif: tels sont les enjeux essentiels de cette étude. La valeur d'une voix se juge aussi par sa portée, et plus encore par l'écho qu'elle provoque. Plus polémique

⁴ Richard N. von COUDENHOVE-KALERGI, *Ein Leben für Europa: meine Lebenserinnerungen*, Cologne, Kiepenhauer & Witsch, 1966, p. 93.

⁵ Richard N. von COUDENHOVE-KALERGI, *Pan-Europa*, Vienne, Paneuropa-Verlag, 1923, 176 p. – Nous citons dorénavant selon la traduction française de 1988 : Paris, Presses universitaires de France, 146 p. – Une nouvelle version française, revue, a récemment été publiée par Paneurope Suisse. Elle comporte en annexe une brève esquisse biographique de Coudenhove et une présentation mise à jour des "Sources et moyens d'information sur *Pan-Europe*" : Genève, Paneurope Suisse / Fondation Coudenhove-Kalergi, 1997, 140+xxxvi p. (Case postale 3279, CH-1211 Genève 3)

que consensuel, le militantisme paneuropéen intrigue parfois, dérange souvent. Nous verrons dans quelle mesure il peut être considéré, y compris par ses échecs, comme un prisme de la conscience européenne dans l'entre-deux-guerres.

La pluralité des enjeux attachés au militantisme paneuropéen nous impose, dans le même temps, de cerner étroitement les limites de notre sujet.

Après les déchirements de la première guerre mondiale, les traités de paix n'ont pas réconcilié la France et l'Allemagne. Plus que jamais, leur rivalité apparaît comme le nœud gordien que l'Europe doit trancher pour réaliser son unité; plus que jamais, c'est à Paris et Berlin que bat le pouls de l'Europe. Pour Coudenhove-Kalergi, les deux nations sont confrontées à un choix crucial: "La France et l'Allemagne sortiront européennes et alliées de la terrible crise dans laquelle elles se débattent, ou bien, en s'entre-dévorant, elles perdront tout leur sang par les blessures qu'elles se seront infligées"⁶ A partir de 1925, des sections paneuropéennes éclosent à Berlin puis à Paris. La scène franco-allemande constitue, dès lors, non seulement un baromètre de la conscience européenne de l'entre-deux-guerres, mais également un observatoire privilégié pour l'étude du militantisme paneuropéen.

Selon Jean-Luc Chabot, "[...] c'est en 1923 et 1924 que commence véritablement le courant européen, dans les premières désillusions des vainqueurs, dans l'exaspération des vaincus"⁷ A travers l'adoption du Plan Dawes sur les réparations en avril, puis le début de l'évacuation de la Ruhr en août, l'année 1924 marque une rupture assez nette avec les positions radicales adoptées par la France et l'Allemagne depuis la fin de la première guerre mondiale. Partie intégrante d'un dialogue désormais renoué, un véritable courant d'opinion se développe en Europe et outre-Atlantique en faveur de la réconciliation. La création de l'Union paneuropéenne, à Vienne, participe pleinement de ce nouvel élan. Désormais, l'activité du mouvement paneuropéen paraît étroitement liée à la température des relations franco-allemandes. Leur dégradation dans le courant de 1931, à la suite de l'échec du projet douanier austro-allemand, anticipe sur la morosité du Congrès paneuropéen de Bâle d'octobre 1932. Après l'accession d'Hitler à la Chancellerie, en janvier 1933, Berlin et l'Union paneuropéenne n'ont plus les yeux tournés vers la France, mais vers l'Autriche.

⁶ Richard N. von COUDENHOVE-KALERGI, *Panuropa*, p. 98.

⁷ Jean-Luc CHABOT, *L'idée d'Europe unie*, p. 61.

* *

Une des difficultés majeures de l'étude du mouvement paneuropéen réside dans l'éparpillement des sources. Nous savons gré à la Fondation Archives Européennes de Genève de nous avoir offert un accès libre à la quasi-totalité des papiers qu'elle conserve.

A la base de cette étude se trouvent deux ensembles de documents qui s'y trouvent déposés. Il s'agit en premier lieu de photocopies (environ mille pièces) établies en 1989-91 à partir de deux fonds conservés depuis 1945 aux Archives centrales d'Etat de Moscou⁸. L'un, intitulé "Pan-Europäische Union, 1923-38", réunit les papiers du secrétariat et de la présidence de l'Union paneuropéenne jusqu'à leur saisie par la police en mars 1938. Coudenhove lui-même croyait ces papiers détruits⁹. L'autre, intitulé "Paneuropa Deutschland, 1925-34", regroupe les papiers du Comité allemand de l'Union paneuropéenne, de sa création en juillet 1925 à sa dissolution par le régime nazi en août 1934. Si elles constituent une source inédite d'étude du militantisme paneuropéen, ces photocopies ne représentent cependant qu'une partie de fonds bien plus considérables, avec le caractère arbitraire et limitatif que ce choix implique.

En second lieu, la Fondation Archives Européennes dispose d'un fonds nommé "Union paneuropéenne, 1917-72". Consultable depuis 1987, il regroupe les papiers conservés par Coudenhove après son exil en mars 1938, ainsi que des fragments de correspondances et quelques mémorandums antérieurs au départ de Vienne.

En sus des papiers déposés à Genève, d'autres dépôts d'archives ont retenu notre attention, en particulier les archives du Ministère français des Affaires étrangères. Les sous-séries "Allemagne" et "Autriche" de la série "Europe" regroupent, notamment, des rapports intéressants sur la position des milieux politiques, des

⁸ Pour plus de précisions sur l'épopée de ces papiers, se reporter à *Pan-Europe (1923) et le mouvement paneuropéen. Guide de recherche*, Genève, Fondation Archives Européennes, 1994, 53^{pp}.

⁹ "Notre bureau central de la Hofburg fut immédiatement occupé. Le chancelier nazi, Seyss-Inquart, y avait établi une résidence. Quarante mille volumes des Editions paneuropéennes furent détruits, de même que toutes nos archives et correspondances depuis le début du mouvement." : Richard N. von COUDENHOVE-KALERGI, *Ein Leben für Europa*,^{pp}. 224.

journaux et de l'opinion publique concernant la question du rapprochement franco-allemand. Les "papiers Briand", les "papiers Leger" et la sous-série "Union fédérale européenne" de la série Y livrent, quant à eux, une documentation assez riche sur le Mémorandum Briand, la réaction des gouvernements européens et l'activité des mouvements européens en 1929 et 1930. En revanche, le mouvement paneuropéen n'apparaît que très sporadiquement dans les archives du Quai d'Orsay.

Nous avons enfin pu consulter les "papiers Loucheur", dont l'Institut Pierre-Renouvin (Université de Paris I) possède les microfilms. Ceux-ci font l'objet d'un inventaire qui ne recouvre, en réalité, que cinq bobines, ce qui peut créer quelques difficultés de repérage. Outre de modestes éléments de la correspondance entre Louis Loucheur et Richard de Coudenhove-Kalergi, ces "papiers" fournissent des informations sur les relations entre Loucheur et les milieux politiques et économiques franco-allemands, proches ou non de l'Union paneuropéenne.

Par ailleurs, un certain nombre de sources publiées nous ont permis de combler une partie des lacunes des dépôts genevois et parisiens. A propos de la réception du paneuropéisme dans les milieux gouvernementaux allemands, on se reportera aux pièces publiées dans les *Akten zur deutschen auswärtigen Politik, 1918-1945*¹⁰. Nous retiendrons également, en complément des écrits de Coudenhove-Kalergi, les ouvrages de personnalités proches du mouvement paneuropéen, comme Francis Delaisi, Edouard Herriot et Rolf Italiaander.

Enfin, eu égard à l'importance de la presse dans la diffusion de l'idée européenne, il nous a paru utile de consulter plusieurs revues de l'entre-deux-guerres qui s'intéressaient au rapprochement franco-allemand, à savoir *L'Europe nouvelle* de Louise Weiss, l'organe pacifiste allemand, *Die Friedens-Warte*, l'hebdomadaire *Pax* et, naturellement, la revue mensuelle de l'Union paneuropéenne, *Panuropa*.

* *

Afin de mettre en valeur l'étroite correspondance entre les données du contexte international et les composantes de l'action

¹⁰ *Akten zur deutschen auswärtigen Politik 1918-45* [désormais ADAP], Göttingen, Vandenhœck & Ruprecht (Serie B: 1925-33, Bd. 8, 11, 12, 15, 17 et 20).

paneuropéenne, nous articulerons notre plan de manière chronologique, autour des axes qui structurent l'histoire du mouvement dans la seconde moitié des années vingt.

Entre l'automne 1923 et la fin de 1926 s'égrènent les années de jeunesse de l'Union paneuropéenne; la diffusion maximale des théories du leader et fondateur, Coudenhove-Kalergi, le recrutement aussi large que possible des adhérents, la mise en place des premières structures militantes constituent alors les principaux objectifs du mouvement. Cette phase de maturation s'achève par la tenue du Congrès paneuropéen de Vienne, qui offre l'occasion d'un premier bilan.

A partir de 1927, l'attention du mouvement tend à se focaliser sur le versant économique de l'unité européenne. Nous nous attacherons ici à éclairer à la fois les conditions dans lesquelles s'est opérée cette orientation et les opportunités offertes à l'Union paneuropéenne de devenir un acteur dynamique dans les débats européens et dans le rapprochement franco-allemand, pour envisager finalement l'impact de ces initiatives sur la physionomie du militantisme paneuropéen.

Entre 1929 et 1931, le projet d'Aristide Briand porte le concept paneuropéen sur les devants de la scène politique internationale. La mobilisation de l'Union paneuropéenne en faveur de l'initiative française, pourtant assez éloignée des buts particuliers de Paneurope, puis le revirement du mouvement en faveur des buts révisionnistes allemands, constituent des aspects essentiels et problématiques de cette dernière phase.

Remerciements

Les pages suivantes sont le fruit d'un mémoire de maîtrise présenté à l'Université de Lyon III-Jean Moulin en septembre 1995. Comme tout travail d'étudiant, il mérite avant tout de la compréhension de la part du lecteur, et peut-être davantage encore de la part de ceux qui ont contribué à sa réalisation:

Monsieur Jean-Dominique Durand, professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Lyon III-Jean Moulin, qui a dirigé ce mémoire avec beaucoup de science et d'humanité.

La Fondation Archives Européennes de Genève qui, tout à la fois, m'a apporté l'essentiel de mes sources et les conseils érudits et lucides de M. Lubor Jílek qui a spontanément accordé une généreuse attention à notre recherche.

MM. Gérard Bossuat et Eric Bussière, dont l'aide ponctuelle n'en fut pas moins décisive.

A tous, j'exprime ma plus sincère gratitude.

CHAPITRE PREMIER

La genèse de l'idée paneuropéenne

Paradoxalement, ce n'est qu'à partir de 1924-25, soit près de cinq ans après l'arrêt des combats meurtriers de la Grande Guerre, que s'amorcent réellement la pacification et la normalisation des relations entre Etats européens.

Le tournant de 1924 et l'amorce de la détente en Europe

Certes, les traités de Paris avaient ramené la paix sur le continent. Au sein d'une Europe toujours agitée par les pulsions nationalistes, les clivages demeuraient entre les anciens belligérants.

Garante de l'ordre établi à Versailles, la Société des Nations semblait constituer l'organe universel de dialogue, de consensus et d'arbitrage capable d'éviter le conflit que redoutaient les populations. Or, dès l'origine, l'exclusion *de facto* des puissances vaincues, le principe d'unanimité régissant la prise de décision et la non-ratification par le Sénat américain, en mars 1920, du traité de Versailles, et par conséquent du Pacte de la SdN, hypothéquaient sérieusement la crédibilité de l'institution genevoise, dès lors considérée comme l'instrument d'une politique franco-britannique.

Enfin, les traités de paix n'ont pas su apaiser la rivalité franco-allemande. Tandis qu'à Paris, Aristide Briand et Raymond Poincaré se font successivement les chantres d'une "politique d'exécution" visant, par une stricte application des clauses de Versailles, à faire reposer entièrement la sécurité et le redressement économique de la France sur le désarmement de l'Allemagne et sa capacité de payer les réparations de guerre, à Berlin on rejette le *Diktat* des Alliés. La "guerre froide" à laquelle, selon Jacques Bariéty, se livrent les deux pays à partir de 1919, atteint son apogée avec la décision prise par le gouvernement français, en accord avec la Belgique, d'occuper le

bassin de la Ruhr en janvier 1923. Prétextant un manquement allemand au paiement des réparations, la France inaugurerait, contre l'avis de la Grande-Bretagne et de la communauté internationale, une politique de coercition à l'égard de l'Allemagne qui, par la voix du chancelier Cuno, ordonnait la "résistance passive" dès le 19 janvier, ainsi que le gel des relations diplomatiques avec la France. Plus profondément, l'intense activité de propagande développée en 1923 reflétait la réelle incompréhension qui divisait les populations de part et d'autre du Rhin. Pour les Français, l'Allemagne n'était pas seulement responsable de la guerre (art. 231 du traité de Versailles) mais, en raison de son appétit de puissance et de conquêtes, constituait un danger permanent pour la sécurité de l'Europe. L'occupation de la Ruhr était présentée comme un acte légitime et salvateur : à l'Allemagne corrompue et militariste du chancelier Cuno devait succéder une nation dont les principes républicains constitueraient le nouveau flambeau¹. À l'inverse, l'article de Horst Möller sur "Les images de la France sous la République de Weimar"² montre combien le peuple allemand percevait la France comme une nation agressive et expansionniste. Le traité de Versailles était ressenti comme une paix déshonorante (*Schmarfrieden*) par un peuple convaincu en 1914 de mener une guerre défensive contre les tentatives hégémoniques de la France alliée à la Russie. L'imagerie diffusée par le gouvernement allemand en 1923, figurant les prétentions annexionnistes de Poincaré³ ne faisait ainsi que reprendre des clichés profondément ancrés parmi la population. C'est notamment en se fondant sur cet aspect culturel de la rivalité franco-allemande que Marieluise Christadler affirme que "[...] l'occupation en elle-même ainsi que la guerre de propagande qui en résulta, ont détérioré les relations franco-allemandes plus que ne l'a fait la première guerre mondiale elle-même"⁴.

¹ Marieluise CHRISTADLER, "Le conflit de la Ruhr en tant que guerre de propagande", *Allemagne d'aujourd'hui*, No. 105, juillet-septembre 1988, p. 65.

² Horst MÖLLER, "Les images de la France sous la République de Weimar", *Allemagne d'aujourd'hui*, No. 105, juillet-septembre 1988, pp. 24-47.

³ Image extraite de Marieluise CHRISTADLER, "Le conflit de la Ruhr", p. 51.

⁴ "Le conflit de la Ruhr", p. 64.

En consacrant l'échec de la France à fixer l'ordre établi à Versailles, en privilégiant l'usage de la force au détriment de l'arbitrage, en manifestant la vigueur de la haine franco-allemande en 1923, l'épisode de la Ruhr apparaît emblématique de l'équilibre instable dans lequel se maintient l'Europe de l'immédiat après-guerre.

En rupture avec la période précédente, le climat de détente qui s'installe à partir de 1924 jette les bases d'un nouvel équilibre. La reprise du dialogue franco-allemand en constitue une donnée majeure.

Celle-ci s'amorce avec l'arrivée à la tête des deux pays de leaders favorables à la conciliation. Le 26 septembre 1923, un mois après son accession à la chancellerie, Gustav Stresemann ordonnait la fin de la résistance passive qui menaçait l'Allemagne d'une ruine économique certaine. En juin 1924, la victoire du Cartel des Gauches aux élections législatives en France ouvrait de nouveaux horizons au rapprochement, dont le socialiste Albert Thomas avait affirmé la nécessité dès 1919: "Nous devrions nous appuyer sur ceux des éléments allemands avec qui une entente est possible, nous appuyer sur une Allemagne démocratique"⁵ L'élection du socialiste Gaston Doumergue à la présidence de la République et la nomination du radical Edouard Herriot à la tête du gouvernement sont favorablement perçues par les milieux politiques modérés allemands, comme en témoigne le rapport de l'ambassadeur français à Berlin, Pierre de Margerie: "la solution de la question présidentielle et la constitution du nouveau cabinet ont, en effet, créé un courant nettement optimiste et on y voit le signe d'une détente franco-allemande sérieuse"⁶

Une seconde étape est franchie avec l'adoption du Plan Dawes en août 1924. Marquant le retour de l'Allemagne dans le concert international et celui des Etats-Unis dans les affaires européennes, il règle, à travers l'échelonnement du paiement des réparations sur cinq ans et l'évacuation de la Ruhr dans l'année qui suit, deux points de tension majeurs entre Paris et Berlin. La reconnaissance officielle par l'Allemagne de ses frontières occidentales et les pactes de garantie mutuelle avec la France et la Belgique, conclus en

⁵ Cité par Jean-Baptiste DUROSELLE, *Les relations franco-allemandes de 1918 à 1950*, Paris, CDU, 1966, t. 2, p. 4.

⁶ Margerie au Ministère des Affaires étrangères [désormais MAE], 15 juin 1924, Archives du Ministère des Affaires étrangères, Paris [AMAE], Europe 1918-29, Allemagne, vol. 388.

octobre 1925 à Locarno, semblent dès lors amorcer la liquidation du contentieux franco-allemand issu du traité de Versailles.

Mais au-delà de la recomposition du noyau franco-allemand, c'est un véritable rééquilibrage de la scène européenne qui ressort des accords internationaux signés en 1924-25.

En premier lieu se manifeste le souci d'accroître le rôle de la SdN, que ce soit au niveau de ses attributions ou à celui de sa représentativité – avec l'intégration en son sein des puissances vaincues (sauf l'Allemagne), de la Finlande et des Etats baltes entre 1920 et 1922, puis de l'Irlande en 1923. Le Protocole de Genève, présenté en septembre 1924 lors de la Ve Assemblée de la SdN, prônait l'arbitrage obligatoire, la prise de décision non plus à l'unanimité mais à la majorité des deux tiers, et affirmait le lien indissoluble entre les notions de sécurité, d'arbitrage et de désarmement. Il tendait ainsi à faire de l'institution genevoise à la fois le moteur et l'arbitre de la pacification des relations européennes. Ratifié par dix Etats européens dont la France, le projet avorta sur l'opposition de la Grande-Bretagne.

Ce refus reflète l'influence croissante de la tutelle anglo-saxonne sur la scène européenne à partir de 1924. Tandis que les Etats-Unis rompaient avec la politique isolationniste du président Harding pour s'employer au redressement économique du "vieux continent", la Grande-Bretagne, à l'origine de la proposition allemande de garantie des frontières occidentales, imposait sa politique de stabilisation des rapports européens. Si les traités de 1924-25 substituaient aux alliances de l'immédiat après-guerre, entre la France et la Petite-Entente d'une part, entre l'Allemagne et la Russie soviétique d'autre part, une Europe occidentale consolidée autour de l'axe franco-allemand, ils maintenaient cependant un voile d'ombre sur le problème des frontières orientales de l'Allemagne, non définies à la conférence de Locarno, et plus largement sur les fractures de l'Europe centrale et orientale. Dès lors, si la plupart des Etats européens étaient représentés à la SdN, le sort de l'Europe semblait ne dépendre que de la politique des grandes puissances occidentales, européennes et anglo-saxonnes.

Corollaire du climat de détente qui anime les relations diplomatiques, l'idée d'Europe unie connaît un nouvel essor à partir de 1924. D'abord fruit de l'initiative privée, elle tente progressivement de s'imposer comme un remède nécessaire à la crise que traverse le continent.

Symbole d'une paix retrouvée, le rapprochement qui se dessine entre Paris et Berlin à la suite du Plan Dawes est vivement encouragé par un certain nombre d'intellectuels, en France comme en Allemagne, pour qui le rapprochement entre les deux pays doit constituer le noyau d'une union européenne future. En août 1924, Maximilian Harden, éditeur de la revue *Die Zukunft*, affirmait la nécessité d'une coopération entre les industriels comme base d'une union continentale économique de l'Europe :

[...] la paix et la prospérité de notre continent – qui ne doit pas devenir un atelier de réparation et un musée pour les Américains et les Britanniques – ne peut être garantie que par une communauté de travail franco-allemande à laquelle les autres Etats se joindront bientôt en toute indépendance et dont le sein puissant donnera naissance aux Etats-Unis d'Europe⁷

Cette priorité accordée au rapprochement franco-allemand ressort également des colonnes de la *Germania*, organe du Zentrum catholique. Ce dernier réfute l'idée d'une Europe continentale. "Le mot 'politique continentale' est entaché d'un arrière-goût. Il faut éviter à tout prix une fusion politique ou économique des pays continentaux européens dirigée contre l'Angleterre car ce serait tomber de Charybde en Scylla". Il entend néanmoins œuvrer à la conciliation franco-allemande : "la *Germania* a l'intention d'accorder une attention toute particulière aux relations entre la France et l'Allemagne"⁸ En contact étroit avec l'ambassade de France à Berlin, la *Germania* se fit, à partir d'avril 1925, le relais en Allemagne d'intellectuels français germanophiles comme Henri Lichtenberger ou Pierre Viénot.

Mais le projet le plus ambitieux et le plus précis concernant l'unité européenne est assurément celui que formule dès l'automne 1922 un aristocrate autrichien d'à peine trente ans, Richard de Coudenhove-Kalergi.

Le projet paneuropéen

⁷ Ministre de France aux Pays-Bas au MAE, 1er septembre 1924, AMAE, Europe 1918-29, Allemagne, vol. 388; lettre rapportant un article de Maximilian Harden.

⁸ Article paru le 18 avril 1925 dans la *Germania*, et rapporté par Paul Tirard à Aristide Briand, 28 mai 1925.

Richard de Coudenhove-Kalergi

Un des traits marquants de la personnalité de Richard de Coudenhove-Kalergi réside dans sa vision particulière de l'Europe, façonnée très tôt chez cet Austro-Hongrois né à Tokyo le 16 novembre 1894, second enfant du comte Heinrich von Coudenhove-Kalergi et de Mitsuko Aoyama. Bien qu'il l'ait perdu à l'âge de onze ans, Coudenhove conserva une véritable fascination à l'égard de son père, docteur en philosophie devenu diplomate, cosmopolite cultivé, un véritable modèle de l'esprit aristocratique. "C'est pourquoi il vit dans mon souvenir, moitié comme un mythe, moitié comme un homme"⁹ Par opposition à la culture asiatique d'une mère japonaise, l'Europe symbolise aux yeux de Coudenhove-Kalergi la figure du père:

En tant qu'enfants d'un Européen et d'une Asiatique, nous ne pensions pas en termes nationaux, mais en terme de continents : l'Asie et l'Europe... Ainsi l'Europe fut toujours à nos yeux une unité allant de soi, la terre de notre père¹⁰.

Eduqué à l'européenne dès sa prime enfance au château de Ronsperg en Bohême, où son père avait choisi de mettre un terme à sa carrière diplomatique, Richard reçut au prestigieux Thérésianum de Vienne, entre 1908 et 1913, les enseignements traditionnels des grands serviteurs de la monarchie austro-hongroise. Fréquentant les milieux de la cour, il acquit au sein de cette institution la puissante érudition qui affleure tout au long de son œuvre.

A sa sortie du Thérésianum, Coudenhove-Kalergi choisit de rompre avec les cercles d'aristocrates austro-hongrois. Son mariage avec l'actrice Ida Roland, en 1915, l'éloigne de sa famille. Il abandonne la carrière diplomatique au profit de la philosophie. "Au lieu de m'intégrer à une caste conservatrice, je devins brusquement un homme moderne, un enfant du vingtième siècle : tout à fait libre de dire et d'écrire ce que je pensais du monde et des hommes"¹¹.

Comme l'attestent la thèse qu'il soutint en 1917, "Die Objektivität als Grundprinzip der Moral", et d'autres de ses

⁹ Richard N. von COUDENHOVE-KALERGI, *Ein Leben*, p. 41.

¹⁰ *Ein Leben*, pp. 37-38.

¹¹ *Ein Leben*, p. 78.

ouvrages¹², l'attachement à la conscience philosophique demeure un aspect dominant de la pensée de Coudenhove-Kalergi. Se disant inspiré des stoïciens et de Nietzsche, il revendique l'existence d'une culture européenne, synthèse "de l'individualisme grec, du socialisme chrétien et de l'héroïsme nordique", dont la caractéristique est qu'elle "reconnaît le tragique de la vie; cependant elle ne capitule pas devant celui-ci, mais le combat." A la base d'un européisme fondé à la fois sur le sentiment de la décadence de la civilisation européenne et de son caractère non irrémédiable, que Ralph White qualifie de "*mixture of pessimism and hope*"¹³, cette pensée se distingue du courant philosophique qui, à la suite d'Oswald Spengler, affirme au même moment la faillite de la culture européenne. "L'idée paneuropéenne renferme à côté de son aspect politique un aspect culturel – en tant que programme de renouveau et modèle en réaction contre le pessimisme culturel de la mouvance spenglérienne"¹⁴.

L'issue de la guerre mondiale constitue un nouveau tournant pour Coudenhove-Kalergi. Après l'éclatement de l'Empire, que sanctionne en septembre 1919 le traité de St-Germain-en-Laye, il adopte la nationalité de la nouvelle République tchécoslovaque. Plus profondément, cette période témoigne chez Coudenhove d'une prise de conscience de la nécessité de l'engagement politique, c'est-à-dire de l'action. "La politique, dans les temps présents, n'est pas une distraction – mais un devoir"¹⁵. Dans l'internationalisme wilsonien, il perçoit la seule alternative au socialisme révolutionnaire qui menace alors l'Europe, en même temps que l'espoir d'un dépassement des politiques nationalistes qu'il exècre. Il n'est pas le farouche adversaire de la Société des Nations que ses adversaires verront en lui par la suite. Il décide au contraire, dans l'optique d'un soutien à l'œuvre de Wilson, de collaborer aux revues allemandes favorables à l'idée d'Europe unie, comme *Die Neue Rundschau*, *Die Neue Merkur* ou *Die Zukunft*. "Il me

¹² *Apologie der Technik* (1922), *Ethik und Hyperethik* (1922), *Praktischer Idealismus: Adel-Technik-Pazifismus* (1925), *Held oder Heiliger* (1927) ...

¹³ Ralph WHITE, "The Europeanism of Coudenhove-Kalergi", pp. 23-40 dans *European unity in context : the interwar period*, London, Pinter, 1989, p. 38.

¹⁴ Martin POSSELT, "Die Paneuropa idee des Grafen Richard Coudenhove-Kalergi", *Annals of the Lothian Foundation I* (1992), vol. 1, p. 230.

¹⁵ COUDENHOVE, *Ein Leben*, p. 111.

paraissait clair qu'il fallait d'abord me faire un nom pour agir en politique. Au lieu d'écrire pour la corbeille à papiers de Wilson, je préférerais publier des articles dans des revues et des journaux"¹⁶.

Au contact de l'internationalisme wilsonien comme des cercles pacifistes et européistes d'Europe centrale, c'est néanmoins au terme d'une démarche éminemment personnelle que Coudenhove énonce son projet paneuropéen. Evoqué d'abord dans deux articles, publiés en novembre 1922 à Berlin dans la *Vossische Zeitung* et à Vienne dans la *Neue Freie Presse*, celui-ci n'est clairement défini que dans l'ouvrage intitulé *Pan-Europa*, rédigé au printemps 1923 et publié au mois d'octobre de la même année.

Pan-Europe

Tel qu'il est exposé dans *Pan-Europe*, le projet de Coudenhove manifeste une double ambition. La première consiste à jeter les bases d'une union fédérale européenne, la seconde à tenter d'en démontrer, par une argumentation précise et par une lecture cohérente des données historiques, à la fois l'urgente nécessité et les préalables pratiques de sa mise en œuvre.

Au lendemain de la guerre mondiale, l'Europe est plus que jamais victime d'une désunion dont "l'anarchie internationale, l'oppression des faibles par les forts, la guerre à l'état latent, le cloisonnement économique, l'intrigue politique"¹⁷ constituent les principaux symptômes. Isolément incapables de lutter contre les deux dangers imminents représentés par la concurrence économique américaine et la menace d'une invasion russe, les Etats européens s'exposent, à travers l'exacerbation des tensions nationalistes, à un nouveau conflit qui consommerait leur ruine définitive; "l'homme d'Etat qui signera la prochaine déclaration de guerre européenne, signera en même temps l'arrêt de mort de l'Europe"¹⁸.

Dès lors l'unité de l'Europe est définie comme la seule alternative à un déclin certain. "L'Europe, dans son morcellement politique et économique, peut-elle assurer la paix et son indépendance face aux puissances mondiales qui sont en pleine croissance ? Ou bien sera-t-elle contrainte, pour sauver son

¹⁶ COUDENHOVE, *Ein Leben*, p. 94.

¹⁷ COUDENHOVE, *Pan-Europe*, p. 10.

¹⁸ *Pan-Europe*, p. 81.

existence, de s'organiser en fédération d'Etats ? Poser la question, c'est y répondre"¹⁹.

Par ailleurs, Coudenhove tient à distinguer son projet des théories européistes échafaudées au cours des siècles précédents, dont le plus grand tort est d'avoir relégué la question des Etats-Unis d'Europe au rang de "problème littéraire". "Beaucoup d'hommes ont rêvé d'une Europe unie, mais bien peu sont décidés à la créer. Stérile en tant que désir, cette idée peut porter des fruits si elle est une fin assignée à la volonté"²⁰. Dans le prolongement des systèmes élaborés successivement par Alexandre le Grand, Jules César, Charlemagne, Innocent III et Napoléon, la Paneurope doit constituer la réalisation pratique de l'idée européenne, fondée à l'aube du vingtième siècle sur les principes de puissance continentale, de paix et de démocratie.

Concrètement, la Paneurope regroupe les trente-trois Etats continentaux de l'Europe et leurs colonies²¹. De cette "petite Europe" sont exclues la Grande-Bretagne et l'Irlande, rattachées à l'Empire colonial britannique, la Turquie tournée vers l'Asie, et la Russie détachée du reste de l'Europe depuis la révolution communiste.

Coudenhove laisse en revanche planer une certaine ambiguïté quant à la nature du lien unissant les Etats au sein de la Paneurope. Alors que Walther Hagemann affirme que Coudenhove "ne songeait pas à une fédération [...], mais à une confédération sur des bases fédératives avec à sa tête une instance parlementaire et exécutive commune"²², Ralph White considère *Pan-Europe* comme un "guide to basic principles intended to create sympathy and support for the idea of a federal European union"²³. Coudenhove lui-même, qui utilise simultanément les termes *Bundesstaat* (Etat fédéral) et *Staatenbund* (confédération d'Etats) ne semble pas avoir tranché cette question en 1923. La Paneurope doit s'appuyer sur le modèle de l'Union panaméricaine, qu'il interprète comme une tentative d'assembler des pays souverains

¹⁹ *Pan-Europe*, p. 11.

²⁰ *Pan-Europe*, p. 9.

²¹ Cette carte de la Paneurope figure au dos du numéro de juin 1924, de la revue mensuelle *Paneuropa*.

²² Walter HAGEMANN, "Die Europaidee bei Briand und Coudenhove-Kalergi: ein Vergleich", pp. 153-66 dans *Aus Geschichte und Politik, Festschrift zum 70. Geburtstag von Ludwig Bergsträsser*, Düsseldorf, Droste Verlag, 1954, p. 157.

²³ Ralph WHITE, "The Europeanism of Coudenhove-Kalergi", p. 30.

“en une fédération régionale d'Etats”²⁴, et se doter de deux organes de représentation fédérale, le premier regroupant les délégués des parlements européens, le second ceux des gouvernements.

Complétée au niveau économique par une union douanière, la Paneurope doit permettre aux Etats européens de jouer d'égal à égal avec les autres puissances continentales (Pan-Amérique, Russie soviétique, Empire britannique, Extrême-Orient). Pour Coudenhove, les relations entre ces puissances s'établiront sur des principes de paix et d'indépendance et seront arbitrées par une Société des Nations réformée.

L'auteur de *Pan-Europe* se livre à une sévère critique de l'organisation genevoise léguée par les traités de paix. Il n'y voit qu'une “représentation d'Etats, groupés pêle-mêle et sans choix”, “un pouvoir impuissant”, “un parlement croupion”, “une cour de justice injuste”. Tout en louant ses principes – “sa conception représente un grand progrès dans le développement de l'humanité”²⁵ – il propose une réforme de son organisation. En regroupant les délégués, non pas d'Etats-nations, mais des empires continentaux, la SdN serait à même d'affirmer sa vocation universelle et son rôle d'arbitre des relations internationales. La tenue de conférences périodiques devrait notamment permettre la conclusion en son sein et à l'échelle de la planète, de traités de désarmement et d'arbitrage obligatoire. En revanche, les différends entre Etats européens relèveraient de l'autorité de la “Fédération paneuropéenne”. Coudenhove tient ici à marquer son souci d'une Europe indépendante. “Cent ans après l'Amérique, l'Europe doit proclamer sa doctrine Monroe; l'Europe aux Européens”²⁶.

Afin de renforcer l'entente avec les autres puissances, la “Fédération paneuropéenne” pourra conclure des accords bilatéraux. Coudenhove préconise notamment une entente économique entre une Europe industrielle et une Russie agricole, ainsi que l'échange de certains territoires coloniaux avec l'Empire britannique (colonies d'Afrique orientale) et la Pan-Amérique (Guyane).

Enfin Coudenhove s'est attaché à préciser, dès 1923, les étapes d'une unité européenne qui ne peut se réaliser que progressivement. Il préconise, d'abord, l'instauration d'une session restreinte entre

²⁴ COUDENHOVE, *Pan-Europe*, p. 60.

²⁵ *Pan-Europe*, p. 67-68.

²⁶ *Pan-Europe*, p. 70.

Européens au sein de la SdN, et la réunion d'une conférence des gouvernements européens afin de mettre en place, à travers le "Bureau paneuropéen", un organe de concertation politique et de propagande en faveur de l'idée européiste. La signature de traités d'arbitrage obligatoire et de garantie réciproque des frontières rétabliraient, dans un second temps, la sécurité indispensable à l'instauration d'un marché économique européen fondé sur l'union douanière et la monnaie commune. Enfin l'adoption d'une Constitution paneuropéenne et la création d'une Chambre des Etats et d'une Chambre des peuples couronneraient un processus d'unification mêlant étroitement aspects politiques et économiques.

Encourageant les ententes régionales (Petite-Entente, Union scandinave) susceptibles d'être élargies par la suite à l'échelle continentale, Coudenhove rejette toute révision des frontières du traité de Versailles:

il ne faut pas songer avant longtemps à des rectifications pacifiques des nouvelles frontières à l'intérieur de l'Europe. Avec la mentalité actuelle des peuples et celle des chefs qu'ils se sont choisis, un renoncement volontaire aux territoires conquis est une impossibilité psychologique²⁷.

De façon radicale, Coudenhove vise non la modification des frontières mais leur suppression.

Mais "le plus grand obstacle à la réalisation des Etats-Unis d'Europe est la rivalité millénaire entre les deux Etats les plus peuplés de la Paneurope: l'Allemagne et la France"²⁸. Rédigé au printemps 1923, c'est-à-dire à un moment de tension critique entre les deux pays, *Pan-Europe* fait de la réconciliation entre les anciens ennemis le préalable indispensable à l'unité du continent. Dès cette époque Coudenhove préconise, de manière presque prophétique, le retrait des troupes françaises de la Rhénanie, la conclusion de traités bilatéraux d'arbitrage et de garantie territoriale, et l'entrée de l'Allemagne à la SdN. La mise en place d'une union douanière et sidérurgique (complémentarité entre le charbon allemand et le minerai français) entre les deux pays, permettrait en outre à l'axe franco-allemand de constituer, non plus le fardeau mais le moteur de l'unification européenne.

²⁷ *Pan-Europe*, p. 89.

²⁸ *Pan-Europe*, p. 95.

Pacifisme et paneuropéisme

Sans doute peut-on faire état d'un "écheveau d'influences et de traditions"²⁹ ayant guidé la rédaction de *Pan-Europe*³⁰. Pour notre part, nous ne nous livrerons pas ici à une étude approfondie des racines culturelles du projet paneuropéen, étude qui, en dépit de quelques travaux, reste largement à définir.

En revanche, la polémique qui s'amorce à partir de 1924 dans les colonnes de la revue pacifiste *Die Friedens-Warte*, entre Richard de Coudenhove-Kalergi et certains pacifistes allemands autour du projet paneuropéen, apporte un éclairage essentiel sur les principes de l'idée paneuropéenne et les ambitions de l'action militante que Coudenhove entreprend alors.

Il serait en effet imprudent de minimiser l'importance du pacifisme chez un homme qui, non seulement présente son programme comme "la seule voie pour garantir la paix européenne"³¹, mais tend à l'intégrer dans le cheminement d'une démarche personnelle éminemment pacifiste. "Pendant que l'Union paneuropéenne s'attache à l'unification de l'Europe, je tente personnellement, dès aujourd'hui, de prévenir les guerres de demain"³¹.

Le constat, récurrent dans *Pan-Europe*, de l'anarchie des rapports entre Etats, du danger d'une guerre future et de la nécessité d'un ordre international stable, constitue un thème générique développé dès la naissance des associations pacifistes en Europe, dans la seconde moitié du XIXe siècle. Le déchaînement des conflits nationalistes (guerres franco-allemande de 1870-71 et hispano-américaine en 1898, crise balkanique au début du siècle), avait alors stimulé la cristallisation des mouvements pacifistes autour de préoccupations communes, à savoir la restauration de la paix sur la base des droits de l'homme et de la démocratie par l'érection d'un nouvel ordre international fondé sur le droit,

²⁹ Lubor JILEK, "Paneurope dans les années vingt: la réception du projet en Europe centrale et occidentale", *Relations internationales*, No. 12, hiver 1992, p. 409.

³⁰ COUDENHOVE, "Pazifismus", *Paneuropa*, 1 (septembre-octobre 1924), p. 4.

³¹ COUDENHOVE, "Kurt Hiller contra Coudenhove. Zwei offene Briefe", *Paneuropa*, 5 (août-septembre 1929), p. 19.

l'arbitrage obligatoire et le désarmement³². Familier des milieux pacifistes austro-allemands³³, Coudenhove rejoint au lendemain de la guerre mondiale l'avis de mouvements comme la Deutsche Liga für Völkerbund, le Bund Neues Vaterland ou la Deutsche Friedensgesellschaft, à travers une hostilité commune à l'égard des traités de paix, et une confiance maintenue dans les principes de la Société des Nations.

La création des Etats-Unis d'Europe comme étape vers un ordre mondial pacifié n'est pas non plus une idée nouvelle pour les cercles pacifistes mitteleuropéens. A tel point que dès 1924, Coudenhove était accusé d'avoir plagié la pensée du leader pacifiste austro-hongrois Alfred Hermann Fried. En janvier 1924, Karl Brockhausen affirmait que "Fried avait déjà placé l'idée paneuropéenne au premier plan de ses entreprises pacifistes"³⁴. En juillet 1927, Hans Wehberg, figure éminente de la Deutschen Friedensgesellschaft et de la Deutsche Liga für Völkerbund, co-éditeur de la *Friedens-Warte*, déclarait que c'était "un devoir moral pour Coudenhove-Kalergi de ne pas taire plus longtemps qu'avant lui, Bertha von Suttner et Alfred Hermann Fried s'étaient engagés en faveur de la Paneurope et d'une Union paneuropéenne"³⁵. Cette polémique relevait en grande partie du procès d'intention. Coudenhove ne semble en effet pas avoir dissimulé ses emprunts à la pensée de Fried; ayant lu *Pan-Amerika*³⁶, il en revendique l'inspiration pour la rédaction du chapitre "Pan-Amérique et Pan-Europe" dans *Pan-Europe*. Plus pertinente paraît la question de l'influence de Fried sur la pensée de Coudenhove.

Originaire de Budapest, Alfred Hermann Fried (1864-1921) est une figure incontournable du pacifisme antérieur à la guerre mondiale. Membre fondateur de la Deutsche Friedensgesellschaft en 1892, éditeur de la *Friedens-Warte* à partir de 1899, prix Nobel de la paix en 1911, Fried apparaît comme le symbole d'un

³² Le choix de documents opéré par Wolfgang Benz l'illustre dans *Pazifismus in Deutschland. Dokumente zur Friedensbewegung, 1890-1939*, Francfort a/M., Fischer Taschenbuchverlag, 1988, pp. 9-45.

³³ Entre 1924 et 1932, la *Friedens-Warte*, organe de la Deutsche Friedensgesellschaft, publie cinq articles de Coudenhove et consacre à Paneurope quatorze autres articles.

³⁴ Karl BROCKHAUSEN, "Die Forderung Paneuropa", *Die Friedens-Warte*, 24 (janvier-mars 1924), p. 29.

³⁵ Hans WEHBERG, "Das Recht auf den Namen 'Pan-Europa'", *Friedens-Warte*, 27 (juillet 1927), p. 216.

³⁶ Alfred Hermann FRIED, *Pan-Amerika*, Zurich, Orell-Füssli, 1911.

pacifisme mitteleuropéen en quête de reconnaissance, sous des régimes peu enclins aux revendications pacifistes et démocratiques. Convaincu, à l'aube du siècle, de la nécessité d'un règlement pacifique des rapports internationaux, rendu inéluctable par l'interdépendance économique et culturelle croissante des Etats, Fried s'est engagé très tôt en faveur d'une organisation internationale. L'idée paneuropéenne, telle qu'il la développe dans plusieurs articles de la *Friedens-Warte* en 1909 et 1912 ainsi que dans *Pan-Amerika*, prend pour modèle l'exemple de la Pan-Amérique. Affirmant la nécessité d'éveiller la conscience d'une appartenance à l'Europe, il prône la création d'un "Bureau paneuropéen sur le modèle du Bureau panaméricain"³⁷, c'est-à-dire d'un organe essentiellement chargé de populariser l'internationalisme et de l'ériger en valeur patriotique. Coudenhove reprenait cette idée : "*die Erkenntnis muß sich durchdringen, daß das Heldentum Christi eine höhere Entwicklungsform darstellt als das Heldentum des Achilles*"³⁸. L'idée d'une unification de l'Europe demeure cependant plus ambiguë chez Fried; s'il revendique la réalisation d'une communauté d'intérêts européenne (*Zweckverband Europa*), propice à la diffusion des pratiques internationalistes, il ne semble avoir songé ni à une union politique – "une telle association n'aurait aucun caractère politique"³⁹ – ni à une organisation européenne comme étape vers une organisation mondiale – "je ne conçois pas cette évolution [vers une organisation mondiale] comme une série d'étapes, dont l'une est l'organisation européenne, mais comme le résultat de multiples efforts parallèles"⁴⁰.

Le passage du pacifisme à l'europhisme est en revanche clairement opéré chez un disciple de Fried, l'Allemand Walther Schücking (1875-1935). Docteur en droit, député démocrate au Reichstag de 1919 à 1928, Schücking manifeste par son engagement l'attention croissante des juristes aux projets d'organisations internationales. Co-fondateur et président du Verband für internationale Verständigung à partir de 1910,

³⁷ Alfred Hermann FRIED, "Das Paneuropäische Bureau", *Friedens-Warte*, 9 (octobre 1909), p. 222.

³⁸ COUDENHOVE, "Pazifismus", p. 35.

³⁹ Alfred Hermann FRIED, "Zweckverband Europa", *Die Friedens-Warte*, 12 (mars 1912), p. 83.

⁴⁰ Alfred Hermann FRIED, "Kontinental oder Mondial", *Friedens-Warte*, 9 (novembre 1909), p. 204.

Schücking prit la tête d'un groupe d'intellectuels et de politiciens soucieux de briser la marginalisation du mouvement pacifiste en Allemagne, consécutive à un militantisme très critique à l'égard du Reich, pour promouvoir au sein des milieux politiques influents la mise en place d'un droit international. Partisan d'une cour de justice internationale et de l'arbitrage obligatoire, il se fait l'avocat de la Société des Nations en adhérant à la présidence de la Deutsche Liga für Völkerbund qui réclame l'adhésion de l'Allemagne à la SdN, et appelle à la constitution d'une entente européenne, première étape vers une organisation mondiale sous l'égide de Genève.

L'ambiguïté des rapports entre Coudenhove et Schücking constitue un terreau fertile pour l'étude du projet paneuropéen. Tous deux inspirés du pacifisme libéral démocrate de Fried, ils incarnent pareillement au lendemain de la guerre l'émancipation d'un courant européiste autonome. Cependant les oppositions ne tardent pas à surgir entre les deux hommes. Lorsqu'au XXIII^e Congrès mondial de la paix, organisé à Berlin du 2 au 8 octobre 1924, Schücking est invité à prononcer un discours sur "Paneurope et la Société des Nations" devant les 470 délégués des fédérations pacifistes de vingt et un pays, il rejette ouvertement l'idée paneuropéenne.

Une participante, Dora Heinemann, rapporte les motivations officielles de ce rejet. Schücking

voyait en Paneurope une menace pour la prépondérance de la Société des Nations, qui avait ces derniers temps accompli de si grands progrès sur la voie du pacifisme. Les associations continentales représentaient un danger, l'exclusion des États panaméricains un affaiblissement de la Société des Nations⁴¹.

Pour ce qui est des raisons profondes de l'attitude de Schücking, nous en sommes réduit aux hypothèses. La première est liée à l'adhésion de Schücking à la Deutsche Liga für Völkerbund, "étroitement associée aux efforts des cercles influents de l'impérialisme allemand, à la fin de la première guerre mondiale, pour permettre, par l'utilisation de l'état d'esprit pacifique de la SdN, un passage autant que possible sans heurt de la classe

⁴¹ Dora HEINEMANN, "Der Weltfrieden Kongress", *Friedens-Warte*, 24 (octobre-novembre 1924), p. 286.

dirigeante vers un impérialisme pacifique”⁴². En ce sens, Schücking peut apparaître comme le relais d'une diplomatie allemande aspirant à retrouver un rôle dans le concert des nations européennes, et plus encore, à rétablir le dialogue avec Washington.

Cependant la voix de Schücking n'est pas isolée au Congrès de Berlin. Le rédacteur du *Welt am Montag*, Hellmut von Gerlach, membre éminent de plusieurs associations pacifistes résolument critiques à l'égard des choix politiques du gouvernement du Reich, stigmatise de manière tout aussi virulente la menace pour la SdN que constituent le projet paneuropéen et l'idée d'union continentale. Dès lors l'émancipation d'un organe européen au sein de la SdN, revendiquée par Coudenhove, va en 1924 à contre-courant d'une tendance européiste soucieuse de maintenir sa crédibilité auprès des milieux internationaux (Gerlach est connu du Quai d'Orsay, qui salue en lui un “pacifiste et partisan d'une entente avec la France”⁴³), en réaffirmant la primauté de la SdN dans le maintien de la paix dans le monde et en Europe (telles sont les conclusions du Congrès de Berlin au terme du débat autour de Paneurope, le 8 octobre 1924).

Foyer d'inspiration du projet paneuropéen, les milieux pacifistes d'Europe centrale constituent également un des creusets initiaux au sein desquels Coudenhove-Kalergi a tenté de recruter des militants en faveur de Paneurope. Dans les articles qu'il publie entre février 1923 et novembre 1924 dans la *Friedens-Warte*, ainsi que dans les deux cahiers du mensuel *Paneuropa* consacrés en automne 1924 aux relations entre Paneurope et pacifisme, Coudenhove accompagne la présentation de son projet d'une réflexion sur l'action pacifiste.

Critiquant sévèrement la division, le manque de conviction et de réalisme d'un pacifisme qu'il qualifie de “religieux”, il revendique la conversion à une nouvelle forme de pacifisme, dont la Paneurope doit constituer le mot d'ordre et le fer de lance.

Selon Coudenhove, “le problème le plus difficile du pacifisme” réside dans la multiplication des conflits pour l'émancipation nationale (*Befreiungskriege*) qui touchent alors l'Europe mais menacent également les colonies d'Asie. Seul un traitement

⁴² Dieter FRICKE, sous la dir., *Lexikon zur Parteiengeschichte. Die bürgerlichen Parteien und Verbände in Deutschland (1789-1945)*, Leipzig, VEB Bibliographisches Institut, 1985, vol. 2, p. 9.

⁴³ Margerie au MAE, 19 juin 1924, AMAE, Europe 1918-29, Allemagne, vol. 388.

régionaliste serait à même de régler la question complexe des nationalités. Aussi le “pacifisme concret” que Coudenhove appelle de ses vœux ne peut être qu'européen. “C’est pourquoi le pacifisme européen doit tenter de prendre lui-même son destin en main [...]. C’est le but de Paneurope [...] de rendre l’Europe indépendante des vicissitudes qui menacent l’Asie et de garantir sa paix par ses propres moyens”. En instaurant l’égalité en droit pour toutes les nationalités et en stimulant l’interdépendance des nations à travers une union politique et économique, la Paneurope doit favoriser à terme une dédramatisation de la question nationale et l’apaisement des tensions nationalistes.

Au terme de cette lecture pacifiste de son projet, Coudenhove présentait l’européisme comme une sorte de troisième voie entre le “pacifisme réactionnaire de Genève”, qui à travers la domination des grandes puissances restaurait l’esprit de la Sainte-Alliance, et le “pacifisme révolutionnaire de Moscou”, envers lequel Coudenhove nourrissait de vives inquiétudes.

Plus fondamentalement encore, le “nouveau pacifisme doit avant tout réformer également les pacifistes”. Partisan d’un pacifisme résolument tourné vers l’action militante, Coudenhove demande davantage de “sens politique” et de “méthodes machiavélistes”. Aux pacifistes, il réclame davantage d’unité et d’engagement.

Les pacifistes de toutes les nations, de tous les partis et idéologies, doivent constituer une phalange dans la politique internationale avec une direction unique et des symboles communs [...]. Le pacifisme ne triomphera que si les pacifistes sont prêts à sacrifier leur honneur, leur argent et leur vie dans le combat pour la paix

⁴⁴.

Propagande active en faveur de l’unification européenne, discipline radicale et unité sans faille des militants au sein du mouvement, tels sont les axiomes du nouveau pacifisme, dont Coudenhove se présente implicitement comme le leader.

En définitive, s’il ne faut pas négliger l’influence de la pensée pacifiste, essentiellement du courant démocrate et internationaliste incarné par Fried, dans la genèse de l’idée paneuropéenne, celle-ci s’est rapidement émancipée de la mouvance pacifiste pour constituer, à travers la promotion d’un européisme radical, un mot d’ordre militant.

⁴⁴ COUDENHOVE, “Pazifismus”, *Paneuropa*, 1 (septembre-octobre 1924), pp. 9-10 et 12-13.

Deux éléments essentiels doivent dès lors retenir notre attention. *Primo*, le projet paneuropéen, s'il participe du renouveau de l'idée européenne dans l'entre-deux-guerres, se justifie avant tout, dans l'esprit de Coudenhove, comme support d'une action militante : "Je vous concède que Paneurope n'est ni mon meilleur livre, ni mon idée la plus importante : mais c'était le point de départ d'un mouvement qui me paraissait nécessaire"⁴⁵.

Secundo, l'idée paneuropéenne repose essentiellement sur deux projets complémentaires mais distincts, la popularisation de l'idée d'Europe unie auprès des masses, et la réalisation progressive d'une union continentale dont l'initiative appartient aux élites politiques et économiques.

Il convient à présent d'observer dans quelles mesures les rouages du mouvement paneuropéen répondent à cette double exigence.

⁴⁵ Margerie au MAE, 19 juin 1924, AMAE, Europe 1918-29, Allemagne, vol. 388.

CHAPITRE II

La mise en place des structures militantes

A maintes reprises, dans ses mémoires, Coudenhove insiste sur l'aspect solitaire et laborieux de son action en vue de la création de l'Union paneuropéenne:

[...] je lançai le mouvement paneuropéen en 1922. Je n'avais alors qu'un seul collaborateur: ma femme. Le mouvement a commencé sans aide aucune d'un gouvernement, d'un parti politique, d'un plan social ou financier, ni d'aucun groupement de quelque sorte¹

Dès 1926, l'idée paneuropéenne est diffusée en Europe et outre-Atlantique par le biais de sections nationales conduites par des figures politiques situées au premier plan de la scène nationale et internationale. Moins de trois ans après l'énoncé du projet, il est converti en action militante, au sein de l'Union paneuropéenne, dont les principales structures sont d'ores et déjà établies.

Le Bureau central et la diffusion du message paneuropéen

L'action militante en faveur de Paneurope ne débuta concrètement qu'avec la création de l'Union paneuropéenne, consécutive à la publication de *Pan-Europa* en octobre 1923. A la fin de l'ouvrage, Coudenhove lançait un appel en faveur d'un rassemblement militant autour du projet paneuropéen.

¹ COUDENHOVE-KALERGI, Richard N. von, *L'Europe unie*, Glaris, Editions Paneuropéennes, 1939, p. 49. [Version française de *Kommen die Vereinigten Staaten von Europa?*, Glaris, Paneuropa-Verlag, 1938, 114 p.]

L'Europe ne peut attendre que ses gouvernements et les chefs de ses partis politiques se rendent compte de la nécessité pour elle de s'unir [...]. Par la parole et l'écrit, la question paneuropéenne doit être présentée à l'opinion publique comme la question vitale pour des millions d'hommes jusqu'à ce que chaque Européen se voie contraint de prendre position à son sujet [...]. Pour parvenir à ce résultat, on créera dans tous les pays d'Europe un mouvement et une organisation dont le but, fixé de manière immuable, sera la construction commune de la Paneurope: ce sera l'Union paneuropéenne²

Tandis que les cartes d'adhésions jointes au livre encourageaient les premiers engagements, la création des Editions paneuropéennes marquait l'enracinement du mouvement à Vienne.

Dès 1920, Coudenhove s'était fait l'avocat d'une République autonome de Vienne, séparée de l'Allemagne et de l'Autriche, susceptible de devenir le siège permanent de la Société des Nations³. En automne 1923 Vienne devenait le berceau de l'Union paneuropéenne, dont le Bureau central était installé dans les locaux de l'ancien Palais impérial, avec "l'accord du gouvernement autrichien. Doté d'un secrétariat général et d'une trésorerie, le Bureau central ne se compose alors que de quelques proches de Coudenhove-Kalergi, à commencer par sa femme, Ida Roland. En allouant au mouvement une somme de soixante mille marks-or, le banquier hambourgeois Max Warburg couvrait pour un temps les frais de fonctionnement.

Durant cette phase de gestation, le Bureau central constitue un puissant foyer de propagande, capable de diffuser avec le maximum d'efficacité l'idée paneuropéenne auprès de cercles politiques et intellectuels influents. Après la création des Editions paneuropéennes, qui assurent la publication des nombreux écrits de Coudenhove (huit ouvrages autour de *Pan-Europe* entre 1923 et 1932, sans compter les traductions et les versions remaniées), un second canal de diffusion se met en place à travers la revue *Paneuropa*.

Lancée par Coudenhove en avril 1924, la revue paraît régulièrement jusqu'en mars 1938, à raison d'une dizaine de

² COUDENHOVE, *Pan-Europe*, p. 132.

³ COUDENHOVE, "Wien als Welthauptstadt", *Die Zukunft*, 16 octobre 1920.

cahiers par an. D'abord rédigée en allemand, elle est traduite en d'autres langues au fur et à mesure que le mouvement essaime en Europe (la version française ne paraît qu'à partir de mars 1927). A l'instar de *Pan-Europe*, des cartes d'adhésion y sont insérées, ainsi que l'éventail très large de cotisations à l'Union paneuropéenne. La revue s'impose immédiatement comme l'organe officiel du mouvement, où s'exprime essentiellement l'opinion de son leader, Coudenhove-Kalergi. Sur les 181 articles signés que publie la revue entre avril 1924 et décembre 1932, 104 le sont de la main du fondateur (57,5%), qui écrit en outre la totalité des articles durant la première année de publication. Il faut enfin attendre le numéro de février 1927 pour qu'en marge des articles de Coudenhove apparaisse une rubrique intitulée "Paneuropa-Bewegung", consacrée à l'activité des sections nationales et locales.

Reflète de la mainmise étroite de Coudenhove sur le mouvement paneuropéen, *Paneuropa* fournit par ailleurs des renseignements relatifs à la propagande menée pendant la phase d'extension du mouvement, dans la mesure où elle reproduit certains des discours et mémorandums rédigés par Coudenhove au cours de sa tournée paneuropéenne en 1925, jusqu'à son retour des Etats-Unis en janvier 1926.

Dans le deuxième cahier était publié le "Manifeste pan-européen", sorte d'appel adressé par Coudenhove aux gouvernements, qui reprenait les grandes lignes du livre de 1923 et formulait l'ambition de l'Union paneuropéenne: mobiliser la presse et l'opinion publique pour contraindre les partis politiques et les gouvernements à faire de l'unité européenne le support de leur politique extérieure. "Les partis, les confessions peuvent porter leurs différends dans le domaine de la politique **intérieure**; en politique **étrangère**, il faut qu'ils soient unis dans la lutte contre les adversaires de la pensée européenne"⁴ Rompant avec un militantisme pacifiste traditionnellement engagé dans les débats intérieurs des nations, l'Union paneuropéenne manifestait ainsi la volonté d'élargir son audience internationale tout en préservant sa crédibilité auprès des gouvernements nationaux, pour se présenter au bout du compte comme un élément stimulant des débats européens du milieu des années vingt. De cette ambition participe notamment le sondage sur la nécessité des "Etats-Unis d'Europe"

⁴ COUDENHOVE, "Das pan-europäische Manifest", *Paneuropa*, 1 (avril 1924). Une version française parut dans la revue *L'Europe nouvelle* du 8 août 1925. (Voir l'Annexe 1.)

et des conditions de leur mise en œuvre, que Coudenhove fait parvenir au printemps 1925, dans le contexte de détente diplomatique précédant les accords de Locarno, à plusieurs dizaines de figures éminentes du monde politique (Edouard Herriot, Paul Lœbe, Carlo Sforza), économique (Emile Mayrisch, Charles Rist), et intellectuel (Henri Barbusse, Hugo von Hofmannsthal, Albert Einstein, etc.)⁵

Parmi les grandes orientations de la propagande paneuropéenne, l'exigence d'un axe franco-allemand reconstitué occupe une place prépondérante. En février 1923, Coudenhove avait vainement tenté, dans une lettre à Mussolini, de stimuler une initiative italienne en faveur de la réconciliation franco-allemande. Au lendemain de l'élection du Cartel des gauches le 11 mai 1924, c'est la nouvelle Chambre française qu'il interpelle au nom de l'Europe. "Je fais appel à vous à la fois en tant que citoyen de la République tchécoslovaque, qui a tissé des liens d'amitié avec vous, et en tant qu'écrivain allemand, dans les veines duquel coule aussi du sang français: je fais donc appel à vous en tant que citoyen et au nom de l'Europe !". Réaffirmant la position centrale de la France sur le continent en matière politique et culturelle, il introduit l'idée d'une mission française à l'égard de l'Allemagne en vue d'une nécessaire réconciliation.

La France a entre ses mains la possibilité de réduire à néant pour toujours le chauvinisme allemand [...]. Prêcher, la France et l'Allemagne le peuvent pareillement. Mais seule la France est capable d'une action réelle, car seule la France a le pouvoir⁶

De façon très diplomatique, Coudenhove appelle celle-ci à faire des concessions, notamment sur le problème de la reconnaissance des frontières orientales de l'Allemagne, non en vertu d'une nécessaire révision des traités de paix, mais au nom du devoir de la République française d'empêcher la réaction monarchiste en Allemagne, que stimulerait l'exacerbation des nationalismes. A l'égard de l'Allemagne, la propagande prend la forme d'un débat imaginaire entre deux nationalistes, un paneuropéen et un antipaneuropéen, visant à montrer combien Paneurope répond aux

⁵ "Rundfrage", *Paneuropa*, 2 (avril-juin 1925).

⁶ COUDENHOVE, "Offener Brief an die französische Kammer", reproduite dans *Paneuropa*, 1 (juin 1924).

intérêts de la nation allemande ⁷. A travers la présentation plurielle d'un message unique, Coudenhove tente ainsi d'épouser, même caricaturalement, la diversité des sensibilités nationales.

La propagande en faveur de la réconciliation franco-allemande s'insère par ailleurs dans une orientation plus générale de l'Union paneuropéenne, visant à s'extraire de la sphère strictement mitteleuropéenne, et à assurer la diffusion du message paneuropéen auprès des nations qui, au lendemain de la première guerre mondiale, détiennent les rênes du jeu diplomatique.

En automne 1925, Coudenhove se rend à Londres, où le rédacteur au *Times*, Henry Wickham Steed, lui ouvre les portes des cercles politiques. Le rejet de la Grande-Bretagne hors de la Paneurope et la régionalisation de la Société des Nations, impliquant un affaiblissement de l'influence britannique sur le continent, semblent justifier l'hostilité assez générale que suscite le projet de Coudenhove. S'il retient l'attention des milieux nationalistes, partisans d'un Empire britannique renforcé et indépendant, et donc assez proches de la vision paneuropéenne (Coudenhove évoque notamment l'appui du secrétaire d'Etat aux Colonies et Dominions, Leopold S. Amery), Coudenhove est en contradiction avec la politique britannique, qui a réaffirmé son influence sur la scène européenne (elle joue un rôle clé dans la préparation des accords de Locarno) et avec les milieux internationalistes partisans de la solution genevoise, incarnés par le secrétaire général de la SdN, sir Eric Drummond.

Le rejet britannique de l'idée paneuropéenne doit cependant être nuancé. A la suite du voyage de Coudenhove, un comité de soutien à Paneurope se forma en Angleterre. Deux ans plus tard, sa proposition de réunir une conférence paneuropéenne des gouvernements dans le but d'étendre à l'ensemble des frontières européennes le principe des accords de Locarno, obtient un certain écho auprès de la diplomatie de Sa Majesté. En témoigne la note produite en septembre 1927 par un membre du Département central au Foreign Office, Michael H. Huxley:

[...] je reste convaincu que l'idée de Paneurope est une force d'avenir – sinon la force d'avenir en Europe [...]. Certainement si le comte Coudenhove et ses adhérents font preuve d'assez de sorcellerie pour apaiser la fureur du nationalisme et du

⁷ COUDENHOVE, "Deutschlands Europäische Sendung. Ein Gespräch", *Paneuropa*, 1, n° 8 (décembre 1924-janvier 1925).

protectionnisme qui empêchent le développement de l'Europe centrale et orientale, il peut rendre un service à la paix européenne et au commerce britannique, qui peut dépasser les autres inconvénients de son plan, du point de vue britannique⁸

A une époque où la presse écrite constitue le principal relais vers l'opinion publique, la diffusion du message paneuropéen connaît un nouvel élan à travers la création en août 1926 de la Correspondance paneuropéenne, service d'information officiel de l'Union paneuropéenne. Affilié au Bureau central de Vienne, il utilise le canal du service de presse autrichien et de ses correspondants à l'étranger pour propager l'idée paneuropéenne dans de nombreux journaux en Europe.

Parallèlement à ce vaste effort de propagande mené par le Bureau central de l'Union paneuropéenne, placé sous l'autorité hiérarchique et spirituelle de Coudenhove-Kalergi, les tentatives en vue d'implanter des sections nationales dans plusieurs pays d'Europe, ainsi que la volonté affichée de s'attirer le soutien et la participation de personnalités éminentes, définissent les ambitions premières d'un mouvement en quête de crédibilité et soucieux de développer ses structures militantes.

Le développement des comités nationaux

C'est à Vienne et à Prague, c'est-à-dire au cœur de l'Europe centrale, que l'idée paneuropéenne prit sa source et trouva ses premiers appuis, et qu'apparurent les premières sections nationales de l'Union paneuropéenne.

En Autriche, berceau du mouvement, Coudenhove dut compter avec une population profondément touchée par la crise économique, et très sensible à l'idée d'un rapprochement avec l'Allemagne. En intégrant ce projet dans la perspective d'un marché économique européen, il adaptait l'idée paneuropéenne aux contingences des mentalités autrichiennes, mais demeurait en net recul par rapport aux ambitions des milieux nationalistes, partisans de l'Anschluß au prix d'une révision des traités de paix. Paneurope parvint cependant à s'assurer des soutiens notables dans la presse,

⁸ "Memorandum by Mr Huxley", le 8 septembre 1927, *Documents on British Foreign Policy 1919-39*, Series A1, vol. IV, London, HMSO, 1971, pp. 8-10.

dès le début des années vingt, à travers le relais de la *Neue Freie Presse*, et surtout les milieux franc-maçons. Initié en 1922⁹ Coudenhove recueillait en 1924 l'adhésion de la Grande Loge de Vienne à l'idée paneuropéenne. A l'instar des comités créés par la suite, le comité autrichien prétendait dépasser le clivage des partis nationaux, tout en plaçant à sa tête des hommes politiques de premier plan. Tandis que le chancelier social-chrétien Ignaz Seipel en acceptait la présidence, les sociaux-démocrates étaient également représentés à travers l'ancien ministre des Affaires étrangères Karl Renner. Egaleme nt installée dans l'ancien palais impérial de la Hofburg, l'administration du comité autrichien tendait à se confondre avec celle du Bureau central.

Citoyen tchécoslovaque, Coudenhove avait déjà tissé des liens personnels avec le président Masaryk lorsqu'à la fin de l'année 1924, une section paneuropéenne se développa à Prague. Présidé par le ministre du Commerce, Václav Schuster, le comité obtint l'adhésion ambiguë du ministre des Affaires étrangères, le nationaliste Edvard Benes. En lui fournissant un passeport diplomatique et des lettres de recommandation auprès de personnalités proches du Cartel des gauches, Masaryk et Benes offraient en outre à Coudenhove l'opportunité de déplacer le centre d'action du mouvement vers l'Europe occidentale, en particulier vers Paris.

L'importance accordée par l'idée paneuropéenne au rapprochement franco-allemand comme base préliminaire et indispensable d'une Europe réunifiée, de même que le rôle moteur de la diplomatie française sur la scène européenne, semblaient justifier le développement d'un militantisme paneuropéen en France, où l'élection du Cartel des gauches, en mai 1924, témoignait d'un climat propice à la conciliation.

En janvier 1925, Coudenhove se rendait à Paris pour assister à une conférence dans les locaux de la Fondation Carnegie. Il y exposa son projet paneuropéen, sans susciter apparemment d'autre sympathie que celle d'Alfred Fabre-Luce, à qui il écrivait en août 1926: "je n'oublierai jamais que vous fûtes le premier à soutenir ma cause quand, l'année dernière, la majorité se prononça contre

⁹ "[...] initié en 1922 dans la loge Humanitas, la plus ancienne obédience de Vienne, il y rencontre des hommes résolus à engager davantage celle-ci sur la place publique et, en premier lieu, dans l'œuvre du rapprochement entre Allemands et Français". Cf. Lubor JILEK, "*Panurope* dans les années vingt", pp. 413-14.

moi”¹⁰. Des contacts plus fructueux se nouèrent par la suite avec les milieux intellectuels internationalistes de France, que ce soit avec Louise Weiss, fondatrice de la revue *L'Europe nouvelle* en 1918, ou Henry de Jouvenel, ancien délégué de la SdN et rédacteur du *Matin*, qui tirait alors à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires. En juin 1925, le prix Nobel de littérature et fondateur de la revue littéraire *Europe*, Romain Rolland, se fit l'avocat de l'idée paneuropéenne auprès de la diplomatie française. “[...] Monsieur Romain Rolland qui dit être suivi par un nombre important de jeunes hommes de l'élite intellectuelle française, travaille à la formation d'une sorte d'Etats-Unis d'Europe, dont la Russie, plus asiatique qu'européenne, serait probablement exclue”¹¹.

Dans ses écrits postérieurs¹², Coudenhove affirma en outre avoir su convaincre plusieurs leaders socialistes (Joseph Paul-Boncour, Albert Thomas, Léon Blum) et radicaux (Louis Loucheur, Joseph Caillaux, Edouard Herriot, Paul Painlevé). De l'impact véritable des discussions entamées alors, l'éventail étroit des sources disponibles ne nous livre qu'un écho assez vague.

Assurément, le projet paneuropéen répondait en partie aux exigences de la nouvelle politique extérieure française, favorable au rapprochement franco-allemand et à la conciliation européenne dans “l'esprit de Locarno”. En la personne de Joseph Caillaux, de retour sur la scène politique après son amnistie en janvier 1925, Coudenhove découvrit un européiste convaincu et un de ses premiers soutiens notoires¹³. Caillaux prônait un européisme de raison, prenant en compte l'interdépendance économique et politique des Etats européens, et souhaitait “faire de l'empire d'Autriche maintenu sous une forme nouvelle, aménagé en une fédération de peuples autonomes, le pivot d'une grande politique

¹⁰ Lettre de Coudenhove à Fabre-Luce, 27 août 1926, FAE, Bureau central, Correspondance, Section française.

¹¹ Rapport du général Gélin, délégué supérieur de la Haute commission interalliée, concernant son entrevue avec Romain Rolland à Bonn, le 15 juin 1925: AMAE, Europe 1918-29, Allemagne, vol. 388.

¹² COUDENHOVE, *Ein Leben für Europa*, pp. 125 sqq.

¹³ “Les Etats-Unis d'Europe, c'est-à-dire la seule tombe dans laquelle on puisse ensevelir les impérialismes toujours menaçants”, Joseph CAILLAUX, *Ma doctrine*, Paris, Flammarion, 1926, cité par Jean-Luc CHABOT, *L'idée d'Europe unie*, p. 94.

européenne”¹⁴. Mais c’est à travers Edouard Herriot et son appel à la conciliation des Etats européens qu’il prononça le 25 juin 1925 – “il y a des peuples qui doivent se réconcilier, car leur travail en commun est une nécessité” – que Coudenhove perçut “la première reconnaissance officielle de l’idée paneuropéenne”. En dépit de l’instabilité gouvernementale, qui consacra l’échec de la politique monétaire du Cartel, Coudenhove tenta de convaincre le gouvernement français de faire fructifier les acquis de Locarno, en provoquant la réunion d’une conférence paneuropéenne des gouvernements. En dépit des contacts noués dès janvier 1926 entre Coudenhove et le nouveau ministre des Affaires étrangères, Aristide Briand, aucune action diplomatique n’était engagée lorsqu’en juillet, Poincaré reprit les rênes du gouvernement.

Stériles sur le plan diplomatique, les contacts tissés entre 1924 et 1926 auprès des milieux gouvernementaux socialistes et radicaux ont-ils favorisé l’ancrage d’un paneuropéisme militant en France ?

Potentiellement, les soutiens éminents acquis par Coudenhove ouvraient de vastes perspectives à l’implantation du mouvement paneuropéen en France. Dès le Congrès de Nancy de 1907, le Parti radical s’était donné comme fins de la politique extérieure les points suivants: “entente cordiale entre peuples, extension de la pratique de l’arbitrage international en cas de différends graves, maintien de la paix dans la dignité”¹⁵. Par les liens étroits tissés avec la franc-maçonnerie¹⁶, la presse locale et les milieux pacifistes de la Ligue des droits de l’homme, favorables au rapprochement franco-allemand (Herriot adhère à la section lyonnaise depuis 1898), les quelques huit cents comités du Parti radical constituaient virtuellement un puissant relais du paneuropéisme en France. Après Herriot et Caillaux, c’est Louis Loucheur que Coudenhove rencontre, par l’entremise de Benes, le 13 mars 1925¹⁷. Quelques mois plus tard, une note accompagnant la traduction française du “Manifeste pan-européen”, dans *L’Europe nouvelle*, indiquait qu’“une section française de l’Union paneuropéenne est en

¹⁴ Joseph CAILLAUX, *Mes mémoires*, Paris, Plon, 1947, t. 3, p. 223.

¹⁵ Article 24 du Programme de Nancy (1907), cité par Jean-Thomas NORDMANN, *La France radicale*, Paris, Gallimard/Julliard, 1977, p. 96.

¹⁶ “La création même d’un parti radical procède largement d’initiatives maçonniques”, *La France radicale*, p. 204.

¹⁷ Benes à Loucheur, 1er mars 1925; Loucheur à Coudenhove, 11 mars 1925 : Papiers Loucheur, Mf1-2.

formation. Pour tous renseignements s'adresser à Ph. Simon¹⁸. Si la personnalité de ce Philippe Simon nous échappe largement, ses liens avec Herriot et le Parti radical sont incontestables¹⁹.

Pourtant, aucune des sources consultées ne révèle l'existence de comités locaux paneuropéens en France. Au contraire, Coudenhove semble avoir connu de grandes difficultés pour convaincre un leader politique de prendre la tête du comité français, comme cela avait été le cas pour les comités créés dans les pays d'Europe centrale. En juin 1926, la revue de la section allemande de Paneurope, *Archiv*, évoquait la création d'un comité français sous la présidence d'Edouard Herriot²⁰. Deux mois plus tard, Coudenhove pria à nouveau Alfred Fabre-Luce de prendre en main la création d'une section française: "Je suis bien convaincu que nul en France n'est qualifié comme vous pour transformer le mouvement paneuropéen de son état actuel tout académique en un but enflammant la jeunesse et entraînant les masses. C'est à cause de cela que je vous avais prié de vous mettre à la tête de notre mouvement en France"²¹. En septembre 1926, Coudenhove s'insurgeait contre la défection de celui (Briand ou Herriot ?) qui, dès janvier 1926, aurait accepté la présidence de ce même comité²².

En résumé, s'il est incontestable qu'à la fin de l'année 1926, l'idée paneuropéenne était diffusée en France parmi une élite politique et intellectuelle favorable à l'europhisme, les efforts fournis par Coudenhove en vue d'obtenir une reconnaissance officielle du gouvernement français et de confier à un leader politique la mise en place d'une structure militante, sont restés vains.

Plus globalement, cet échec dévoile les limites du recrutement élitiste pratiqué par Coudenhove en France, et plus précisément la distance qui sépare l'homme politique du militant, telle que Jean-Luc Chabot l'a décrite:

¹⁸ Cf. "Das pan-europäische Manifest", *Paneuropa* 1 (avril 1924); version française dans *L'Europe nouvelle*, 8 août 1925 (voir l'Annexe 1).

¹⁹ Philippe SIMON, *Essai d'une doctrine radicale*, Paris, Cahiers de la Quinzaine, 1933, 155 p.

²⁰ Revue *Archiv*, juin 1926 : FAE, Paneuropa Deutschland, Notes, PV, memos.

²¹ Cf. la lettre de Coudenhove à Fabre-Luce, 27 août 1926, FAE, Bureau central, Correspondance, Section française.

²² Coudenhove à "Monsieur le Ministre" [?], 8 septembre 1926 : FAE, Bureau central, Correspondance, Section française.

l'homme investi d'une charge politique, de par les pressions qu'il subit et les responsabilités qu'il assume, peut difficilement posséder la simplicité des convictions de l'intellectuel ou du propagandiste. Cette complexité du comportement et des actes de l'homme politique est accrue lorsque, dépendant des intérêts et de l'opinion de la nation qu'il représente, il se trouve confronté à une idée politique de caractère supra-national²³.

Le recrutement d'élites susceptibles de garantir la crédibilité du mouvement et de stimuler par leur charisme la diffusion de l'idée paneuropéenne auprès de l'opinion publique, demeure cependant une constante des embryons de comités nationaux développés avant le Congrès paneuropéen d'octobre 1926, à Berlin, Budapest et Bruxelles. A la suite du voyage de Coudenhove aux Etats-Unis, en automne 1925, un comité de soutien était également créé à New-York, sous le nom d'American Committee of the Paneuropean Union.

Par opposition à la plupart des sections paneuropéennes développées dans cette phase de maturation de l'action militante, notamment en France, le comité paneuropéen allemand – Paneuropäische Union Deutschland (PUD) – a rapidement débordé le cadre d'une simple délégation de personnalités plus ou moins attachées à l'idée paneuropéenne, pour se doter de structures militantes appropriées à une action sur l'opinion publique.

Une porte ouverte au militantisme de masse : *Paneuropäische Union Deutschland*

En Allemagne, l'idée paneuropéenne semble avoir pénétré les milieux officiels avant même la tournée de propagande menée par Coudenhove à Berlin, d'octobre 1924 à janvier 1925. Walter Lipgens souligne qu'en novembre 1924, lorsque le premier financier du mouvement, Max Warburg sollicita une entrevue auprès de Stresemann pour le compte de Richard de Coudenhove-Kalergi, le ministre des Affaires étrangères allemand affirma avoir été mis au courant du projet paneuropéen dès avril 1923 par le ministre d'Autriche, Richard Riedl²⁴. Si les participants au

²³ Jean-Luc CHABOT, *L'idée d'Europe unie*, p. 94.

²⁴ Walter LIPGENS, "Europäische Einigungsidee (1923-30) und Briands Europaplan im Urteil des deutschen Akten", *Historische Zeitschrift*, Bd. 203, 1966, p. 64.

Congrès mondial de la paix de Berlin s'étaient en majorité prononcés contre Paneurope, Coudenhove avait néanmoins recueilli quelques appuis individuels. Parmi ceux-ci figuraient ceux de deux membres du parti démocrate: Wilhelm Heile, professeur de droit et européiste convaincu, dont l'éphémère attachement au mouvement paneuropéen se limita au courant de l'année 1925²⁵, et surtout Georg Bernhard, rédacteur en chef de la *Vossische Zeitung*, quotidien libéral dans lequel Coudenhove avait fait publier ses premiers articles militants en faveur de Paneurope, en automne 1922.

L'idée paneuropéenne avait également suscité l'attention du président du Reichstag et membre du Parti social-démocrate, Paul Løbe:

A mon avis, il est nécessaire de décomposer la Société des Nations en confédérations continentales. Les arguments que Monsieur Coudenhove-Kalergi avance à ce sujet sont convaincants; néanmoins je ne suis pas d'accord avec l'exclusion de la Grande-Bretagne des Etats-Unis d'Europe²⁶.

Le 1er juillet 1925, ces soutiens épars débouchaient sur la constitution officielle du comité allemand de l'Union paneuropéenne. Installé à Berlin, le PUD était ouvert aux membres ordinaires (individus ou associations ayant versé une cotisation variant de un à dix mille marks) et extraordinaires (invités), qui s'engageaient "à œuvrer pour l'idée paneuropéenne et pour l'Union paneuropéenne"²⁷. A sa tête était placé un comité directeur composé d'un délégué du Bureau central de Vienne et d'au moins trois membres élus lors de l'Assemblée générale annuelle des militants du comité. Ce comité directeur était chargé de la gestion financière et administrative du PUD; il préparait l'Assemblée générale, dont il fixait l'ordre du jour et assurait l'exécution des décisions votées à la majorité relative. Aux côtés de Coudenhove, de Georg Bernhard et de Paul Løbe, le comité directeur regroupait le président du Parti démocrate (DDP) Erich

²⁵ Wilhelm HEILE, "Warum ich für Paneuropa bin", *Friedens-Warte*, 25 (août 1925), n°18, pp. 223-36.

²⁶ Cité dans "Eine Umfrage zum Weltfriedenskongress", *Friedens-Warte*, 24 (avril-juillet 1924), n°4-7, pp. 206-17.

²⁷ Statuts du "Paneuropäische Union Deutschland", le 31 juillet 1925 : FAE, Paneuropa Deutschland, Notes-PV-mémos.

Koch-Weser, le journaliste et politologue Samuel Sænger, à qui revenait provisoirement la charge de secrétaire²⁸, le député du Parti populaire (DVP) Carl Cremer, ainsi que le leader du très conservateur Parti populaire bavarois, assez proche des intérêts du Zentrum, le comte Hugo von Lerchenfeld. De la sorte, le comité directeur du PUD semblait concrétiser le consensus des partis démocratiques allemands participant aux gouvernements de coalition entre 1924 et 1932 (sauf le Parti social-démocrate), en faveur de Paneurope.

Coudenhove entendait utiliser les soutiens recueillis dans les partis modérés comme canaux de propagande pour son projet paneuropéen. En 1925, lors du Congrès de Heidelberg, le Parti social-démocrate avait inscrit les “Etats-Unis d’Europe” au cœur de son programme de politique extérieure. Le soutien de Løbe à Paneurope apparaissait ainsi comme une confirmation de l’intérêt du parti. En mars 1926, Coudenhove rencontrait un des leaders du Parti social-démocrate, Arthur Crispian, et réclamait à la fois la publication gratuite d’articles de propagande dans les organes de presse proches du Parti, et une liste de personnalités politiques susceptibles d’adhérer au PUD²⁹. Le Zentrum offrit au mouvement les mêmes facilités de propagande, notamment dans les colonnes de la *Germania*, sans toutefois lui accorder une quelconque reconnaissance officielle.

Le Zentrum est sans doute celui qui agit le plus pour la diffusion de l’idée paneuropéenne à l’intérieur du Parti; cependant une prise de position active à travers les instances et l’appareil du Parti n’est pas encore escomptée pour le moment [...]³⁰.

La première réunion du comité directeur du PUD se tint le 20 mai 1926. Løbe fut élu à la présidence, jusqu’alors occupée par Coudenhove, tandis que la vice-présidence était conjointement attribuée à Koch-Weser et au comte Lerchenfeld. Dans la perspective du Congrès paneuropéen prévu à Vienne en octobre, le

²⁸ Samuel Saenger est alors chroniqueur à la *Neue Rundschau*, revue proche des partis du centre favorables à la politique de Stresemann, à laquelle collabore également Coudenhove-Kalergi.

²⁹ Compte rendu de l’entretien avec Arthur Crispian, 13 mars 1926: FAE, Paneuropa Deutschland, Notes-PV-mémos.

³⁰ Compte rendu de l’entretien avec le secrétaire général du Zentrum, le Dr Focke, le 6 mars 1926 : FAE, Paneuropa Deutschland, Notes-PV-mémos.

comité réaffirma son intention d'accorder une priorité au rapprochement franco-allemand et de ne pas dissocier, dans ses ambitions européistes, aspects politiques et économiques. Par ailleurs, une attention particulière était portée au développement du militantisme à l'échelle locale.

C'est à Berlin que se développent les premières sections locales du PUD. En avril 1926 le major Franz Gall, nouveau secrétaire du PUD, confiait au président de la section du quartier ouest de Berlin, le Dr Bruno Birnbaum, le soin de mettre en place une association des six sections de Berlin (Landesverband Groß-Berlin). Visant à diffuser l'idée paneuropéenne auprès de l'opinion publique par le relais de la presse locale et la tenue de débats autour de Paneurope, le Landesverband semble s'être mis en place de façon relativement autonome par rapport au comité directeur. Doté de bureaux indépendants, il possède son propre secrétariat général et sa propre trésorerie. La répartition des cotisations, entérinée par le Comité directeur le 20 mai 1926, révèle l'ambiguïté de la position de Coudenhove sur la question de l'importance accordée au militantisme de masse. Alors que la moitié des cotisations doit être reversée au comité directeur et 40% au Bureau central de Vienne chargé de la propagande internationale, 10% seulement sont alloués aux sections locales. C'est pourquoi Birnbaum se plaint d'avoir dû, en dépit des adhésions engrangées, financer personnellement la création du Landesverband³¹.

A Berlin, un premier groupe étudiant paneuropéen se mit également en place; il s'agissait de stimuler la diffusion du message paneuropéen dans les universités allemandes, afin de convaincre la "jeunesse européenne" à laquelle Coudenhove avait dédié *Pan-Europe*. En dehors de Berlin, des sections locales étaient en cours de création dans une dizaine de villes, dont Bonn, Düsseldorf, Nuremberg, Wiesbaden et Francfort. Mais en été 1926, seules Berlin et Hambourg possédaient des sections constituées. Organe de liaison entre le Comité directeur et les sections locales, la revue *Archiv* est publiée à partir de mars 1926; "attachée au bureau de Berlin, [elle] édite des rapports mensuels et sert d'abord, par sa diffusion, ceux qui cherchent des informations et des matériaux pour des travaux concernant Paneurope".

³¹ Compte rendu de l'entretien entre le Dr Birnbaum et le Dr Kœth, Berlin, 12 juillet 1927: FAE, Paneuropa Deutschland, Notes-PV-mémos.

En automne 1926, le comité paneuropéen allemand se distingue par la mise en place de structures organisées et hiérarchisées, tentant de conjuguer recrutement des élites et propagande auprès de l'opinion publique. Coupés des autres sections nationales, mal informés de l'action à entreprendre, les militants du PUD œuvrent dans l'optique du Congrès paneuropéen de Vienne. "Une action d'ampleur sur les grandes masses de tous les pays ne peut s'engager qu'après le Congrès"³².

³² *Archiv*, n°3, avril 1926 : FAE, Paneuropa Deutschland, Notes-PV-mémos.

CHAPITRE III

Le Congrès paneuropéen de Vienne

Un congrès d'élites

En été 1926, Coudenhove décide de donner une nouvelle impulsion aux débats européistes, en organisant “la première manifestation fondée sur l’unité européenne, la sécurité, l’égalité des droits, l’union douanière”. Du 3 au 6 octobre se déroule à Vienne le Ier Congrès paneuropéen, ouvert aux adhérents du mouvement et aux invités. Par la voix du chancelier Rudolf Ramek, il reçoit l’appui du gouvernement autrichien :

nous sommes hautement satisfaits que le premier Congrès paneuropéen, destiné à préparer la paix permanente et le progrès économique de l’Europe, se tienne dans notre pays. Nous considérons cela comme une reconnaissance de notre résolution envers une coopération confiante avec tous nos voisins proches ou lointains, au service de la reconstruction de l’Europe.

En marge des séances publiques, des comités restreints se réunissent autour de thèmes spécifiques : “questions internationales”, “questions des minorités”, “questions douanières et de trafic”, “collaboration intellectuelle”. L’intérêt du Congrès réside moins dans ces réunions de travail que dans la portée médiatique et hautement symbolique qui lui est assignée.

Lors de la séance d’ouverture, la grande salle du Konzerthaus accueille près de deux mille personnes, originaires de vingt-quatre pays, appartenant pour la plupart à l’élite économique, politique et intellectuelle de l’Europe. Tant le nombre que la qualité des participants constituent un élément déterminant de l’importante couverture journalistique dont bénéficie le Congrès. Ce succès est cependant tempéré par l’ambiguïté de la campagne d’invitations menée par l’Union paneuropéenne. Au-delà des adhérents au

mouvement, le recrutement s'est opéré à partir des réponses favorables recensées en 1925-26 lors du sondage sur la possibilité et la nécessité des Etats-Unis d'Europe. De plus, la brochure accompagnant les cartons d'invitation présente l'événement non comme le Congrès d'un mouvement militant, mais comme "la première grande manifestation de solidarité européenne"¹.

Les ambitions propagandistes de Coudenhove sont pourtant manifestes. Au milieu des portraits des précurseurs de l'idée paneuropéenne selon Coudenhove, à savoir Napoléon, Nietzsche et Kant, suspendus au fond de la salle, trône "l'emblème sous lequel les paneuropéens de tous les peuples vont s'unir [...], la croix solaire, la croix rouge sur soleil d'or, le symbole de l'humanité et de la raison"². Entourant les insignes du mouvement, les drapeaux des nations représentées figurent le consensus transnational opéré autour de l'idée paneuropéenne. Du haut de la tribune, les coprésidents du Congrès, essentiellement les leaders des sections nationales du mouvement, expriment leur soutien à l'idée paneuropéenne. Enfin, le "moment haut en émotion" de la cérémonie, selon un chroniqueur de la *Friedens-Warte*, prend la forme d'une poignée de mains entre un étudiant français, Jean Luchaire, et le président de la section étudiante berlinoise, Walter Engesser, qui prêtent ensuite serment : "Aujourd'hui, nous prenons l'engagement devant le mouvement paneuropéen, de ne pas oublier notre devoir de convaincre l'ensemble de la jeunesse de notre pays en faveur de la Paneurope". La présence de personnalités éminentes semble traduire implicitement leur soutien à la cause paneuropéenne.

L'ambition de présenter l'Union paneuropéenne comme un mouvement consensuel, soucieux de cristalliser l'ensemble des courants européistes, ressort de la souplesse avec laquelle Coudenhove accepte d'aménager les aspects délicats du projet paneuropéen. Tandis que le président du comité grec, Nicolas Politis, tente de démontrer la complémentarité entre Paneurope et Société des Nations, le Congrès adopte une résolution conciliante à l'égard de la Russie et de la Grande-Bretagne. "La décision finale relative à la question de savoir si, et jusqu'à quel point les Britanniques et l'Union soviétique peuvent devenir membres d'une

¹ Brochure de présentation du Congrès de Vienne accompagnant la lettre de Coudenhove à Briand, 20 août 1926: MAE, SdN, Autriche, vol. 1999.

² COUDENHOVE-KALERGI, Richard N. von, *Pan-Europa*, p. 133.

confédération paneuropéenne est l'affaire de ces nations elles-mêmes"³

Tant la symbolique que l'attention portée à la participation de personnalités éminentes, attachées à l'idée de conciliation entre les Etats européens, tendent manifestement à présenter l'Union paneuropéenne comme le leader du renouveau européen au milieu des années vingt. Dans un contexte fertile en initiatives militantes, cette ambition paraît pour le moins paradoxale.

L'Union paneuropéenne : une voix isolée dans le concert des mouvements européistes

L'action du mouvement paneuropéen ne peut en effet être détachée de celle d'un certain nombre de mouvements d'opinion, de revues et d'associations militantes qui, au lendemain de la première guerre mondiale, s'engagent en faveur de l'idée d'Europe unie⁴. La volonté de conquérir une élite politique, économique ou intellectuelle, constitue notamment un caractère récurrent chez la plupart des mouvements européistes, avec lesquels le mouvement paneuropéen entrait sans doute en résonance, mais également en concurrence.

En Allemagne, la question se pose de manière relativement aiguë. En dépit des principes de paix à la base de l'idée paneuropéenne, celle-ci est progressivement rejetée par les milieux pacifistes socialistes. Alors qu'il avait d'abord soutenu l'initiative de Coudenhove, Kurt Hiller, docteur en droit et membre de l'aile gauche radicale de la Deutschen Friedensgesellschaft aux côtés d'Helene Stöcker, fonde en 1926 la Gruppe revolutionärer Pazifisten. Partisan d'une Europe unie sous la bannière du communisme, il dénonce aussi bien la propagande capitaliste que les aspects antisoviétiques du programme paneuropéen. Une méfiance analogue se retrouve dans les colonnes de la revue européenne socialiste, fondée en 1897 par Joseph Bloch, *Sozialistische Monatshefte*. Prônant l'unité continentale d'une Europe démocratique, celle-ci se détache cependant du projet

³ "Vom Paneuropa-Kongress", *Friedens-Warte*, 26, novembre 1926, pp. 367-70.

⁴ Concernant les différents mouvements européistes de l'entre-deux-guerres, on se reportera avec profit à la thèse d'Etat de Jean-Luc CHABOT, *L'idée d'Europe unie*.

paneuropéen auquel elle reproche sa conciliation à l'égard de l'Angleterre.

La revue insistait sur le terme d'Europe continentale et prit nettement ses distances envers la Paneurope telle qu'elle était propagée par le comte Coudenhove-Kalergi. Elle se dresse contre le projet de ce dernier d'y inclure l'Angleterre, ce qui viderait selon elle l'idée européenne de sa substance et détruirait l'équilibre entre les grands blocs mondiaux [...]. En outre Joseph Bloch était opposé au caractère éminemment libéral de la Paneurope de Coudenhove [...]. L'Europe continentale serait étroitement liée aux principes du socialisme de production⁵

C'est dans les milieux démocrates libéraux que Coudenhove avait trouvé ses premiers soutiens. Par là même, il se trouvait directement en concurrence avec le Verband für europäische Verständigung⁶

En janvier 1925, un citoyen polonais originaire de Galicie, Alfred Nossig, avait émis un projet visant à éveiller l'intérêt des cercles économiques et parlementaires en faveur d'une coopération entre la France, la Grande-Bretagne, la Pologne et l'Allemagne. Celui-ci établit d'abord des contacts avec l'Union interparlementaire et l'Entente internationale des partis radicaux et des partis démocratiques. Au printemps 1925, le mouvement recueillait l'adhésion de deux députés démocrates européistes allemands, Walther Schücking et Wilhelm Heile, qui prirent respectivement les fonctions de président et de secrétaire de ce qui devenait le Verband für europäische Verständigung. Opposé à la régionalisation de la Société des Nations et partisan de l'adhésion de la Grande-Bretagne à une Europe réunifiée sur la base de la coopération économique, le Verband se distinguait également du mouvement paneuropéen par les soutiens qu'il avait obtenus de l'Auswärtiges Amt. Respectivement membres de la présidence de la Deutsche

⁵ Charles BLOCH, "La conception de l'Europe d'après les *Sozialistische Monatshefte* (1905-33)", *Relations internationales*, No. 8, 1976, pp. 295-311.

⁶ Au sujet du Verband für europäische Verständigung et de ses relations avec l'Union paneuropéenne, nous avons repris en partie les informations livrées par Reinhard FROMMELT dans *Paneuropa oder Mitteleuropa*, et Karl HOLL dans "Europapolitik im Vorfeld des deutschen Regierungspolitik: zur Tätigkeit pro-europäischer Organisationen in der Weimarer Republik", *Historische Zeitschrift*, 1974, Bd. 219, pp. 33-94.

Liga für Völkerbund, dont nous avons déjà souligné les liens avec la diplomatie allemande, et de l'Österreichisch-Deutscher Volksbund, association révisionniste œuvrant en faveur de l'Anschluß, Schücking et Heile stimulèrent l'intégration du mouvement dans l'orbite de la politique révisionniste de Stresemann. Le Verband put ainsi bénéficier de subventions du gouvernement allemand⁷ L'adhésion de Wilhelm Heile au projet antirévionniste de Paneurope était dès lors contradictoire. En 1928, Coudenhove-Kalergi se défendit face aux militants du PUD d'avoir mis fin aux fonctions de secrétaire général détenues par Heile au sein du PUD dès le 31 mars 1925⁸ De son côté Heile déclara avoir démissionné, en raison de l'attitude autoritaire du leader du mouvement paneuropéen.

Distincts dans leurs ambitions, le PUD et le Verband se rencontraient dans le recrutement des militants. Plusieurs membres du comité directeur du PUD (Paul Løbe, Carl Cremer, Hugo von Lerchenfeld) adhérèrent au Verband après l'appel à l'opinion publique lancé par celui-ci au printemps 1926. En ce qui concerne Lerchenfeld, l'adhésion au Verband semble avoir entraîné son retrait partiel du mouvement paneuropéen. "La position du comte Lerchenfeld, comme il me l'a exposé au cours de l'entretien, est telle qu'il ne faut pas attendre un soutien de sa part au mouvement, comme membre du comité"⁹ Elu en mai à la vice-présidence du PUD, il n'exerce déjà plus ses fonctions lors de l'Assemblée générale, en décembre de la même année. En tout cas, la rivalité entre les deux mouvements semble avoir été suffisamment importante pour perturber le développement du PUD. Lors de la réunion des sections berlinoises, en novembre 1926, un militant jugeait "une réorganisation complète nécessaire, en regard de la division du mouvement résultant de la progression du Verband für europäi-sche Verständigung"¹⁰.

⁷ Karl HOLL, "Europapolitik", p. 73.

⁸ "Memorandum über die Vorgeschichte der Beziehungen des Verbands für europäische Verständigung und seines derartigen Generalsekretärs Wilhelm Heile zur Paneuropäischen Union", rédigé par Coudenhove-Kalergi, [début 1928]: FAE, Paneuropa Deutschland, Notes-PV-mémos.

⁹ Rapport du secrétaire général du PUD concernant son entrevue avec le comte von Lerchenfeld, 1er mars 1926 : FAE, Paneuropa Deutschland, Notes-PV-mémos.

¹⁰ Compte rendu de la réunion du Landesverband Gross-Berlin, Berlin, 23 novembre 1926 : FAE, Paneuropa Deutschland, Notes-PV-mémos.

L'espoir commun aux deux mouvements de s'octroyer une place prépondérante dans les débats européistes déplaça leur rivalité hors des frontières allemandes. En juillet 1926, une Assemblée des Comités de coopération européenne se réunit à Paris sous la présidence de Paul Painlevé, avec le soutien d'autres personnalités ayant déclaré leur soutien à Paneurope, comme Edouard Herriot ou Louis Loucheur. A cette occasion, Heile et Nossig semblent avoir entrepris une campagne d'intoxication visant à discréditer le mouvement paneuropéen en France. "[...] Heile et Nossig ont travaillé notamment à Paris de façon tout à fait inamicale, et y ont présenté Coudenhove comme le représentant de l'impérialisme et du nationalisme allemands, comme le raconte l'ambassadeur von Hoesch, à la suite de son entretien avec Painlevé"¹¹.

La démarche prenait d'autant plus d'importance que l'assemblée réunie à Paris suscita un écho favorable auprès du gouvernement français, ainsi qu'en témoigne la lettre de l'ambassadeur de France à Berlin, de Margerie, à Aristide Briand.

Il existe, en effet, en France, sous la présidence de Monsieur Painlevé, une Commission pour la communauté d'intérêts européens [...]. Les groupements français et allemands ont travaillé en silence à la constitution de groupements analogues dans la plupart des nations européennes [...]. Cette association travaillera main dans la main avec les Ligues pour la Société des Nations¹².

Le 2^e septembre 1926, le mouvement affirmait sa dimension internationale à travers la création d'une Fédération pour l'entente européenne, sous la présidence du radical-socialiste et ancien ministre de la Marine, Emile Borel. Ce dernier prenait en outre la direction d'un Comité français de coopération européenne, auquel adhéraient Paul Doumergue, Edouard Herriot, Aristide Briand et Raymond Poincaré.

En rejetant tout lien avec le Verband, Coudenhove s'exposait non seulement à la concurrence d'un mouvement bénéficiant d'appuis officiels en Allemagne, mais également à celle de cette

¹¹ Extrait du carnet de notes d'Erich Koch-Weser à la date du 12 août 1926, rapportant la lettre que lui adressa Hoesch, le 24 juillet 1926 : cité par Karl HOLL, "Europapolitik", p. 61.

¹² Margerie à Briand, 3 août 1929: MAE, Europe 1918-29, Allemagne, vol. 389.

Fédération, qui regroupait pourtant les soutiens les plus éminents du mouvement paneuropéen en France. Dès lors, le Congrès de Vienne pouvait apparaître comme une forme de dissidence par rapport à l'effort de concentration des courants européistes amorcé à Genève. C'est d'ailleurs ce que semble craindre Emile Borel dans sa lettre à Coudenhove, justifiant son incapacité d'assister au Congrès paneuropéen. "Si j'avais participé au Congrès, j'aurais soutenu l'idée que les nombreux mouvements qui, sur des initiatives diverses, se proposent d'établir plus d'unité en Europe, devraient se montrer capables d'établir l'unité entre eux. Il serait à craindre, en effet, que la dispersion des efforts ne nuise à la cause qui nous est chère à tous"¹³.

En mettant l'accent sur le recrutement de personnalités ayant adhéré à divers mouvements européistes aux ambitions souvent différentes, Coudenhove ne pouvait éviter certains paradoxes. Ce fut notamment le cas avec Paul Løbe qui, un mois seulement après son élection à la Présidence du PUD, qui se démarquait en Allemagne par son attitude antirévissionniste, et dans le contexte des négociations en vue de l'admission de l'Allemagne au sein de la SdN, se fit le chantre du pangermanisme renaissant. Devant les membres du *Österreichisch-Deutscher Volksbund*, dont il était également le président, Løbe affirma que

dans la mesure où le contrôle international sur l'Autriche a cessé, et dans la mesure où l'Allemagne, de membre malade de la famille européenne, en devient un membre actif, dans cette mesure se rapproche aussi le jour de la réalisation de l'idéal de la plus grande Allemagne¹⁴.

Censé témoigner de l'aura du mouvement paneuropéen dans un contexte où il ne pouvait plus prétendre au leadership de la cause européiste, le Congrès de Vienne déboucha également sur le renforcement des structures militantes sous l'autorité de Coudenhove. "Il était grand temps de créer une solide organisation centrale, pour empêcher un morcellement du mouvement"¹⁵.

¹³ Lettre d'Emile Borel à Coudenhove, Paris, le 21 septembre 1926 : FAE, Bureau central, Correspondance, Section française.

¹⁴ Déclaration de Løbe lors de la session de l'*Österreichisch-Deutscher Volksbund*, Francfort, le 13 juin 1926 : AMAE, SdN, Autriche, vol. 1999.

¹⁵ COUDENHOVE, *Ein Leben für Europa*, p. 138.

Le renforcement des organes dirigeants de l'UPE

Entre 1924 et 1926, le développement épars de sections nationales dirigées par des leaders politiques peu tournés vers l'action propagandiste s'avérait peu conciliable avec le militantisme actif et la discipline requis par Coudenhove au sein de l'Union paneuropéenne.

L'Union est en fait une organisation de combat disciplinée, dans le but d'imposer une idée. A ce propos, j'aime comparer l'Union à une armée politique: tout comme pour elle, le tout réside dans le dynamisme. [...] Voilà pourquoi il est nécessaire que tous ceux qui restent fidèles à l'Union soient animés par l'Idée et par la confiance mise en la direction¹⁶.

Ce souci de restaurer une certaine discipline au sein du mouvement se concrétise, au terme du Congrès, par la création du Comité central (Zentralrat). Regroupant les présidents des différentes sections nationales, dont il est censé contrôler et coordonner l'action, le Comité central constitue l'instance dirigeante de l'Union paneuropéenne. En réalité, il se présente comme une véritable vitrine de personnalités attachées au mouvement, sous l'autorité unique du président élu pour quatre ans, Richard de Coudenhove-Kalergi.

Ce dernier profite en outre du succès du Congrès paneuropéen pour réaffirmer la tutelle du Bureau central de Vienne sur les comités locaux du PUD. Peu après le Congrès, il prononce la suspension provisoire des activités du Landesverband de Berlin, dont il s'adjuge les fonctions de secrétaire général. Il exige également la démission d'un membre du groupe berlinois, ainsi que celle du secrétaire du PUD, l'ancien officier Franz Gall, avec qui il est en désaccord sur les futurs statuts du PUD.

Cet épisode suscita des protestations de la part des militants berlinois, réunis le 23 novembre 1926 sous la présidence de Birnbaum et en présence de Løbe. Ils dénoncèrent les prétentions de Coudenhove à intervenir personnellement dans la direction des sections locales.

¹⁶ COUDENHOVE, "Nachwort zum Kongress", *Panuropa*, 2 (15), 1926, cité par Lubor JILEK, "*Panurope* dans les années vingt", p. 423.

Il est nécessaire de rendre impossible de tels empiètements personnels. Dans une réunion du Comité directeur du PUD (Reichsvorstand), les attaques de Coudenhove contre Gall et Mme Lüders ont déjà été déclarées comme étant injustifiées, et le comité directeur adopta une position conciliante.

Si une motion de protestation contre les méthodes employées par Coudenhove fut votée, les participants l'atténuèrent en s'affirmant "reconnaissants des grands succès de leur chef et de ceux qui œuvrent au développement des organes [du mouvement]"¹⁷. Parallèlement était mise en place une commission chargée de préparer les statuts du PUD, qui devaient être votés lors de l'Assemblée générale du 10 décembre 1926.

Conformément à ce qui avait été annoncé aux militants du PUD dans le numéro de juin d'*Archiv*, l'Assemblée générale devait fournir l'occasion, trois mois après le Congrès de Vienne, de définir les axes de la propagande de masse en Allemagne. Dans son discours d'ouverture, Løbe réaffirmait cette ambition. "A présent, le moment est arrivé de céder à la pression des paneuropéens allemands et de fortifier le mouvement en Allemagne à travers une solide organisation divisée en sections locales".

En réalité, les rivalités internes concernant le rôle accordé aux groupes locaux dans la direction du PUD, prirent le pas sur les enjeux militants. Les membres du Landesverband prônaient une nécessaire démocratisation du mouvement paneuropéen en Allemagne, devant se traduire par le développement d'un recrutement de masse, par opposition au recrutement d'élites mené personnellement par Coudenhove, et la participation accrue des sections locales à la gestion et la direction du PUD. Ce souci était partagé par certaines personnalités du comité directeur, incapables d'assumer les charges de propagande que Coudenhove souhaitait leur confier. "En aucun cas le petit cercle du Comité directeur ne peut mener seul tout le travail nécessaire, il doit utiliser l'aide non seulement des [groupes] berlinois, mais des paneuropéens de l'ensemble du Reich"¹⁸.

Les nouveaux statuts du PUD, adoptés au terme de la réunion, ne satisfaisaient que très partiellement les revendications des groupes

¹⁷ Compte rendu de la réunion du Landesverband, Berlin, le 23 novembre 1926 : FAE, Paneuropa Deutschland, Notes-PV-mémos.

¹⁸ Compte rendu de l'Assemblée générale du PUD, Berlin, le 10 décembre 1926 ; Intervention de Paul Løbe: FAE, Paneuropa Deutschland, Notes-PV-mémos.

locaux. Certes, ceux-ci pouvaient désormais décider seuls de l'exclusion d'un membre, mais la réalité du pouvoir au sein du mouvement revenait aux structures fédérales du PUD. Afin de délester le Comité directeur des charges administratives, un secrétariat général fut mis en place. Au moins sept de ses membres devaient être nommés par le Comité directeur, de même qu'y étaient représentés à la fois le trésorier du PUD et le Bureau central de Vienne. Ce comité administratif était également chargé de présenter des rapports d'activités au secrétaire général du PUD, dont la nomination devait recueillir l'aval des instances centrales. Le Comité directeur, inchangé dans sa composition, voyait ses pouvoirs renforcés dans la mesure où il jugeait seul de la création ou de la dissolution des sections locales. Après la démission de Løbe de son poste de président¹⁹, suite aux déchirements internes du mouvement, Coudenhove prenait la tête du comité directeur, et par conséquent la présidence de l'Assemblée annuelle des délégués, conformément aux statuts de juillet 1925.

Ainsi, le débat sur une possible démocratisation des structures du PUD fut temporairement tranché à la fin de 1926. En renforçant la tutelle du Bureau centrale de Vienne sur le comité paneuropéen allemand, et en s'octroyant personnellement la présidence de ce même comité, Coudenhove démontrait sa volonté de maintenir l'ensemble du mouvement paneuropéen sous sa propre autorité et de définir seul les cadres de l'action à mener.

Le Congrès de Vienne marque un tournant de l'action paneuropéenne dans l'entre-deux-guerres. A partir de 1927, la propagande en faveur de l'union douanière et du rapprochement des économies nationales, c'est-à-dire le versant économique de l'unité européenne, tend à prendre le pas sur les aspects politiques et culturels du projet paneuropéen. Ce processus s'effectue essentiellement sous la pression de personnalités du monde économique (économistes, industriels, financiers) qui, en adhérant à l'Union paneuropéenne, entendent prolonger une action entreprise dès les années 1924-25 en faveur du développement des échanges à l'échelle du continent.

¹⁹ Suite aux tensions apparues entre la direction viennoise et les membres des groupes locaux berlinois lors de l'Assemblée générale du 10 décembre 1926, Paul Løbe se serait démis de son poste de président du PUD. Cf. Rapport de l'activités du secrétariat général du PUD, [sd ; début 1927] : FAE, Paneuropa Deutschland, Notes-PV-mémos.

CHAPITRE IV

L'intérêt des milieux économiques pour l'idée d'Europe unie

Dans *L'idée européenne*, Henri Brugmans souligne que “si l'on veut retrouver dans un livre les principaux motifs économiques des pro-européens d'alors, c'est à un ouvrage de Francis Delaisi qu'il faut se reporter, *Les contradictions du monde moderne*”¹

Les contradictions du monde moderne

Journaliste, d'abord proche des milieux syndicalistes de la CGT, Francis Delaisi (1873-1947) se présente avec cet ouvrage publié en novembre 1925² comme l'une des grandes figures de la pensée économique libérale de l'entre-deux-guerres, alléguant aux développement des échanges économiques un rôle prépondérant dans la pacification des relations européennes.

Selon lui, les économies européennes obéissent de plus en plus à un phénomène d'interdépendance: celle des entreprises en raison de la spécialisation consécutive à la rationalisation des méthodes de production, celle des nations et des continents eu égard à la mondialisation des échanges:

L'Europe est devenue une sorte de Gargantua qui dévore les produits de l'univers [...]. Désormais, les grandes nations industrielles ne peuvent plus vivre des produits de leur sol. Si elles étaient coupées du reste du monde, elles ne pourraient plus

¹ Henri BRUGMANS, *L'idée européenne, 1920-70*, Bruges, De Tempel, 1970, p. 50.

² Francis DELAISI, *Les contradictions du monde moderne*, Paris, Payot, 1925, 560 pp., traduit sous le titre de *Political myths and economic realities*, New York, The Viking Press, 1927, 446 p. [Reprint en 1971 par Kennikat Press à New York.]

se nourrir ni travailler. Et les plus industrielles seraient les plus touchées³

Dans une perspective saint-simonienne, Delaisi considère le progrès économique comme vecteur de progrès social et d'émancipation des masses – “La misère n'est plus une fatalité économique. L'accession de la multitude au bien-être et à la culture n'est plus un rêve [...]. C'est une possibilité industrielle”⁴ – et perçoit dans l'expansion naturelle des échanges, la meilleure garantie d'une pacification des relations internationales: “Le principe de libre-échange, en réalisant l'interdépendance économique des peuples, devait mener à la paix universelle”⁵

Jusqu'à présent, les gouvernements seraient parvenus à masquer cette réalité en intégrant les stratégies économiques dans les schémas de leurs politiques nationalistes, soit pour renforcer leur indépendance (mise en place de systèmes douaniers), soit pour accroître leur domination sur les autres Etats (impérialisme économique). Dès lors les rivalités économiques étaient devenues, en l'absence d'autorité supranationale, l'enjeu de guerres de plus en plus destructrices, et une source de déchirement du continent européen. C'est précisément dans cette opposition entre “l'*homo economicus* qui agit internationalement et l'*homo politicus* qui pense nationalement”⁶ que résident les “contradictions du monde moderne”. Delaisi justifie ainsi le paradoxe économique sur lequel ont débouché les traités de paix, à travers, notamment, le démantèlement de “l'unité économique cohérente” constituée par la Mitteleuropa au profit de petits Etats morcelés, économiquement non viables: “Pour assurer leur hégémonie, les Impérialismes vainqueurs, sous prétexte de libérer les peuples, avaient 'balkanisé' l'Europe”⁷

C'est pourquoi, à la base de son projet, Delaisi revendique la nécessaire émancipation de l'économique à l'égard du politique: “Si l'on admet, et les faits l'ont prouvé, que la cause profonde du mal qui sévit sur l'Europe, c'est la soudure de l'économique et du politique, le remède sera dans leur séparation”⁸ Vecteur essentiel

³ Francis DELAISI, *Les contradictions*, p. 316.

⁴ *Les contradictions*, p. 112.

⁵ *Les contradictions*, p. 333.

⁶ *Les contradictions*, p. 196.

⁷ *Les contradictions*, p. 437.

⁸ *Les contradictions*, p. 467.

de concorde en Europe, l'interdépendance économique ne peut souffrir l'intervention de l'Etat; le marché européen s'établira sur les bases du libre-échange absolu. Delaisi préconise pour cela une baisse progressive des tarifs douaniers, précédée par un système de traités de commerce incluant la clause de la nation la plus favorisée. A terme c'est la "libre circulation des personnes, des marchandises et des capitaux"⁹ qui est visée.

Mais l'aspect peut-être le plus novateur des *Contradictions* réside dans le rôle prépondérant accordé aux acteurs économiques dans la préparation et l'organisation de ce qui doit constituer, sur le modèle américain, une confédération des "États-Unis d'Europe":

Il faut laïciser l'économie comme jadis on a laïcisé la politique. Aux diplomates les accords territoriaux et militaires; aux hommes d'affaires, les problèmes d'affaires¹⁰.

Erigée en organe politique supranational, la SdN doit devenir l'arbitre des relations politiques entre Etats, et garantir par des accords de désarmement, l'établissement de la sécurité en Europe. L'application de ses décisions serait garantie par une Cour de justice internationale. Parallèlement l'arbitrage des échanges économiques serait dévolu aux organisations économiques internationales créées au lendemain de la première guerre mondiale, en particulier à la Chambre de commerce internationale (CCI) et au Bureau international du travail (BIT).

Fondée le 28 juin 1920, en prolongement de la conférence d'Atlantic City de 1919, la CCI se compose d'un comité central permanent installé à Paris, et de quarante cinq comités nationaux représentant l'ensemble des milieux d'affaires de chaque nation membre. Son rôle n'est pas d'intervenir dans les transactions commerciales, mais de constituer un organe de coopération et d'études économiques internationales: "elle coopère en toute indépendance avec les gouvernements ou avec d'autres organismes internationaux chaque fois que les intérêts économiques sont en jeu"¹¹. Lors du Congrès de Rome de mai 1923, la CCI s'est déclarée en faveur de la suppression progressive des barrières douanières; c'est elle par ailleurs, qui proposa la réunion du comité d'experts qui, en janvier 1924, élaborera le Plan Dawes à Paris. Fort

⁹ *Les contradictions*, p. 489.

¹⁰ *Les contradictions*, p. 498.

¹¹ Basil MILES, "La Chambre de commerce internationale", *L'Europe nouvelle*, n°37, 26 mai 1928, p. 734.

de ces succès, Delaisi souhaite développer son influence, pour en faire, sur le modèle de l'Interstate Commerce Committee américain, une institution susceptible de définir les conditions d'échanges internationaux et de trancher les litiges commerciaux.

Créé dans le même contexte, le BIT regroupe les pays membres de la SdN, chaque délégation nationale se composant de délégués du patronat, des ouvriers, et du gouvernement. Le BIT élabore des projets de conventions devant être soumis au vote des parlements nationaux sous peine de sanctions décidées par la Cour permanente de justice internationale, mais sans garantie d'application. Dans le projet de Delaisi, le BIT doit constituer le pendant économique de la SdN, et administrer sur le plan supranational, les domaines ne dépendant pas des affaires internes des Etats: "Dès maintenant la fonction d'interdépendance a trouvé ses organes. CCI + BIT + SdN, telle est la formule de l'avenir. Ce sont là, les trois piliers sur lesquels va s'édifier la reconstruction, solidaire et la paix du monde"¹².

Selon Delaisi, le développement de ces organisations économiques internationales doit s'appuyer sur les initiatives des acteurs économiques de chaque nation; le regroupement du patronat entamé en Europe après le conflit de 1914-18, venant compléter le mouvement de concentration ouvrier au sein des syndicats. En France, le phénomène est incarné par la création en 1919, de la Confédération générale de la production française (CGPF), à l'initiative du ministre du Commerce d'alors, Etienne Clémentel. Censée étudier les problèmes liés à l'industrie, elle regroupe plus de 1'500 syndicats patronaux dans vingt-six branches d'activités, également décidés à agir, au lendemain de la guerre, comme un groupe de pression auprès du gouvernement comme auprès des organismes internationaux (CCI, BIT, Section économique de la SdN), "afin de faire connaître à nos délégués dans les assises internationales les désirs des milieux économiques français"¹³.

C'est d'ailleurs dans ce cadre d'émancipation des industriels français, qu'il faut replacer l'initiative de l'industriel et président de la Compagnie française des pétroles, Ernest Mercier. En 1925,

¹² Francis DELAISI, *Les contradictions*, p. 506. Cf. Denis GUERIN, *Albert Thomas au BIT, 1920-32: de l'internationalisme à l'Europe*, Genève, Institut européen, 1996.

¹³ A. de LAVERGNE, "La Confédération Générale de la Production Française", *L'Europe nouvelle*, n°37, 26 mai 1928, p. 717.

celui-ci parvenait à réunir au sein du Redressement français, les grands chefs de l'industrie française partisans de l'intégration de la France dans les échanges économiques internationaux:

A l'origine du Redressement se trouve l'idée de Mercier que la crise traversée par la France, en ce début des années vingt, doit trouver solution dans un nouveau rôle joué par l'élite du pays. Cette élite est avant tout celle des affaires. Elle doit permettre une nouvelle solidarité, basée sur la production plutôt que sur la politique. L'organisation fonde son programme sur la rationalisation, la modernisation de l'économie. Le Redressement souhaite des ententes internationales entre les producteurs¹⁴.

Dans *Les contradictions du monde moderne*, Francis Delaisi met ainsi en valeur des caractères essentiels de l'élan européen initié dans le contexte de la prospérité renaissante en Europe à partir de 1924. D'abord parce qu'en réaction aux déchirements générés par les politiques nationalistes, il perçoit dans le développement des échanges économiques, un puissant vecteur de solidarité entre les nations. Ensuite parce qu'il fait des milieux économiques les acteurs privilégiés de cette solidarité retrouvée, leurs efforts devant déboucher sur la chute des barrières douanières et la mise en place de structures supranationales.

Moins ambitieuses que le projet élaboré par Delaisi, et liées plus directement aux intérêts privés, les ententes internationales entre producteurs, n'en constituent pas moins les premiers signes tangibles de l'action des milieux économiques en faveur de l'organisation des échanges en Europe.

La portée des ententes industrielles internationales

A partir de 1924, l'afflux de capitaux en Europe généré par le Plan Dawes, en facilitant l'action des gouvernements en faveur de la stabilisation monétaire, entraîne consécutivement la fin d'un contexte inflationniste favorable aux industriels. Plus que le prolongement d'un processus de concentration horizontale à l'échelle du continent, les cartels internationaux reflètent avant tout la volonté des producteurs de stabiliser leur position en Europe, tant face à la menace croissante de la concurrence américaine sur le marché européen que dans la perspective de la réintégration de l'Allemagne dans les courants d'échanges internationaux à partir

¹⁴ Véronique PRADIER, "Louis Loucheur", p. 62. — Cf. Richard KUISEL, *Le capitalisme et l'Etat en France*, Paris, Gallimard, 1984.

du 10 janvier 1925, date d'échéance des clauses commerciales du traité de Versailles. Anticipant les accords commerciaux entre gouvernements freinés par les contingences monétaires et diplomatiques, ces initiatives privées révèlent par ailleurs, le désir des industriels de s'affranchir d'une tutelle politique particulièrement prégnante dans l'immédiat après-guerre, afin d'agir au mieux de leurs intérêts particuliers.

En 1924 puis surtout en 1926, plus d'une quinzaine de cartels internationaux voient le jour, regroupant des industriels de la plupart des pays européens dans des secteurs aussi variés que l'acier, la colle, les pneumatiques, la soie artificielle ou les lampes à incandescence¹⁵. Le plus souvent les accords portaient sur la répartition des zones de vente (Cartel européen des articles émaillés), sur la fixation des prix de vente (Cartel des pneumatiques), ou enfin sur le contingentement des productions à travers un système de quotas (Entente européenne de l'aluminium). Il s'agissait donc moins d'établir les bases d'une industrie européenne structurée autour de puissants consortiums internationaux, que de réaliser une sorte de *modus vivendi* entre les signataires; chacun tenant à préserver son marché national de la concurrence d'un groupe étranger.

Au-delà de leur intérêt économique, les milieux favorables au rapprochement des nations en Europe, nourrissaient l'espoir que ces ententes puissent stimuler à l'échelle internationale, une plus grande solidarité entre les industriels.

On ne saurait trop mettre en garde le public contre cette illusion que l'entente politique est fatalement consécutive de l'entente économique, ou inversement, que celle-ci doit amener sûrement celle-là. Il est cependant manifeste que des ententes aussi intimes que celles de l'acier, des rails, des tubes, de l'aluminium etc..., auront pour résultat de mettre en contact permanent des personnalités éminentes de plusieurs pays, de les amener à échanger des idées, à se connaître, à se lier, en un mot, de favoriser le rapprochement des esprits indispensables au rapprochement des politiques¹⁶.

¹⁵ "Les Ententes industrielles internationales", *L'Europe nouvelle*, n° 481, 30 avril 1927, pp. 569-74.

¹⁶ "Les Ententes industrielles internationales".

Particulièrement emblématique du rôle nouveau joué par les milieux industriels dans les relations internationales apparaît l'action entreprise alors par le sidérurgiste luxembourgeois, Émile Mayrisch. À la tête, depuis leur création en 1911, des puissantes Aciéries réunies de Burbach, Eich, Dudelange (ARBED), Émile Mayrisch (1862-1928) avait particulièrement souffert du démantèlement du système douanier allemand (*Zollverein*) opéré à Versailles. Situés en Moselle, en Sarre, en Rhénanie et au Luxembourg, les biens du groupe étaient, à partir de 1919, dispersés entre les trois zones douanières de la France, de l'Allemagne et de la Belgique (après l'entente douanière belgo-luxembourgeoise de 1921). Aussi Mayrisch ressentit-il très tôt la nécessité d'une entente sidérurgique entre ces différents pays.

Pendant l'immédiat après-guerre, le domaine sidérurgique est demeuré un point de tension majeur de part et d'autre du Rhin. Côté français, le gouvernement comptait profiter des acquis du traité de Versailles (récupération du minerai de fer lorrain, droit de propriété sur les mines de charbon de la Sarre, possibilité de rachat des infrastructures allemandes installées en France) pour favoriser le développement d'une puissante sidérurgie française¹⁷. À l'inverse les sidérurgistes allemands installés dans la Ruhr n'acceptaient pas le *Diktat* qui compromettrait le puissant effort de restructuration et de rationalisation qu'ils avaient dû fournir pour recouvrer leur indépendance à l'égard de la minette lorraine, et retrouver les niveaux de production d'avant-guerre. En 1923, l'occupation de la Ruhr traduisait de manière dramatique les impasses des négociations franco-allemandes en matière sidérurgique: "C'est dans ce contexte de l'affrontement entre la volonté de la France à faire appliquer intégralement le traité de Versailles, en particulier dans le domaine sidérurgique, et le refus des sidérurgistes allemands d'appliquer les clauses économiques, qu'il faut replacer l'opération de la Ruhr"¹⁸.

En 1925, l'échéance des clauses commerciales du traité de Versailles (la France bénéficiait jusqu'alors de la clause de la nation la plus favorisée sans réciprocité), imposait une renégociation des conventions entre les deux pays. La dépréciation du franc favorable

¹⁷ Georges-Henri SOUTOU, *L'or et le sang. Les buts économiques de la première guerre mondiale*, Paris, Fayard, 1989, p. 802 sqq.

¹⁸ Christian BAECHLER, "L'Alsace-Lorraine, 1918-33", dans *La France et l'Allemagne entre les deux guerres mondiales* (Actes du colloque tenu en Sorbonne-Paris IV, 15-17 janvier 1987), sous la dir. de Jacques Bariéty, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1987, p. 79.

aux sidérurgistes français rendait cependant précaires les pourparlers avec l'Allemagne; ainsi l'accord sidérurgique signé à Luxembourg le 17 juin 1925 entre la France, l'Allemagne, la Sarre et le Luxembourg ne fut jamais appliqué¹⁹. Devant les piétinements des négociations gouvernementales, Emile Mayrisch décidait de réunir le 30 janvier 1926 dans sa propriété de Colpach des représentants des fédérations sidérurgiques françaises et allemandes, Humbert de Wendel et Théodore Laurent pour le Comité des forges, Fritz Thyssen et Ernst Pöngsen pour la Rohstahlgemeinschaft²⁰. Après huit mois de tractations, les négociations débouchaient sur la constitution le 30 septembre 1926, de l'Entente internationale de l'acier (EIA) sous la présidence de son instigateur, Emile Mayrisch. Signé à l'origine par la France, l'Allemagne, le Luxembourg et la Belgique, auxquels se joignirent ensuite la Tchécoslovaquie, la Pologne, l'Autriche et la Hongrie, l'accord fixait des quotas de production par pays, agrémenté par un système d'amendes en cas de dépassement de ces quotas. Si l'EIA n'instaurait aucune association entre les différents signataires, elle témoignait néanmoins de l'efficacité de l'initiative privée, précisément là où avaient échoué les négociations gouvernementales.

Particulièrement conscient des obstacles psychologiques empêchant la réconciliation entre la France et l'Allemagne, et du caractère dommageable de cette discorde pour la pacification des échanges économiques en Europe, Mayrisch présidait à la création, le 28 mai 1926, du Comité franco-allemand d'information et de documentation (CFAID).

Composé de personnalités éminentes du monde politique, économique et intellectuel des deux nations, le Comité prétendait à la fois favoriser le rapprochement des élites, et agir sur l'opinion publique, par le canal de la presse, en faveur d'une meilleure compréhension réciproque entre les peuples. Les sections française et allemande, présidées respectivement par l'ambassadeur Charles Laurent et l'ancien ministre Alfred von Nostitz-Wallwitz, étaient placées sous la direction d'un comité exécutif présidé par Emile

¹⁹ Eric BUSSIERE, *La France, la Belgique et l'organisation économique de l'Europe 1918-35*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 1992, pp. 233 et sqq.

²⁰ Jacques BARIETY, "Le rôle d'Emile Mayrisch entre les sidérurgies allemandes et françaises après la première guerre mondiale", *Relations internationales*, No. 1, mai 1974, pp. 123-34.

Mayrisch. Simultanément deux bureaux d'information étaient installés: le premier à Paris sous la direction de l'ancien officier Gustav Krukenberg, le second à Berlin dirigé par l'essayiste germanophile Pierre Viénot.

Si c'est dans l'ombre du Comité et avec le concours de Mayrisch que semble s'être négociée la constitution, en juin 1926, du Cartel européen des rails (ERMA) à l'initiative du sidérurgiste Fritz Thyssen²¹, le Comité n'avait pas pour vocation d'intervenir dans les transactions commerciales, mais de constituer un organe de concertation privilégié entre les milieux économiques franco-allemands intéressés à la création d'un marché européen. Lors de l'Assemblée plénière des 23 et 24 octobre 1926, ce sont les milieux exportateurs allemands qui se firent les plus ardents avocats de cette idée, et notamment Felix Deutsch, le président du géant allemand de l'électricité, l'Allgemeine Elektrizitätsgesellschaft, "convaincu de la nécessité de créer au point de vue économique les Etats-Unis d'Europe"²².

C'est également une Europe économique sous l'égide des producteurs que Mayrisch souhaitait voir érigée. Cependant il n'accordait aux ententes internationales privées qu'un impact limité en matière de solidarité européenne:

les conventions privées, dans leur forme actuelle, n'ont pu et ne pourront jamais amener la paix économique véritable [...]. Elles témoignent chez tous ceux qui y contribuent d'une volonté d'entente et elles peuvent servir à détendre une situation critique momentanée. Mais on ne peut leur attribuer une influence décisive et durable²³.

Le sidérurgiste luxembourgeois exigeait, quant à lui, le développement de "communautés d'intérêts" fondées sur des "conventions solennelles", d'une part entre les représentants des

²¹ Carbonnel, ministre de France à Luxembourg, rendant compte de son entrevue avec Emile Mayrisch, au MAE, 22 mai 1926: AMAE, Europe 1918-29, Allemagne, vol. 389. Durant cette entrevue, Mayrisch lui aurait annoncé l'adhésion au Comité de Fritz Thyssen, justifiée par l'intérêt de ce dernier dans la "création d'un cartel continental du rail".

²² Compte rendu de la réunion du Comité franco-allemand à Paris les 23 et 24 octobre 1926, présenté par Charles Corbin à la Direction politique des Affaires étrangères le 25 octobre 1926: AMAE, Europe 1918-29, Allemagne, vol. 389.

²³ Emile MAYRISCH, "Les ententes internationales et la paix", *L'Europe nouvelle*, n°15, 24 décembre 1927, pp. 1702-04.

secteurs-clefs de l'industrie (chimie, textile, électricité, métallurgie...), d'autre part entre les gouvernements européens, à commencer par la France et l'Allemagne.

Si elle reflète particulièrement bien la volonté de certains industriels de faire d'un axe économique franco-allemand renforcé, le noyau de l'unité économique européenne à venir, l'action du Comité franco-allemand vaut également par l'intérêt que lui ont alors témoigné les gouvernements à Paris et Berlin.

Dès la conférence de Londres d'août 1924, Herriot avait accepté le principe de négociations bilatérales avec l'Allemagne, rompant avec le climat de "guerre froide" caractérisant la période précédente. Jusqu'à la stabilisation du franc opérée par Poincaré juin 1928, la question monétaire demeure un obstacle à toute négociation commerciale franche entre les deux pays, constituant même en Allemagne un support de la politique révisionniste menée par Stresemann. En décembre 1925, Briand s'était ainsi vu proposer le paiement anticipé des annuités du Plan Dawes en échange de l'évacuation anticipée de la zone de Cologne. Objet de l'entrevue de Thoiry entre Briand et Stresemann le 17 septembre 1926, le projet avortait après le relèvement du franc en août. Face aux aléas de la diplomatie, les progrès réalisés entre eux par les industriels retiennent de manière croissante l'attention des pouvoirs publics.

La constitution du Comité franco-allemand fut ainsi réalisé en étroit contact avec les gouvernements. A l'inverse de l'Auswärtiges Amt qui participa directement au financement de la section allemande, à hauteur de quatre-vingt mille marks²⁴, le Quai d'Orsay n'accorda qu'un soutien officieux par l'intermédiaire notamment de Jacques Seydoux.

A l'origine de la création en 1919 de la sous-direction des Affaires commerciales au Quai d'Orsay, Jacques Seydoux incarnait particulièrement l'intégration des considérations économiques dans les stratégies diplomatiques. Directeur adjoint des Affaires politiques d'octobre 1924 à sa démission du Quai d'Orsay en décembre 1926, il se fit l'avocat d'un rapprochement économique et politique avec l'Allemagne afin de mieux contrôler les buts révisionnistes de celle-ci, et permettre à la France, par un jeu de

²⁴ Note de Beaumarchais, le 18 janvier 1927: AMAE, Europe 1918-29, Allemagne, vol. 389.

bascule entre Allemagne et Angleterre, de s'assurer un rôle prépondérant dans la pacification des relations en Europe:

Ce n'est que la France, tant par sa position politique que par sa position géographique elle-même, qui pourra assurer le maintien d'un équilibre pacifique en Europe, en conservant avec l'Angleterre et avec les Etats-Unis, avec l'Angleterre surtout, l'entente qui nous lie actuellement [...], en étant suffisamment proches de l'Allemagne pour pouvoir sonder ses desseins et l'empêcher de jeter à nouveau l'Europe dans une politique d'aventures et de désordre²⁵.

Intermédiaire officieux du Comité franco-allemand auprès du gouvernement français, il semble avoir en partie coordonné la constitution de la section française. Dès mars 1926, il faisait pression sur le président du Conseil d'administration de la Banque de l'union parisienne, Charles Sergent, pour que celui-ci adhère au Comité franco-allemand²⁶. Au lendemain de la création du Comité, Mayrisch le remerciait d'ailleurs du "concours si précieux que vous n'avez cessé de nous apporter depuis le début"²⁷.

Plus globalement, les liens établis entre le Comité et Jacques Seydoux, conseiller très écouté d'Aristide Briand²⁸, reflète le consensus qui s'opère au milieu des années vingt autour du rapprochement franco-allemand, entre les intérêts de certains industriels soucieux de lutter contre la concurrence anglo-saxonne et d'établir les bases d'un marché économique européen libéré des entraves douanières, et le réalisme des milieux politiques attachés à ne pas laisser l'ennemi d'hier affirmer seule son emprise sur le continent.

Fort du succès des ententes industrielles internationales, la création d'un marché européen autour d'un axe franco-allemand retrouvé semblait constituer une voie prioritaire et réaliste vers la pacification du continent. Aussi au printemps 1927, les milieux internationalistes attendaient beaucoup de la Conférence

²⁵ Note du Directeur adjoint de la Direction politique, le 15 juin 1926: AMAE, Europe 1918-29, Allemagne, vol. 389.

²⁶ Lettre de Jacques Seydoux à Charles Sergent, le 16 mars 1926: AMAE, Europe 1918-29, Allemagne, vol. 388.

²⁷ Lettre de Mayrisch à Seydoux, le 31 mai 1926: AMAE, Europe 1918-29, Allemagne, vol. 389.

²⁸ Sur les rapports étroits entre Seydoux et Briand, voir Laurence BADEL, "Itinéraires culturels franco-allemands: l'entourage européen d'Aristide Briand" (mémoire de maîtrise), Paris, Université de Paris I, 1989, p. 43.

économique internationale devant se réunir à Genève, sous l'égide de la Société des Nations.

Vers une Europe des producteurs

Une initiative française: le projet Loucheur

Principal initiateur de la Conférence économique internationale, Louis Loucheur est sans doute, dans les années vingt, l'un des observateurs les plus éclairés de la scène économique européenne. Industriel converti à la politique, homme d'influence et expert en négociations internationales, il a su retirer au terme d'un cheminement personnel tout à fait particulier, les atouts qui font de lui une figure incontournable de l'entre-deux-guerres en matière d'entente européenne.

Né à Roubaix en 1872, polytechnicien, Loucheur fonde en 1908, la Société générale d'entreprise (SGE), orientée vers la production d'énergie et la construction de tramways et chemins de fer. Devenu dès 1913 l'un des grands industriels français dans le domaine de l'énergie et des travaux publics, ses affaires le mettent en contact avec les milieux d'affaires tournés vers l'exportation et familiers des stratégies internationales; c'est notamment durant cette période que naissent ses liens avec Ernest Mercier et Dannie Heineman. Chargé en 1914 par le gouvernement français de mettre en place deux consortiums pour la production d'armes et de munitions, il ressort du conflit avec le portefeuille de ministre de la Reconstruction industrielle dans le gouvernement Clemenceau, de novembre 1917 à janvier 1920.

Son désengagement progressif des affaires industrielles après la guerre, marque le début d'une carrière entièrement vouée au service de l'Etat. Député du Nord de 1919 jusqu'à sa mort en 1931, membre éminent du Parti radical, il fréquente régulièrement les cours ministérielles tout au long des années vingt; six portefeuilles différents lui sont confiés entre septembre 1917 et janvier 1931. En marge de ses activités gouvernementales, Loucheur participe à de nombreuses commissions (réparations en natures, finances, affaires étrangères, assurance et prévoyance sociale) et à toutes les conférences internationales postérieures au traité de Trianon (juin 1920). Il fut notamment l'artisan des accords de Wiesbaden en

octobre 1921²⁹, et prit part à la discussion du projet de loi sur la ratification des accords de Locarno en 1925.

En contact permanent avec les cercles diplomatiques européens et notamment allemands, Loucheur demeure également très proche des milieux industriels, partisans de la modernisation de l'économie française et de son intégration au sein d'un marché économique européen:

Loucheur est entouré de la frange la plus dynamique du patronat d'avant-guerre. Ils ont tous les mêmes conceptions économiques que Loucheur. Issus d'une industrie en pleine expansion, ce sont des modernisateurs qui ne prennent pas l'entreprise comme quelque chose de cloisonné mais comme un instrument devant s'ouvrir sur l'extérieur, se mécaniser, se rationaliser³⁰.

Admiratif de l'effort de modernisation économique réalisé par l'Allemagne dans l'immédiat après-guerre, Loucheur restait convaincu que la rationalisation de l'économie et la concentration des entreprises étaient seules susceptibles de permettre le développement de la production à même de stimuler le redressement de l'Europe. Partisan de la chute des barrières douanières et des ententes internationales entre producteurs dans les secteurs-clefs (métallurgie, électricité, chimie, textile), il entendait cependant sensiblement nuancer l'idée d'un libéralisme à tout vent:

Je suis en ce qui concerne l'intervention de l'Etat dans les exploitations industrielles, profondément antiétatiste. Je n'ai que très peu de confiance dans les vertus de l'Etat exploitant. Mais ayant vu de près de grands conflits, ayant touché à toutes les branches de la production et de l'activité humaine, j'ai pu me rendre compte qu'à de certains moments, les Etats devaient mettre un frein aux excès de l'individualisme et qu'il doit même

²⁹ Ces accords signés les 6 et 7 octobre 1921 avec le ministre allemand de la Reconstruction, Walther Rathenau, alors que Loucheur était ministre des Régions libérées, portaient sur la restitution et la livraison au titre des réparations de "matériel roulant de chemin de fer", "animaux", "charbon" et "matériel industriel", censées rapporter au gouvernement français la somme de 1'382 milliards de francs. Devant l'opposition des milieux nationalistes des deux pays, ces accords ne furent pas appliqués. Cf. le dossier sur les accords de Wiesbaden, Papiers Loucheur, Mf1-4, ainsi que l'étude de Véronique PRADIER, "Louis Loucheur", pp. 123 et sqq.

³⁰ Véronique PRADIER, "Louis Loucheur", p. 31.

exister une sorte de statut de ces relations nécessaires entre l'Etat et la production³¹.

Aussi les ententes privées devaient être placées sous une double tutelle; celle de la Société des Nations censée trancher les différends internationaux, celle des gouvernements veillant à garantir l'intérêt des consommateurs.

Rationalisation économique, développement des ententes entre producteurs sous le contrôle des instances politiques, abaissement des barrières douanières, tels étaient les piliers sur lesquels devait s'édifier l'Europe des producteurs imaginée par Loucheur, au sein de laquelle la France pourrait jouer un rôle déterminant: "Loucheur croyait qu'une coopération étroite avec les autres Etats européens, dans des domaines comme la production et le commerce, était vital pour renforcer la position économique de la France sur le plan international"³². A l'instar de Seydoux, Loucheur préconisait un rapprochement avec l'Allemagne susceptible de remplacer l'axe franco-britannique établi sans grand succès au lendemain de la première guerre mondiale. Moteur du relèvement économique des pays d'Europe centrale et orientale, cet axe franco-allemand pourrait constituer à terme le noyau de l'unité continentale de l'Europe.

Le 15 septembre 1925, devant la VIe Assemblée de la SdN, Loucheur, en sa qualité de délégué français, réclamait la tenue d'une Conférence économique internationale censée fixer les cadres de la réorganisation des échanges et de la production en Europe.

La Conférence économique internationale de mai 1927

En décembre 1925, le Conseil de la SdN confiait la préparation de la Conférence à un comité dirigé par le premier ministre belge, Georges Theunis. Réuni du 26 avril au 1er mai puis du 15 au 20 novembre 1926, le comité préparatoire était chargé de définir les

³¹ Extrait du discours prononcé par Loucheur devant la VIe Assemblée de la SdN, le 15 septembre 1925, et repris notamment dans *Louis Loucheur: carnets secrets, 1908-32*, publiés par Jacques de Launay, Bruxelles et Paris, Brepols, 1962, p. 158.

³² Stephen D. CARLS, *Louis Loucheur and the shaping of modern France, 1916-31*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1993, pp. 262-63.

modalités de recrutement des participants, de délimiter les domaines traités lors des débats et enfin d'établir le calendrier de la Conférence.

Bien que n'étant pas membre du comité préparatoire, Loucheur avait obtenu que les délégués présents à Genève fussent choisis par les gouvernements, de manière à ce que la Conférence ne se réduise pas à une simple commission d'experts, mais puisse véritablement influencer sur la politique économique des Etats. Au-delà, Loucheur escomptait que la Conférence puisse déboucher sur la création d'un comité économique permanent censé définir des solutions nouvelles vers la réalisation de l'unité économique des Etats européens, ambition que le délégué français défendit personnellement à Bruxelles en février 1927, puis devant la Chambre de commerce de Berlin en avril³³. En cela, il s'opposait à la vision de la Grande-Bretagne, et plus spécialement du directeur de la section économique de la SdN, sir Arthur Salter. Celui-ci entendait que la Conférence conservât un caractère mondial, garanti par la représentation de pays extra-européens et la participation des organisations économiques internationales comme la CCI.

Aussi, du 4 au 23 mai 1927, ce sont près de deux cents représentants de l'ensemble des milieux économiques, originaires d'une cinquantaine de pays différents dont les Etats-Unis et l'Union soviétique, qui se réunissaient sous les auspices de l'institution genevoise et la présidence du premier ministre belge, Theunis.

Les travaux de la Conférence s'effectuèrent au sein de trois commissions; en sus des questions commerciales (tarifs douaniers, traités de commerce internationaux), et industrielles (ententes entre producteurs), une commission spéciale était pour la première fois consacrée à l'agriculture, manifestant le souci des participants d'envisager l'ensemble des facteurs économiques, dans les pays industriels d'Europe occidentale comme dans les nations agricoles d'Europe centrale et orientale.

Au sein de la délégation française se trouvaient notamment le leader de la CGT, Léon Jouhaux, le directeur des accords commerciaux au Ministère du Commerce, Daniel Serruys et naturellement Loucheur, vice-président de la Conférence. A l'ouverture des débats, il avait d'ailleurs rappelé les profits que pouvait retirer la Société des Nations d'une telle réunion: "Genève

³³ Rapport de Loucheur sur son voyage en Allemagne, 23 avril 1927: Papiers Loucheur, Mf1-2.

deviendra, si elle ne l'est déjà, en quelque sorte le poste central des sonnettes d'alarme du monde. Il faudrait que nous y installions la sonnette d'alarme de la vie économique"³⁴.

Les négociations menées à Genève débouchèrent sur des résultats éminemment contrastés, reflétant les profondes divergences de vues séparant les différentes nations³⁵. Sur le plan commercial, elles ouvraient la voie d'une Europe libre-échangiste. Sans véritablement définir de solutions nouvelles, les membres de la Conférence invitaient l'ensemble des gouvernements à ratifier les décisions prises en faveur de l'abaissement des tarifs douaniers lors de la conférence de Genève en 1923, et celles adoptées par la conférence de Barcelone en 1921, afin de faciliter la liberté du transit sur terre comme sur mer. Quant aux traités de commerce, la voie préconisée demeurait celle de négociations bilatérales incluant la clause de la nation la plus favorisée. Ces résolutions, particulièrement les dispositions douanières, constituaient un progrès certain par rapport à la position française qui, dans le contexte du projet de relèvement de ses tarifs douaniers, proposait seulement la mise en place d'une nomenclature douanière unique. La Conférence de mai 1927 marque un tournant dans la politique douanière de la France, incarné par le rejet du tarif Bokanowski, l'accord commercial signé avec l'Allemagne en août 1927, après trois années de négociations stériles, et la signature de nouveaux accords avec la Suisse, la Belgique et l'Italie en 1928: "en huit mois, estime Eric Bussière, furent définies les relations commerciales d'une Europe de l'Ouest largement dominée par l'axe franco-allemand"³⁶.

Plus décevantes, en revanche, apparaissent les conclusions de la commission chargée de l'industrie. Certes, les résolutions mettent en valeur les vertus de la rationalisation: "La Conférence a été unanime à reconnaître les avantages de la rationalisation et de son organisation scientifique, et elle affirme l'urgente nécessité d'un effort plus puissant, plus compréhensif, mieux coordonné dans ce domaine...". Cependant, elles restent beaucoup plus réservées à

³⁴ Extrait du discours de Loucheur lors de la Conférence économique internationale de mai 1927, cité dans *Louis Loucheur: carnets secrets 1908-32*, p. 162.

³⁵ Nous nous référons ici au texte du Rapport adopté le 23 mai 1927 par la Conférence économique internationale, publié par *L'Europe nouvelle*, n° 487, 11 juin 1927, pp. 770 et sqq.

³⁶ Eric BUSSIERE, *La France, la Belgique*, pp. 287 et sqq.

l'égard des ententes industrielles internationales. Au cours de la Conférence, les partisans du développement de ces ententes et de leur réglementation à l'échelle internationale selon les principes définis par Loucheur se heurtèrent notamment à l'opposition des Etats petits et moyens, comme la Finlande, la Suisse ou la Norvège, inquiets des retombées de tels groupements pour leur propre marché national. Finalement c'est la position médiane de l'Allemagne, désireuse de laisser ce genre d'accords sous la responsabilité des industriels, qui prévalut. Se refusant à "prendre un parti de principe", la Conférence, tout en invitant les gouvernements à adopter des mesures visant à préserver l'intérêt des consommateurs, conclut à l'impossibilité d'établir une "juridiction internationale en la matière"³⁷.

En résumé, si les conclusions de la Conférence économique internationale réaffirmaient le nouvel esprit pacifique devant présider aux relations économiques entre Etats dans le contexte de prospérité retrouvée à partir du milieu des années vingt, elles éludèrent l'idée d'une véritable spécificité européenne, que ce soit dans les problèmes posés ou dans les solutions à mettre en œuvre.

Après mai 1927, ces personnalités économiques qui depuis le milieu des années vingt, œuvraient en faveur du rapprochement des économies continentales ressentent le besoin de prolonger les acquis de la Conférence économique internationale selon un axe plus spécifiquement européen. En marge des organes internationalistes genevois, les mouvements européistes deviennent les relais privilégiés de ces initiatives privées. C'est précisément dans ce contexte que se justifie le "tournant économique" opéré par le mouvement paneuropéen quelques mois seulement après le Congrès de Vienne.

³⁷ Rapport adopté le 23 mai 1927.

Deuxième partie

Vers une Europe économique

*L'Union paneuropéenne
à la rencontre des milieux d'affaires*

CHAPITRE V

L'action de l'Union paneuropéenne en faveur de l'entente économique

L'idée d'une union économique des Etats européens, nous l'avons vu, faisait partie intégrante du "projet paneuropéen" élaboré par Coudenhove en 1922-23. Fondée sur une union douanière du continent et le rapprochement des industries franco-allemandes, elle devait constituer tant un facteur de pacification des relations en Europe, qu'une étape vers l'union politique des Etats. Entre 1924 et 1926, elle ne représente cependant qu'un élément secondaire de la propagande menée par Coudenhove qui, dans le climat de détente issu de la conférence de Locarno, tend à mettre l'accent sur les vertus pacifistes du projet, avec le souci de rendre populaire l'idée paneuropéenne notamment auprès des partis de gauche.

A partir de 1927, l'adhésion à Paneurope de personnalités économiques particulièrement actives en faveur du rapprochement européen, offre au mouvement de nouvelles opportunités d'actions concrètes.

La constitution des comités en France et en Belgique

En décembre 1926, l'Union paneuropéenne bénéficiait d'une nouvelle impulsion à travers la création du comité belge. Placé sous la présidence du ministre Aloïs Van de Vyvère, et la vice-présidence du socialiste Jules Destrée, le comité se distinguait par la collaboration active de son trésorier, Dannie Heineman.

Administrateur de la holding internationale Sofina (Société financière de transports et d'entreprises industrielles), Heineman défendait l'idée d'une union économique européenne fondée sur le développement des voies de communications, la libération du

commerce et la libre circulation des capitaux¹. Cette union devait permettre de rétablir un équilibre entre les pays producteurs et consommateurs en Europe, afin de résoudre les bouleversements sociaux introduits sur le continent par la “révolution industrielle”. A l’instar de Delaisi, Heineman demeurait convaincu que l’entente économique ne devait rien attendre des politiques, et tout des milieux économiques: “Il faut résoudre par la technique les problèmes nés de la technique. Qu’on laisse agir le technicien et qu’on écoute l’économiste”². Quelques mois seulement après la création du comité belge, il se proposait de mettre en place un Bureau économique paneuropéen à Bruxelles³.

Après la constitution du comité belge, l’implantation du mouvement paneuropéen en France constituait une suite logique de la politique d’extension souhaitée par Coudenhove. Au début de l’année 1927, le leader de l’Union paneuropéenne rencontrait Aristide Briand qui lui aurait alors proposé de placer Louis Loucheur à la tête du comité français⁴. Pour éclairer ce choix qui semble avoir alors beaucoup surpris Coudenhove, on soulignera en dehors des liens politiques et amicaux qui unissaient les deux hommes, le fait que Briand était alors parfaitement au courant des efforts menés à la même période par Loucheur dans la perspective de la Conférence économique internationale, en faveur des Etats-Unis d’Europe⁵.

Le 3 mai 1927, cette rencontre débouchait sur la constitution officielle du comité français, au lendemain de la réunion du comité

¹ Jean-Luc CHABOT, *L'idée d'Europe unie*, pp. 201 et sqq. Cf. la conférence qu’il a prononcée fin 1930 à Barcelone: des extraits substantiels en sont reproduits dans *Cercles économiques et l'Europe au XXe siècle*, Louvain-la-Neuve, 1992, pp. 100-19.

² Dannie HEINEMAN, préface à Francis DELAISI, *Les Deux Europes*, Paris, Payot, 1929, p. 12.

³ *Paneuropa*, 3/1 (mars 1927), p. 18.

⁴ COUDENHOVE-KALERGI, Richard N. von, *Ein Leben*, p. 140.

⁵ Stephen Carls souligne particulièrement l’influence exercée par Loucheur sur le Comité interministériel réuni courant 1926 en prévision de la Conférence économique internationale (*Louis Loucheur*, p. 265). Par ailleurs, Loucheur entretenait des relations suivies avec les “briandistes” du Quai d’Orsay: “Nous savons que Loucheur, même lorsqu’il n’était d’aucun ministère, gardait contact avec Philippe Berthelot, Jacques Seydoux et Alexis Leger.” Véronique PRADIER, “Louis Loucheur”, p. 45.

central de l'Union paneuropéenne à Paris⁶ La composition du comité reflétait en partie l'écho favorable obtenu par Coudenhove dès le printemps 1925, auprès des milieux de gauche et du centre. On retrouvait ainsi des radicaux ayant participé aux gouvernements Herriot en 1924 et 1926, comme l'ancien sous-secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement technique, Vincent de Moro-Giafferri, ou l'ancien ministre des Finances Anatole de Monzie, des socialistes (Léon Blum, Marius Moutet), de même que des intellectuels comme l'écrivain pacifiste Jules Romains.

A la tête du comité étaient en revanche présents des personnalités représentatives de l'intérêt de la France en faveur de l'entente économique des Etats européens. La vice-présidence était ainsi conjointement assurée par le juriste et spécialiste des problèmes économiques, Joseph Barthélemy, et par Francis Delaisi. Dès le Congrès de Vienne, Delaisi s'était déjà distingué comme l'un des soutiens les plus actifs de la Paneurope en France, n'hésitant pas à se déplacer personnellement pour réaffirmer devant les comités paneuropéens en Belgique, en Allemagne et en Pologne, les thèses qu'il avait défendues dans *Les contradictions du monde moderne*, et louer les vertus du projet paneuropéen: "Lorsqu'en 1923, l'Europe entière était affligée par les luttes intérieures les plus graves, à Vienne s'éleva la voix raisonnable d'un homme qui ne prononça qu'un seul mot: Paneurope"⁷ Parmi les personnalités représentatives du monde économique au sein du comité français, on doit également noter la présence du sénateur et ancien ministre Etienne Clémentel qui, en 1919, avait été à l'origine de la création de la Confédération générale de la production française et de la Chambre de commerce internationale, toutes deux représentées lors de la Conférence économique internationale de mai 1927.

En plus de sa composition, le caractère économique du comité français était renforcé par la volonté de son président Louis Loucheur d'en faire un support privilégié de concertation entre les industriels à qui, comme nous l'avons déjà évoqué, il octroyait un rôle prépondérant dans la réalisation des Etats-Unis d'Europe.

⁶ Compte rendu de la réunion constitutive du Comité français à Paris, le 3 mai 1927: FAE, Union paneuropéenne, Bureau central, "PV, Conseil central Vienne".

⁷ Discours de Francis Delaisi prononcé devant le Comité belge de Paneurope, le 28 février 1927, et repris sous le titre "Europa als Wirtschaftseinheit", dans *Paneuropa*, 3/4 (avril 1927), pp. 6-20.

L'action de l'Union paneuropéenne sur la scène franco-allemande, 1924-1932

Nous avons là un beau comité et nous pourrions y ajouter autant de noms que nous voudrions. N'allez surtout pas croire, cependant, qu'il nous sera d'un secours quelconque dans la réalisation de Paneurope! Une fois l'an, les membres de notre comité paraîtront à notre assemblée générale, à moins qu'ils ne se fassent excuser. Mais pour Paneurope, ils ne feront absolument rien et tout continuera comme devant. Si vous voulez vraiment gagner la France à Paneurope il vous faut l'aide des industriels. C'est seulement au cas où vous parviendriez à déterminer ces messieurs à troquer leurs dispositions nationalistes contre des tendances paneuropéennes que vous pourrez espérer gagner la France à Paneurope!⁸

Au lendemain de la constitution du comité français, Briand recevait les membres du Comité central au Quai d'Orsay⁹. Au cours de l'entretien, le ministre français des Affaires étrangères se montra favorable à Paneurope, et plus spécifiquement à l'effet bénéfique que cette initiative privée pouvait avoir auprès de l'opinion publique en marge des négociations officielles menées à Genève:

Il considère que l'Union paneuropéenne est une espèce de soupape de sécurité, un très utile auxiliaire de la SdN qui, vu son caractère moins officiel peut plus facilement proposer des solutions aux problèmes européens. Loin d'affaiblir la SdN, l'Union paneuropéenne peut la renforcer. Elle devrait organiser des manifestations publiques afin d'atteindre les masses qui ne veulent pas de guerre⁹.

Le même jour, Briand acceptait la présidence d'honneur du mouvement paneuropéen.

Dans le contexte des négociations de la Conférence de Genève, ce geste éminemment symbolique constitue sans doute "une manière frappante de démontrer son soutien, non seulement au

⁸ Paroles de Loucheur rapportées par Coudenhove dans *J'ai choisi l'Europe*, Paris, Plon, 1952; reprises notamment dans *Louis Loucheur: carnets secrets, 1908-32*, p. 164.

⁹ La photo en a souvent été reproduite dans les publications et les mémoires successifs de Coudenhove; elle fut publiée pour la première fois dans *Europa erwacht*¹⁰ p. 104.

¹⁰ Compte rendu de la réunion du Comité central au Quai d'Orsay, le 5 mai 1927: FAE, Union paneuropéenne, Bureau central, PV Conseil central Vienne.

concept d'unité européenne mais aussi à la campagne menée plus immédiatement par Loucheur pour organiser l'Europe du point de vue économique¹¹. S'il ne traduisait aucunement une quelconque reconnaissance officielle de la part du gouvernement français, l'engagement de Briand tranchait cependant avec la frilosité des milieux diplomatiques allemands à l'égard de Paneurope¹².

Aussi, après la constitution des comités en France et en Belgique, cet événement devait marquer le déplacement des centres d'intérêts du mouvement, du foyer d'Europe centrale où il était né, vers une sphère d'Europe occidentale axée autour de la France, où il trouvait de nouveaux appuis et de nouvelles perspectives de développement:

L'union belge est déjà organisée et active, le comité français s'est constitué récemment. Il réunit à sa tête des hommes, dont la profession de foi en faveur de l'idée paneuropéenne sera d'une grande importance et d'une grande influence auprès de l'opinion publique de ce pays. Particulièrement le fait, que le ministre des Affaires étrangères, Briand, ait accepté la présidence d'honneur de l'Union paneuropéenne promet au mouvement de grandes possibilités d'évolution en France¹³.

En 1927 et 1928 l'action du mouvement paneuropéen, et plus spécifiquement des instances centrales tend à se concentrer sur la préparation d'un deuxième Congrès paneuropéen. Si les négociations menées alors éclairent sensiblement les motivations pour lesquelles des personnages comme Delaisi ou Loucheur s'engagent en faveur de l'idée paneuropéenne, elles n'en reflètent pas moins leurs profondes divergences de vues, notamment vis-à-vis de Coudenhove, quant à l'action que doit mener l'Union paneuropéenne.

Le projet d'un deuxième Congrès paneuropéen

¹¹ Stephen D. CARLS, *Louis Loucheur*, pp. 271-72.

¹² Nous étudierons ultérieurement la saisie du concept paneuropéen par les diplomates en France et en Allemagne.

¹³ Note anonyme du comité allemand, [été 1927¹³]: FAE, Paneuropa Deutschland, Notes-PV-mémos.

Les bases d'un deuxième Congrès paneuropéen furent définies lors de la réunion du Comité central à Paris, le 2 mai 1927¹⁴. Selon le souhait des délégués des comités nationaux (Autriche, Tchécoslovaquie, Lituanie, Grèce, Pologne, Belgique, Estonie, France, Allemagne et Etats-Unis), le Congrès devait se tenir à Bruxelles du 9 au 11 octobre de la même année.

A l'instar du Congrès de Vienne, des personnalités éminentes seraient amenées à s'exprimer sur les aspects politiques et économiques du projet paneuropéen. Dans le domaine politique, trois commissions seraient chargées d'étudier les thèmes Sécurité et désarmement, Arbitrage et justice internationale, et Questions des minorités. Les questions économiques (Interdépendance économique, Commerce et transit, Questions monétaires, Rationalisation, Main-d'œuvre et marché de travail) seraient quant à elles débattues au sein de cinq commissions qui, à l'inverse et en retrait des commissions politiques, ne se réuniraient pas en séance plénières. En complément de ce travail de commissions, étaient prévues un certain nombre de conférences annexes: Paneurope et le socialisme, Paneurope et le catholicisme, Paneurope et la démocratie...

Récemment constitués, les comités français et belge se virent charger, conjointement avec le Bureau central de Vienne, de préciser les sujets devant être abordés par le Congrès de Bruxelles, et d'établir des listes de personnalités à inviter; les délibérations finales devant avoir lieu lors de la réunion du comité central à Berlin prévue en juin. Les pourparlers révélèrent cependant rapidement de profondes divergences de vues entre le leader du mouvement paneuropéen, et les membres du comité central, à commencer par Francis Delaisi.

Délégué à la Conférence économique internationale, celui-ci entendait prolonger à Bruxelles, la réflexion entamée à Genève, et donc accorder aux questions économiques une part prépondérante dans le déroulement du Congrès. Si le mouvement paneuropéen avait un rôle déterminant à jouer dans la préparation du Congrès, notamment en stimulant la réflexion de ses adhérents sur les enjeux économiques, et en développant une action de propagande afin de rendre populaire l'entente économique auprès des masses, la réunion de Bruxelles devait dépasser le strict cadre du mouvement

¹⁴ FAE, Union paneuropéenne, Bureau central, PV Conseil central Vienne, Compte rendu de la réunion du Comité central à Paris, le 2 mai 1927.

paneuropéen pour devenir l'occasion d'un vaste rassemblement des mouvements européens autour de l'entente économique.

Dans une lettre adressée à Coudenhove datée du 17 juin¹⁵, Delaisi insiste particulièrement sur la nécessité de collaborer avec l'Union douanière européenne. Fondée en 1924 par le directeur de l'agence de presse allemande Wolff, Edgar Stern-Rubarth, l'association regroupait des personnalités du monde politique et économique militant en faveur d'une entente économique européenne, au sein de comités nationaux répartis dans plusieurs pays d'Europe. En 1925, un comité international avait été mis en place sous la présidence du français Yves Le Trocquer (1877-1938). Polytechnicien, député et ancien ministre des Travaux publics, il préconisait la réalisation de l'union douanière de l'Europe face à la concurrence américaine dont il dénonçait la politique de relèvement douanier¹⁶.

Le 28 janvier 1927, Le Trocquer présidait à la création d'un comité français où l'on retrouvait un certain nombre de personnalités comme Etienne Clémentel, Edouard Herriot, Joseph Paul-Boncour, et surtout Aristide Briand (président d'honneur) qui, trois mois après, adhéraient au comité français de l'Union paneuropéenne. Y adhérèrent également le directeur des accords commerciaux au Ministère du Commerce, Paul Elbel, ainsi que Lucien Coquet, conseiller du Commerce extérieur et délégué général du Comité français.

Plus globalement, la création du Comité français de l'Union douanière européenne témoignait de l'attention croissante d'une partie du monde économique à l'égard des mouvements européens dans la perspective de la Conférence économique de Genève, ainsi que le soutien officieux que le gouvernement français entendait apporter à cette action, cela avant la création effective du comité paneuropéen.

En juin 1927, les membres du Comité central de l'Union paneuropéenne réunis à Berlin en l'absence de Coudenhove, avalisaient en grande partie les visées consensuelles de Delaisi. Il fut en effet décidé de diviser le Congrès en deux parties équitables; la première consacrée aux questions politiques serait organisée par le

¹⁵ Lettre de Delaisi à Coudenhove, 17 juin 1927: FAE, Bureau central, Correspondance, Section française.

¹⁶ Yves LE TROQUER, dans *L'idée européenne dans l'entre-deux-guerres*, recueil de textes réunis à l'initiative de Michel Dumoulin par Yves Stelandre, Louvain-la-Neuve, Academia, 1992, pp. 193-200.

belge Van der Ghinst et réuniraient essentiellement les militants paneuropéens au sein d'une Assemblée plénière. La seconde, destinée à examiner les résultats de la Conférence économique internationale était confiée à Delaisi et se déroulerait en étroite collaboration avec les autres organisations européistes¹⁷. Au cours du mois de juillet, ce dernier tente ainsi d'obtenir la participation de l'Union douanière européenne d'abord, mais aussi des Ligues pour la SdN, de la Chambre de commerce internationale, et des Comités de coopération européenne. Toutes ces organisations seraient équitablement représentées lors du Congrès de Bruxelles, symboliquement placé sous la présidence de Georges Theunis, déjà président de la Conférence économique internationale.

Les ambitions de Coudenhove étaient cependant très sensiblement différentes de celles de Delaisi, de Loucheur et des membres du Comité central. Fort de l'adhésion récente de Briand, Coudenhove souhaitait d'abord manifester le prestige nouveau acquis alors par le mouvement paneuropéen. Si la participation de Theunis pouvait renforcer le crédit des commissions économiques réunies à Bruxelles, celles-ci ne devaient pas prendre le pas sur les questions politiques à même de valoriser les membres éminents du mouvement, comme le Grec Nicolas Politis, le prélat autrichien Ignaz Seipel, l'Allemand Erich Koch-Weser, et naturellement Aristide Briand. Après Bruxelles, Coudenhove prévoyait d'ailleurs "une grande manifestation des partisans éminents du Congrès à Paris" devant se tenir le 12 octobre à la Sorbonne sous l'égide de Briand et de Painlevé¹⁸.

Coudenhove entendait en outre conserver un contrôle entier sur le recrutement des participants au Congrès, devant être directement établi par le Bureau central de Vienne. Soucieux que le Congrès demeure avant tout une manifestation paneuropéenne, il rejette l'idée d'une collaboration étroite avec les autres mouvements européistes qui, constitués en marge des structures paneuropéennes, sont considérés comme les "traîtres de notre grande idée"¹⁹.

Aussi les préparatifs du Congrès sont-ils dominés par de vives tensions au sein des instances dirigeantes du mouvement paneuropéen. Delaisi reproche à Coudenhove de ne pas prendre en compte les décisions du comité central relatives à la place

¹⁷ Compte rendu de la réunion du Comité central à Berlin le 20 juin 1927: FAE, Union paneuropéenne, Bureau central, Activités.

¹⁸ Lettre de Coudenhove à Delaisi, 25 juin 1927: FAE, Bureau central, Correspondance, Section française.

¹⁹ Lettre de Coudenove à Delaisi, 13 juillet 1927, même dossier.

prépondérante censée être occupée par les questions économiques au sein du Congrès²⁰. Il dénonce en outre la volonté de Coudenhove de détenir “un brevet pour la formation de l'Unité européenne”, signalant “le danger d'une politique d'isolement et fatalement de rivalités, qui ne servira, je le crains, ni la cause de l'Unité européenne, ni le développement de notre groupement”²¹. Le délégué français rend notamment cette attitude responsable du refus exprimé par Theunis de présider la conférence économique paneuropéenne²². Cette défection, puis celle de Briand²³ amputaient considérablement le crédit du Congrès de Bruxelles, dont Coudenhove décidait purement et simplement l'annulation à la fin du mois de juillet²⁴.

Dès le mois d'août, Coudenhove relançait l'idée d'un IIe Congrès paneuropéen pour l'année suivante, devant cette fois-ci se tenir à Paris, avec l'appui de Briand et du Quai d'Orsay. L'organisation du Congrès prévu en 1928 s'effectua cependant dans un contexte assez différent de celui qui avait présidé aux débats de l'été 1927.

En septembre 1927, la mise en place, au sein de la Section économique de la Société des Nations, d'un comité consultatif chargé de prolonger et de favoriser la mise en application des résultats de la Conférence économique internationale, marquait un renforcement du rôle de l'organisation genevoise dans l'étude des problèmes économiques du continent. Vice-président de ce comité, Loucheur semble avoir souhaité établir un trait d'union avec l'action parallèlement entreprise au sein du mouvement paneuropéen: “En fait, probablement sous l'influence de Loucheur, le Comité consultatif économique constitué à la fin de 1927, réunit une grande partie des responsables économiques ou politiques favorables au mouvement Paneurope”²⁵.

A partir de 1928, la réintégration de l'Union paneuropéenne dans l'orbite de la SdN constitue une exigence forte des membres dirigeants du mouvement. Les projets continentaux édictés par

²⁰ Lettre de Delaisi à Coudenhove, 27 juin 1927, même dossier.

²¹ Lettre de Delaisi à Coudenhove, 17 juin 1927, même dossier.

²² Lettre de Delaisi, à Coudenhove, 4 juillet 1927, même dossier.

²³ Lettre de Briand à Coudenhove, 7 juillet 1927, même dossier.

²⁴ Rapport d'un entretien avec Koeth, suite à la lettre de Coudenhove du 26 juillet 1927, annonçant l'annulation du congrès de Bruxelles, le 30 juillet 1927: FAE, Paneuropa Deutschland, Notes-PV-mémos.

²⁵ Eric BUSSIERE, *La France, la Belgique*, p. 327.

Coudenhove n'ayant pas précisément trouvé grâce parmi les milieux internationalistes genevois jusqu'alors, ce rapprochement impliquait pour le mouvement paneuropéen l'acquisition d'une nouvelle crédibilité. Le Congrès de Paris devait justement constituer l'occasion de manifester ses bonnes intentions.

Les principales orientations de cette politique consensuelle furent définies lors de la réunion du Comité central à Paris en janvier 1928²⁶. Les membres dirigeants, parmi lesquels se trouvaient Loucheur, Delaisi, Koch-Weser et van der Ghinst, procédèrent d'abord à une modification des statuts de l'organisation; l'action paneuropéenne ne devant plus être simplement menée "en collaboration avec la SdN", mais "dans le cadre de la SdN". Il fut en outre décidé de tisser des liens étroits avec les diverses associations pour la Société des Nations. Tandis qu'en Allemagne, Erich Koch-Weser était chargé d'établir des contacts avec la Deutsche Liga für Völkerbund dont il était membre, le président du Comité de soutien britannique à Paneurope, Arthur Watts, chercherait à obtenir l'adhésion de la League of Nations Union au mouvement paneuropéen. En France, Loucheur se prononçait contre le développement d'une organisation paneuropéenne à l'échelle locale, afin de ne pas concurrencer l'action des associations pour la SdN:

Loucheur veut mener l'organisation de Paneurope en France de manière à confier la propagande en faveur de Paneurope aux différents groupes provinciaux de la Ligue pour la Société des Nations et n'établir qu'une Centrale paneuropéenne à Paris²⁷.

Incontestablement la possibilité d'utiliser les comités locaux des ligues pour la Société des Nations comme relais d'une action paneuropéenne de masse constituait une réelle opportunité pour un mouvement dont l'auditoire restait cantonné à une élite.

Fondée au lendemain de la première guerre mondiale, l'Association française pour la SdN visait à "maintenir son [SdN] rôle de guide et de conseillère des petits Etats, augmenter les garanties de la sécurité européenne, saisir d'un coup d'œil tous les problèmes que pose la collaboration franco-allemande, mettre la Société des Nations à même d'intervenir dans tous les débats qui

²⁶ Compte rendu de la réunion du Comité central à Paris, les 9 et 10 janvier 1928: FAE, Union paneuropéenne, Bureau central, Activités.

²⁷ Note du PUD, 26 avril 1928: FAE, Paneuropa Deutschland, Notes-PV-mémos.

menacent la paix...”²⁸. Présidée par Léon Bourgeois et Paul Appell, elle se composait, en 1927, de cinquante quatre sections régionales regroupant chacune au moins cinq cents membres, et bénéficiait de subventions officielles du Ministère des Affaires étrangères. Au milieu des années vingt, l'Association française pour la SdN s'était regroupée avec deux autres organisations pacifistes, l'Union fédérale des mutilés et anciens combattants et le Groupement universitaire français pour la SdN, ce qui a donné lieu à un Comité d'action pour la Société des Nations, au Bureau duquel figurait notamment l'ancien sous-directeur des Affaires commerciales au Quai d'Orsay, Jacques Seydoux, le socialiste et paneuropéen Joseph Paul-Boncour, de même que les intellectuels européens Louise Weiss et Henri Lichtenberger, tous plus ou moins proches de Loucheur.

Nous ne disposons malheureusement pas d'éléments d'informations susceptibles de révéler dans quelles mesures les intentions du président du Comité français ont pu être traduites dans les faits. Cependant il semble assez improbable que ces Associations pour la SdN aient pu constituer un support significatif d'une propagande paneuropéenne en France, cela pour deux raisons. En premier lieu, ces associations pacifistes des milieux genevois étaient farouchement hostiles au continentalisme prôné par Paneurope, hostilité réaffirmée lors de son Congrès de l'été 1927²⁹. En second lieu, comme nous le verrons par la suite, il semble que l'action de Loucheur au sein du mouvement paneuropéen se soit davantage focalisée sur les négociations des milieux économiques proches de Paneurope, que sur le développement d'un militantisme paneuropéen en France.

Lors de la réunion du comité central en janvier 1928, Loucheur fut en effet chargé, en tant que président du comité français, de préparer le Congrès paneuropéen devant se dérouler à Paris du 3 au 6 octobre³⁰ avec cette fois comme principal objectif, “l'étude des problèmes économiques européens, dans le sens des principes posés par la Conférence de Genève en mai 1927”. Coudenhove

²⁸ “Bulletin du Comité d'Action pour la Société des Nations”, n°¹⁴, septembre 1927, dans un supplément à *L'Europe nouvelle*, n° 502, 24 septembre 1927.

²⁹ Lettre de Delaisi à Coudenhove, 4 juillet 1927: FAE, Bureau central, Correspondance, Section française.

³⁰ Cf. Compte rendu de la réunion du Comité central à Paris, les 9 et 10 janvier 1928.

concédaient en outre à ce que d'autres organisations européistes ainsi que les membres du Deutsches Kartell für europäische Annäherung³¹ se joignent à la manifestation. Loucheur quant à lui était censé mettre en place un comité d'initiative regroupant les personnalités économiques éminentes du mouvement, ainsi que de trouver les sources de financement du Congrès.

Pour la question financière, Monsieur Loucheur va entreprendre une série de démarches auprès des personnalités de l'industrie et de la banque qui lui paraissent pouvoir s'intéresser au Congrès et il vous en parlera lors de la prochaine réunion³².

Parallèlement, Coudenhove contactait des industriels allemands proches de Paneurope et susceptibles de participer au Congrès, ainsi qu'Emile Mayrisch, qui ayant pris en charge le développement d'une section paneuropéenne au Luxembourg, acceptait d'intégrer le comité d'initiative du Congrès de Paris³³.

Si les négociations du Pacte Briand-Kellogg, dans lesquelles les industriels exportateurs européens percevaient un instrument de pénétration américaine en Europe, tendaient à faciliter, en réaction, le rapprochement des producteurs français et allemands, les préparatifs du Congrès rencontraient de nombreux obstacles durant l'été 1928, à commencer par la mort accidentelle d'Emile Mayrisch, le 5 mars. En outre les nouvelles fonctions politiques de Loucheur (après les élections législatives où il avait été réélu député du Nord, Loucheur se voyait confié en juin le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale dans le gouvernement Poincaré), le rendaient incapables d'assumer l'organisation effective du Congrès paneuropéen. Dès la fin du mois de janvier, il indiquait ainsi à son ami journaliste Marcel Ray, également membre du mouvement paneuropéen, "[...] Je sens que je suis vaguement chargé de m'occuper de quelque chose, sans que personne m'ait précisé de quoi il s'agit"³⁴. Quelques mois plus tard, dans le contexte de la réunion du comité consultatif économique en mai à Genève à laquelle Loucheur était particulièrement attentif, il affirmait au

³¹ Voir ci-dessous, Chap. 7/B.

³² Lettre de Marcel Ray [?] à Coudenhove, le 8 février 1928: Papiers Loucheur, Mf1-2.

³³ Lettre de Coudenhove à Loucheur après son entrevue avec Mayrisch à Colpach, le 28 janvier 1928: Papiers Loucheur, Mf1-2.

³⁴ Lettre de Loucheur à Marcel Ray, 31 janvier 1928: Papiers Loucheur, Mf1-2.

même Marcel Ray: “Voici la lettre de Coudenhove. Il me demande des impossibilités, occupé comme je suis...”³⁵. A la fin du mois d'août enfin, Francis Delaisi émettait de sérieux doutes quant à la tenue du Congrès de Paris étant donné le piétinement des préparatifs et le fait qu'il n'ait eu “depuis six mois aucune nouvelle directe du comte Coudenhove”³⁶.

Au-delà des vicissitudes internes du mouvement, l'ajournement du Congrès de Bruxelles puis de celui de Paris manifestait l'incapacité de l'Union paneuropéenne à assumer l'un des rôles que souhaitaient lui confier les leaders économiques du mouvement, à savoir la mobilisation des initiatives privées en faveur de l'entente économique au sein d'un courant unique, à même de constituer un groupe de réflexion et de pression à l'égard des débats menés parallèlement à Genève, au sein du Comité consultatif économique.

Cet échec ne marque cependant pas l'arrêt des efforts du mouvement paneuropéen pour la promotion d'une Europe économique, même si son action tend désormais à s'effectuer de manière plus solitaire.

A l'instar de *L'Europe nouvelle* de Louise Weiss et de la revue *Pax* fondée en août 1926 à l'initiative de Jacques Seydoux, qui accordent l'une et l'autre une large place à l'information et à l'analyse des données économiques internationales, le mensuel *Paneuropa* stimule progressivement la réflexion autour des aspects économiques de l'unité européenne. A partir de 1928, il ouvre sa tribune aux leaders économiques proches du mouvement comme Dannie Heineman, l'industriel badois Richard Heilner ou le statisticien berlinois d'origine russe Wladimir Woytinsky, partisan d'une union économique et politique de l'Europe³⁷. En décembre 1928 apparaît également une chronique économique sous la plume du journaliste autrichien Otto Deutsch³⁸.

Par ailleurs, l'idée d'une manifestation ponctuelle axée sur les aspects économiques de l'Union européenne, à la base du Congrès

³⁵ Lettre de Loucheur à Marcel Ray, 22 mai 1928: Papiers Loucheur, Mf1-2.

³⁶ Lettre de Delaisi à Loucheur, 27 août 1928: Papiers Loucheur, Mf1-2.

³⁷ Henri BRUGMANS, *L'idée européenne*, pp. 56-57.

³⁸ Personnage assez obscur, Otto Deutsch fut néanmoins un collaborateur fidèle de Paneuropa. Pour une brève biographie, voir *Biographisches Handbuch der deutschsprachigen Emigration nach 1933*, publié sous la direction de Werner Röder et Herbert Strauss, Munich, K. G. Saur, 1980, t. 1, p. 141.

de Paris, débouchait, après l'ajournement de ce dernier, sur le projet d'un Institut paneuropéen, à savoir une instance permanente en marge des structures militantes du mouvement. Organisé autour d'un comité économique chargé d'étudier les questions douanières, monétaires et de libre-circulation, et d'un comité politique qui examinerait les problèmes de la codification et de l'uniformisation du droit européen, ainsi que la possibilité d'une fédération européenne, cet Institut collaborerait avec la Société des Nations, la Chambre de commerce internationale et l'Association internationale de justice³⁹.

En complément de ce rôle d'information et de réflexion, le mouvement paneuropéen accentuait, à partir de 1928, son action en faveur du rapprochement des milieux économiques en France et en Allemagne.

Le Comité économique paneuropéen

Composition et recrutement

La constitution du Comité économique paneuropéen résulte essentiellement d'une double volonté. D'une part celle de Coudenhove qui souhaitait profiter des contacts développés dans la perspective du Congrès de Paris, pour favoriser le rapprochement des milieux économiques franco-allemands au sein d'un comité paneuropéen permanent. D'autre part celle de Loucheur qui entendait ainsi réaffirmer la priorité qu'il accordait au développement des ententes industrielles continentales dans un contexte où l'action de la Société des Nations, et plus précisément de sa Section économique, s'orientait d'abord sur les questions douanières envisagées à l'échelle mondiale.

Ce sont ces deux hommes qui, dans le cadre du comité d'initiative du Congrès de Paris puis de manière indépendante, effectuèrent le recrutement du Comité économique en France et en Allemagne jusqu'en décembre 1928, date à laquelle il fut décidé d'y intégrer également des représentants de Belgique, de Grande-Bretagne puis d'autres nations⁴⁰. Comme en témoigne les listes de

³⁹ Projet de création de "l'Institut paneuropéen", paru dans *Paneuropa*, 4/8 (octobre 1928), p. 34; FAE, Bureau central, Activités.

⁴⁰ Compte rendu de l'Assemblée générale du Berliner Bezirksgruppe, 6 décembre 1928: FAE, *Paneuropa Deutschland*, Notes-PV-mémos.

membres établies vers 1930, le Comité, composé d'industriels, de banquiers et de représentants économiques des pouvoirs publics, demeura numériquement dominé par un axe franco-allemand⁴¹, après notamment que la Grande-Bretagne ait refusé de s'associer au projet⁴².

Au sein du Comité, on retrouvait des soutiens actifs du mouvement paneuropéen en Allemagne. Figuraient notamment en bonne place les banques d'affaires allemandes soucieuses de recouvrir les positions à l'étranger perdues à Versailles et qui finançaient en partie l'Union paneuropéenne, comme la banque Berliner Handelsgesellschaft représentée par Hans Fürstenberg, la Dresdner Bank représentée par Herbert Gutmann, et surtout la Deutsche Bank présidée par Emil Georg von Stauß (1877-1942). Dès 1920, la Deutsche Bank avait entamé une vaste politique de réimplantation de ses avoirs en Europe, notamment en Autriche, en Turquie, en Hongrie et aux Pays-Bas. A la suite du Plan Dawes, elle s'était associée avec d'autres banques d'affaires allemandes comme la Danat et la Dresdner Bank pour constituer une sorte de filiale commune en Europe, l'Internationale Kompagnie, installée à Amsterdam⁴³.

Autre collaborateur actif du Paneuropäische Union Deutschland fut le directeur des Deutsche Linoleum-Werke, Richard Heilner. Partisan d'une vision continentale de l'unité européenne très proche de celle de Coudenhove, il considérait que l'entente

⁴¹ La composition du Comité économique paneuropéen, telle que nous l'établissons dans le document suivant, correspond au recoupement de deux listes établies sensiblement à la même période et qui se rejoignent en grande partie (FAE, Paneuropa Deutschland, Notes PV Memo, "Paneuropäische Wirtschaftskomitee" [postérieur à janvier 1929]; Ibid, Listes de membres du Comité économique paneuropéen [1930]). Quoique définies comme "provisoires", elles nous semblent relativement définitives, même si ne sont pas présentes toutes les personnalités évoquées par Coudenhove dans ses mémoires (Cf. notamment Richard N. von COUDENHOVE-KALERGI, *L'Europe unie*, p. 50), comme ayant participé au Comité économique, personnalités que l'on ne retrouve dans aucune des listes présentes dans les archives du mouvement paneuropéen que nous ayons pu consulter. Aussi, la composition que nous présentons peut être considérée comme une liste établie par défaut.

⁴² Lettre de Coudenhove à Loucheur, 1er février 1929: FAE, Bureau central, Correspondance, Section française.

⁴³ Raymond POIDEVIN, *L'Allemagne et le monde au XXe siècle*, Paris, Masson, 1983, p. 96.

économique, en stimulant le développement d'une production de masse et la solidarité des nations entre elles, constituait la meilleure voie vers l'harmonie sociale et la pacification du continent. Par opposition à Loucheur, il ne concevait le développement des ententes entre producteurs qu'après l'établissement d'une union douanière: "La cartellisation des principales industries nationales me semble aller de soi en cas d'unions douanières, de sorte qu'il n'est pas nécessaire de les ériger en condition préliminaire de l'Union douanière comme [le préconise] Loucheur". Dans le contexte de l'initiative Briand de l'automne 1929, il demanda à l'ensemble des associations professionnelles d'agir comme un groupe de pression à l'égard du gouvernement du Reich, en faveur d'un rapprochement avec la France et de l'union économique et politique de l'Europe⁴⁴. Il avait alors particulièrement retenu l'attention de l'hebdomadaire européeniste *Pax* qui, en préambule d'une interview de Heilner publiée au mois d'octobre⁴⁵, indiquait:

Les idées de M. Heilner, tout en étant combattues par de nombreuses personnalités présentes à l'Assemblée [...], peuvent être considérées comme représentant le programme idéal pour l'avenir.

Le Comité économique se distinguait cependant davantage par la présence forte d'industriels qui, dans l'entourage plus ou moins proche de Loucheur, étaient partie prenante des cartels réalisés, ou en voie de réalisation, dans les secteurs clefs définis par le ministre français comme étant à la base de son projet d'une "Europe des producteurs". Quatre domaines étaient ainsi fortement représentés: coton, électricité, chimie et sidérurgie.

A l'inverse du coton, le secteur de la laine constitue la branche libre-échangiste du textile français dans l'entre-deux-guerres. Au sein du Comité économique il est représenté par deux figures prépondérantes de l'industrie lainière du Nord de la France. Tout d'abord Fernand Motte, à la fois ami de Loucheur, ce dernier lui ayant confié la direction d'une des premières usines de gaz asphyxiants pendant la guerre, membre d'une puissante famille lainière originaire des Flandres et beau-frère d'Edmond Gillet.

⁴⁴ Texte du discours prononcé par Richard Heilner lors de l'Assemblée des membres du Reichsverband der deutschen Industrie, les 20 et 21 septembre 1929: FAE, Paneuropa Deutschland, Notes-PV-mémos.

⁴⁵ Richard HEILNER, "La suppression des frontières douanières en Europe est-elle réalisable immédiatement⁴⁴", *Pax*, 6 octobre 1929.

Dans les années vingt, la famille Motte est une des plus influentes du Nord de la France, tant sur le plan économique que politique, à travers la figure d'Eugène Motte (1860-1932), député du Nord et maire de Roubaix.

Maurice Dubrulle (1878-1963) constitue une seconde personnalité forte de cette industrie lainière. Directeur général des Etablissements Mathon & Dubrulle, il est directement associé à la famille Motte qui participe au capital de cette entreprise. Egalement président de la Fédération industrielle et commerciale de Roubaix-Tourcoing, Dubrulle demeure un avocat fervent du libre-échange et des ententes internationales. En septembre 1924, il avait participé à la signature, au nom des Groupements lainiers de Roubaix-Tourcoing d'une convention visant "à régler à l'amiable, avec les groupements lainiers de Bradford, les conflits pouvant s'élever entre industriels ou négociants des deux pays"⁴⁶. Entre 1924 et 1929, la convention était progressivement élargie à la Belgique, l'Allemagne, l'Italie, la Tchécoslovaquie, l'Espagne, les Pays-Bas et la Pologne. Régulièrement les délégués se réunissaient lors de conférences internationales en vue de "garantir la liberté du commerce de la laine", de favoriser l'unification des conditions de vente et de production" ainsi que de la "nomenclature tarifaire"⁴⁷.

A la fin des années vingt, les bases d'un vaste marché européen de la laine étaient d'ores et déjà établies. La présence de Maurice Dubrulle au sein du Comité économique paneuropéen manifestait l'impulsion dynamique alors donnée par les industriels français, en vue de sa réalisation.

L'adhésion des personnalités liées à l'industrie électrique reflète, plus encore que celle de Fernand Motte et Maurice Dubrulle, le rôle déterminant de Loucheur dans le recrutement du Comité économique paneuropéen. Aimé Bouchayer, président de l'Association des producteurs des Alpes françaises, Gabriel Cordier, directeur des sociétés de production hydro-électrique Energie électrique du littoral méditerranéen et Energie électrique du Sud-Ouest, Robert Hecker, administrateur de la Compagnie française Thomson-Houston, Dannie Heineman, administrateur de la Sofina, ont tous noué des relations d'affaires voire des liens

⁴⁶ "La Conférence lainière internationale de Bradford", *Pax*, 15 décembre 1929.

⁴⁷ Maurice DUBRULLE, "Les Conférences internationales de la laine", *L'Europe nouvelle*, n° 537, 26 mai 1928, pp. 737-38.

d'amitié avec Loucheur, lorsque celui-ci était à la tête de la SGE avant la première guerre mondiale.

Dans l'entre-deux-guerres, ils sont directement concernés par des projets d'ententes industrielles axées autour de la Sofina. Au début des années vingt, ce holding était contrôlé par des groupes allemands (Allgemeine Elektrizitätsgesellschaft, Deutsche Bank) et américains (General Electric). Au terme d'une politique d'expansion internationale, la Sofina avait acquis une forte influence en Europe, notamment en France où, par le relais de la Financière électrique, elle contrôlait en partie la Compagnie française Thomson-Houston détenant à peu près la moitié du marché du matériel électrique français⁴⁸, de même qu'elle était fortement associée au développement de la production hydro-électrique à travers la Société des forces motrices de la Truyère (elle-même associée à l'Energie électrique du Littoral méditerranéen) et l'Energie électrique du Sud-Ouest. En outre l'entreprise Giros-Loucheur participait, certes pour une part infime, au capital de la holding. La Sofina, installée à Bruxelles, était également très présente en Belgique, représentant le premier actionnaire de la Banque de Bruxelles. Eric Bussière estime ainsi que cette société "peut être considérée, en 1929-30, comme la principale société de portefeuille de valeurs d'électricité en Europe"⁴⁹.

A la fin des années vingt, Dannie Heineman semble avoir élaboré des projets visant l'organisation d'un marché européen de l'électricité sous le contrôle de la Sofina:

En réalité, les projets de Heineman visaient plutôt une intégration de la distribution d'électricité en Europe sous l'égide de la Sofina [...]. Cette politique qui aurait été précédée par une entente entre industriels sur le modèle de l'EIA, était soutenue par Louis Loucheur et fut évoquée lors de son voyage à Berlin en avril 1927⁵⁰.

Dans cette perspective, le Comité économique paneuropéen où figurait le président de l'AEG, Hermann Bücher, pouvait constituer un lieu de négociation privilégié.

⁴⁸ Albert BRODER, "L'industrie électrique française dans le contexte international, 1918-31", *Bulletin de la Société d'histoire moderne*, No. 19, 1983, pp. 3-14.

⁴⁹ Eric BUSSIERE, *La France, la Belgique*, pp. 309-10.

⁵⁰ Ibidem.

En marge de ces personnalités directement liées à la Sofina, il faut également souligner la présence du président d'honneur du Syndicat professionnel des producteurs et distributeurs d'énergie électrique, Henri Cahen (1864-1937), qui œuvrait quant à lui pour la mise en place d'un réseau électrique continental. Débattu lors de la conférence mondiale de l'énergie réunie à Berlin en mai 1930, le projet s'inscrivait au cœur des problèmes posés par l'entente européenne, à travers par exemple la question des mesures tarifaires et plus encore la difficulté de faire accepter aux différentes nations de dépendre les unes des autres pour leur approvisionnement en électricité⁵¹.

A l'instar de l'électricité, la chimie, dynamisée par de nouvelles découvertes technologiques, constitue un secteur en pointe de la seconde révolution industrielle. En France, l'effort des industriels est marqué par une sensible diversification des secteurs de production. C'est notamment le cas d'Edmond Gillet (1873-1931) qui, après avoir joué un rôle moteur en France dans le développement d'une industrie des textiles artificiels, avait élargi ses activités à la teinturerie par le biais d'une société allemande (Farberei AG), pour se convertir véritablement au secteur chimique après la première guerre mondiale, à travers la création de la société Progil (Produits chimiques Gillet et fils), puis l'administration de la société Péchiney. Par la suite, il s'associait avec d'autres groupes français, comme Kuhlmann au sein de la société Progil-Kuhlmann, et Saint-Gobain avec lequel il développe une filière française d'approvisionnement en cellulose pour la production de soie artificielle, au sein de la Cellulose du Pin⁵².

Cependant, la dépendance de l'industrie française à l'égard des brevets technologiques allemands et américains, imposait des associations étroites avec des groupes industriels internationaux. En 1919, Gillet et Kuhlmann faisaient partie des industriels français réunis au sein de la Société d'études de l'azote qui fut initiée par Loucheur, alors ministre de la Reconstruction industrielle, en vue d'obtenir la cession des brevets de synthèse artificielle de l'ammoniaque, détenus par la firme allemande Badische Anilin⁵³. Les deux groupes avaient par ailleurs développé des relations

⁵¹ Henri CAHEN, "Une union européenne électrique", *L'Europe nouvelle*, n° 681, 28 février 1931, pp. 276-78.

⁵² Jean-Pierre DAVIET, *Une multinationale à la française: Saint-Gobain, 1665-1989*, Paris, Fayard, 1989, pp. 199-202.

⁵³ *Une multinationale*, p. 190.

étroites avec le puissant groupe chimique belge Solvay, relais de l'industrie chimique américaine en Europe. Dans la seconde moitié des années vingt, Kuhlmann et Gillet demeurent au centre de stratégies industrielles menées par Solvay d'une part, et le groupe chimique allemand IG Farben d'autre part. L'un et l'autre cherchent à s'implanter en France, dans la perspective d'organiser l'industrie chimique à l'échelle continentale. IG Farben, présidé par le chimiste Carl Bosch (1874-1940), met au point en juin 1927 le projet d'une entente chimique entre la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne pour lutter contre la domination américaine incarnée par le groupe Solvay⁵⁴.

Concernant le secteur sidérurgique enfin, on retrouve au sein du Comité, les principaux protagonistes de l'Entente internationale de l'acier conclue en septembre 1926, à savoir le Comité des forges, représenté par son vice-président Théodore Laurent et son délégué général, Alfred Lambert-Ribot, l'ARBED dirigé depuis la disparition d'Emile Mayrisch par Aloys Meyer, et les Vereinigte Stahlwerke dont Ernst Pøengsen (1871-1959) est alors membre du comité directeur.

Le rôle du Comité

En réalité, le rôle exact du Comité économique paneuropéen nous échappe largement, les sources consultées restant muettes sur l'objet, la fréquence et les résultats des réunions du Comité. Aussi nous en sommes une nouvelle fois réduits aux hypothèses.

A en juger par sa composition, il semble fort probable, qu'à l'initiative de Loucheur, le Comité ait pu constituer un lieu de rencontres entre industriels français, belges, allemands et luxembourgeois, étroitement unis entre eux par des liens d'affaires depuis la première guerre mondiale. Au cours des années vingt, leurs stratégies de développement les orientaient tant vers un processus d'intégration industrielle en Europe occidentale, motivé par la nécessité de rationaliser les cadres et les méthodes de production et de lutter contre l'influence de l'industrie anglo-saxonne, que vers la recherche de nouveaux débouchés dans les pays moins industrialisés d'Europe centrale et orientale. Dans l'optique de Paris, il est possible de déceler l'intérêt que

⁵⁴ Eric BUSSIERE, *La France, la Belgique*, pp. 305 et sqq.

représentait pour le gouvernement français l'appui du comte dans les milieux industriels et bancaires du Reich, en particulier après la disparition en mars 1928 de l'industriel luxembourgeois Emile Mayrisch. Coudenhove apparut ainsi pendant quelque temps comme un point de passage obligé pour les initiatives de négociation en direction du patronat allemand⁵⁵.

On peut ainsi se demander dans quelle mesure le comité paneuropéen a pu prolonger l'action de rapprochement des milieux industriels franco-allemands entamée par Mayrisch: plusieurs éléments permettent en effet d'étayer cette hypothèse. Ainsi, lorsqu'à l'été 1928, Coudenhove avait entrepris des démarches auprès d'un des membres du Comité directeur de la Chambre de commerce de Berlin, Fritz Demuth (1876-1965), en vue du Congrès de Paris, ce dernier avait témoigné de la position globalement favorable des industriels berlinois à l'égard de Paneurope, tout en soulignant cependant que l'engagement préalable de ces industriels envers le Comité franco-allemand d'information et de documentation compromettrait une action parallèle au sein du mouvement paneuropéen. C'est pourquoi, selon lui, l'Union paneuropéenne devait "collaborer étroitement avec le groupe Mayrisch, d'autant que ce comité menace de perdre de sa valeur après la mort d'une personnalité comme Mayrisch"⁵⁶.

Le souhait émis par Demuth semble s'être en partie concrétisé puisque l'on retrouve au sein du Comité économique paneuropéen certains membres du Comité franco-allemand, comme Emil Georg von Stauß, Hermann Bücher ou Théodore Laurent. Les connexions apparaissent encore plus probantes si l'on prend en compte l'ensemble des personnalités économiques proches de Paneurope qu'évoque Coudenhove dans ses mémoires⁵⁷ ou qui apparaissent sur les listes d'adhérents du mouvement. Sont notamment cités René Duchemin, le président de la Confédération générale de la production française, Henri de Peyerimhoff, président du Comité central des houillères de France, Franz von Mendelssohn, banquier membre de la Chambre de commerce de Berlin, tous étant membres du Comité franco-allemand.

⁵⁵ Lubor JILEK, "*Paneurope* dans les années vingt", pp. 427-28.

⁵⁶ Compte rendu d'un entretien avec Fritz Demuth, membre de la Chambre de commerce de Berlin, le 1er juin 1928: FAE, Paneuropa Deutschland, Notes-PV-mémos.

⁵⁷ Cf. ci-dessus, la note sur le Comité économique européen.

Quoi qu'il en soit, les négociations menées entre industriels dans l'ombre du Comité économique dépassaient manifestement le simple cadre de l'action militante européenne, et se prêtaient difficilement à la publicité dont Coudenhove entourait chaque initiative menée au nom de l'Union paneuropéenne. En mai 1929, ce dernier avait ainsi rendu public les résultats et les photos d'une réunion du Comité économique, au domicile de Loucheur, suscitant de vives réactions de la part du président du comité français:

Je m'étais aperçu, au moment de la réunion que nous avons eue à Paris, que nous n'avions pas la même façon de comprendre l'action extérieure de notre Comité [...]. Si j'ai réuni autour d'une même table un certain nombre de personnalités pour échanger des idées, ce n'était pas dans le désir de donner à une pareille réunion aucun caractère officiel. Un échange de vues a eu lieu, vous avez cru devoir transformer cela en une sorte de séance de Conseil d'administration...⁵⁸.

Loucheur présentait simultanément sa démission du mouvement, revenant cependant sur sa décision en novembre 1929, à la condition que l'action de Paneurope en France soit uniquement représentée par le Comité économique⁵⁹.

En résumé, la pression exercée par les milieux d'affaires membres du Comité central du mouvement paneuropéen, et plus particulièrement Loucheur et Delaisi, semble avoir visé deux objectifs majeurs. D'une part, favoriser l'instauration d'un dialogue constructif entre les différents mouvements européens autour des thèmes débattus à Genève lors de la Conférence économique internationale; d'autre part établir, dans l'ombre du mouvement, un canal de concertation entre les industriels qui, en France, en Belgique et en Allemagne, étaient partie prenante d'un processus d'intégration industrielle à l'échelle européenne. Comme nous l'avons vu, cette pression s'est opérée essentiellement au sein des organes centraux du mouvement, Loucheur s'étant opposé au développement d'un militantisme local de Paneurope en France.

⁵⁸ Lettre de Loucheur à Coudenhove, 12 juin 1929: FAE, Bureau central, Correspondance, Section française.

⁵⁹ Lettre de Coudenhove à Loucheur, 1er novembre 1929: même dossier.

A l'inverse, l'Allemagne semblait constituer, en 1926, un terrain plus favorable au développement d'un militantisme paneuropéen tourné vers les masses. Or le rôle joué par les milieux économiques dans le développement du Paneuropäische Union Deutschland, semble au contraire avoir favorisé l'orientation élitiste privilégiée par Coudenhove après le Congrès de Vienne.

CHAPITRE VI

Le caractère élitiste de l'action paneuropéenne en Allemagne

[...] la partie la plus difficile de cette propagande fut toujours son financement, auquel j'ai sacrifié entre autres mes biens et mes revenus; cette question était la plus compliquée, plus compliquée que toutes les négociations avec les gouvernements ou les partis. Que ce financement ait été toujours réalisé me semble, avec le recul, presque un miracle...□

L'impulsion des milieux d'affaires: le financement du PUD

Nous ne disposons que de peu d'informations concernant le financement de l'Union paneuropéenne. Mis à part les ressources propres de Coudenhove, nous avons vu que le mouvement avait pu bénéficier à ses débuts d'une subvention importante du banquier Max Warburg. Il est probable que Coudenhove ait par la suite pu obtenir de nouveaux subsides par le biais des adhérents du PUD, notamment Arthur von Gwinner, trésorier de l'association et président du Conseil de surveillance de la Deutsche Bank. En mars 1926, le directeur de la Dresdner Bank avait également accepté de verser des fonds au Comité allemand, cela grâce à l'intervention personnelle de Coudenhove: "Son adhésion au Comité allemand de Paneurope se justifie uniquement, pour l'instant, dans la mesure

¹ Coudenhove, cité par Rolf ITALIAANDER, *Richard Niklaus von Coudenhove-Kalergi: Begründer der Paneuropa Bewegung*, Freudenstadt, Europäische Verlag August Lutzeyer, 1969, p.□7.

où il est l'administrateur fiduciaire de C. [Coudenhove]"² Le PUD bénéficiait en outre des cotisations des membres ordinaires – son effectif étant estimé à deux mille trois cents membres au début de l'année 1927³

Au fur et à mesure du développement des structures militantes et de la propagande du mouvement paneuropéen en Allemagne, la question de son financement semble cependant s'être posée de manière plus préoccupante, d'autant plus que Coudenhove exigeait, par souci d'indépendance, "[...] qu'en aucun cas, des subventions gouvernementales ne devaient être acceptées par les comités de quelque pays que ce soit"⁴ Au début de l'année 1928, un rapport financier mettait en demeure le Comité allemand, de trouver de nouvelles sources de financement afin de ne pas perdre les positions acquises jusqu'alors et de pouvoir relancer la propagande⁵ Ce rapport indiquait en outre que les cotisations perçues ne parvenaient seulement pas à couvrir les frais administratifs de l'association.

Selon le trésorier du Comité allemand, les difficultés financières imposaient au mouvement de renoncer à une action de masse, pour s'adresser d'abord aux milieux économiques: "Nous avons bien déjà suffisamment fait l'expérience durant les quelques années de notre existence, que nous ne pouvons exister, que si nous obtenons les adhésions de personnalités en vue du monde économique. Les masses populaires ne donnent rien et exigent tout"⁶ Loin d'être isolées, les ambitions élitistes de von Gwinner rejoignaient la position affichée par Coudenhove, lors de l'Assemblée générale du PUD en décembre 1927 qui, tout en réaffirmant que "[...] le mouvement paneuropéen était conçu par principe comme un mouvement de masse", avait manifesté son souci de tenir compte des "intérêts matériels" du mouvement en Allemagne dans le recrutement des militants⁷

² Rapport de l'adhésion du directeur de la Dresdner Bank, *Geheimrat Frisch*, au PUD, 2 mars 1926: FAE, Paneuropa Deutschland, Notes-PV-mémos.

³ Rapport de l'activité du secrétariat général du PUD, [début 1927?]: même dossier.

⁴ Rapport de la réunion de quelques membres du PUD en présence de Coudenhove, le 8 avril 1927: même dossier.

⁵ Rapport financier du PUD, [début 1928?]: même dossier.

⁶ Arthur von Gwinner à Coudenhove, 17 janvier 1928: même dossier.

⁷ Procès-verbal de l'Assemblée générale du PUD, 17 décembre 1927: Notes-PV-mémos, même dossier.

Aussi, à partir de 1928, les milieux d'affaires deviennent plus que jamais une cible privilégiée du mouvement paneuropéen en Allemagne, et plus spécifiquement d'un démarchage entrepris personnellement par Coudenhove parallèlement au recrutement du Comité économique paneuropéen. Le leader de Paneurope sollicite et obtint notamment des subventions de la part de plusieurs industriels, comme Adolf Stauß, directeur de la Rütgerswerken AG de Berlin et partisan d'une "orientation européenne continentale pour l'ensemble de l'économie"⁸ et Richard Heilner, membre du Comité économique qui versa cinq mille marks au PUD⁹. Les banques allemandes ont également contribué largement au financement du PUD. En tête d'une liste de "grosses sommes versées au PUD en 1929"¹⁰, apparaissent notamment la Berliner Handelsgesellschaft (3'000 RM) représentée au sein du mouvement par Hans Fürstenberg, la banque Mendelssohn (2'000 RM), la Deutsche Bank (3'000 RM) représentée par Arthur von Gwinner qui a également personnellement versé une somme de 1'000 RM, la Darmstädter Nationalbank dont la subvention de 3'000 RM a semble-t-il été obtenue grâce aux liens personnels établis par Coudenhove avec un de ses membres dirigeants, Jakob Goldschmidt¹¹. L'ensemble des subventions atteignait un montant de dix-sept mille cinq cents marks, auxquels s'ajoutaient environ trois mille marks de dons individuels disparates. S'il est assez probable que ces subventions aient constitué une part très importante de l'ensemble des recettes du mouvement en Allemagne, nous ignorons toutefois dans quelle mesure elles ont pu couvrir tout ou partie de ses dépenses.

Les milieux d'affaires allemands n'ont pas seulement constitué une manne financière potentielle pour le Comité allemand; certains d'entre eux semblent par ailleurs avoir joué un rôle déterminant tant dans le développement des comités locaux qu'au sein des organes dirigeants du Comité allemand.

Des acteurs du militantisme paneuropéen

⁸ Compte rendu d'un entretien avec Adolf von Stauß, 12 mai 1928 : même dossier.

⁹ Compte rendu d'activités de l'Ortsgruppe Stuttgart, [fin 1928?]: même dossier.

¹⁰ Listes de sommes versées au PUD au cours de l'année 1929, 21 octobre 1930: même dossier.

¹¹ Lettre de Coudenhove à Heilner, 23 juillet 1928: FAE, Paneuropa Deutschland, Correspondance.

Les quelques deux milliers de membres du PUD se répartissaient pour une moitié dans la capitale, pour une autre moitié dans le reste du territoire du Reich. A l'Ouest, le mouvement est présent dans les villes des territoires rhénans démilitarisés voire occupés par les Alliés, notamment en Rhénanie du Nord (Aix-la-Chapelle, Cologne, Düsseldorf, Dortmund), dans une zone à cheval sur les *Länder* du Palatinat et de Hesse (Francfort, Wiesbaden, Darmstadt, Mannheim, Nuremberg), ainsi qu'en Bade et dans le Wurtemberg (Constance, Stuttgart, Fribourg). A l'Est, on retrouve des mûles d'adhérents dans les régions industrielles frontalières avec la Pologne et la Tchécoslovaquie; en Saxe (Halle, Dresde, Leipzig, Chemnitz), en Basse et en Haute-Silésie (Breslau, Beuthen, Gleiwitz), en Prusse orientale (Kœnigsberg) ainsi qu'à Danzig.

A partir de 1927, les efforts du mouvement paneuropéen tendent à concentrer ces adhérents au sein de sections municipales (*Ortsgruppe*) ou provinciales (*Landesgruppe*) chargées de coordonner l'action militante selon la ligne définie par le Bureau central de Vienne. D'un point de vue général, il s'agissait de tisser, dans chaque ville, des liens avec les personnalités influentes susceptibles de garantir à la fois l'autofinancement des comités locaux et le rayonnement du message paneuropéen, tant auprès de l'opinion publique que des élites. Répondant le mieux à ces exigences, les milieux d'affaires étaient dès lors appréhendés à la fois comme un récepteur particulier du message paneuropéen, et comme des acteurs potentiels de la propagande.

L'engagement du directeur des Deutsche Linoleum-Werke, Richard Heilner, lui aussi membre du Comité économique paneuropéen, est exemplaire en ce qu'il semble répondre à la plupart des espérances nourries par le leader de Paneurope. Au début de l'année 1927, une première tentative avait été effectuée en vue de développer un comité local à Stuttgart. Quelques mois plus tard, son responsable avouait son incapacité à pénétrer dans les cercles influents de la ville, de sorte que le comité n'était "rien d'autre qu'une bande de vieux universitaires peu convaincus"¹². Après l'intervention personnelle de Coudenhove auprès de Heilner, celui-ci participa à la restructuration du comité de Stuttgart, auquel il promettait à la fois un soutien financier et sa collaboration pour

¹² Rapport d'un entretien avec M. Bühring de Stuttgart, Berlin, le 11 juillet 1927: FAE, Paneuropa Deutschland, Correspondance.

diffuser les thèses paneuropéennes auprès des industriels. A la fin de l'année 1928, on le retrouve ainsi au poste de secrétaire général du comité, en compagnie d'un autre industriel, Rosenfeld, et d'un membre du Parti démocrate, Hiebner¹³. Parallèlement, il tenta de mettre en place une fédération des comités locaux paneuropéens à l'échelle des *Länder*, en Hesse¹⁴ et au Wurtemberg. En novembre, c'est sous les traits du militant qu'il se présente devant les membres du Syndicat des industriels du Wurtemberg, en livrant un vibrant plaidoyer en faveur de l'union douanière européenne, et un fervent hommage au leader de Paneurope:

[Coudenhove] a le grand mérite d'avoir établi un programme fermement tracé pour la réalisation politique de l'unification européenne, alors que tous les autres ne prêchent que la conciliation, sans indiquer véritablement, comment l'exécution est possible [...]. Vous ne pourrez pas mieux servir l'idée de l'unification de l'Europe, qui nous est nécessaire à tous, qu'en devenant membre de l'Union paneuropéenne¹⁵.

S'il ne faut assurément pas généraliser à l'ensemble du mouvement l'engagement dynamique de Heilner, les milieux économiques semblent cependant avoir pu constituer un auditoire particulièrement réceptif à la propagande paneuropéenne dans des régions où l'idée de rapprochement franco-allemand était loin d'être populaire. Assez révélateur apparaît notamment le point de vue de cet industriel de la chimie et membre du Fédération des industriels du Palatinat, Oehlert, contacté par les membres du comité paneuropéen d'Heidelberg à la fin de l'année 1927, époque à laquelle Briand avait affirmé mettre un terme à toute négociation concernant l'évacuation anticipée de la Rhénanie. Selon lui, "réclamer dans le Palatinat, l'idée d'une union politique ou d'une communauté culturelle avec la France, était alors en raison de

¹³ Rapport d'activités des comités locaux de Francfort, Heidelberg, Karlsruhe et Stuttgart, [fin 1928?], pp. 8-9 : FAE, Paneuropa Deutschland, Correspondance.

¹⁴ Note évoquant la constitution du Bezirksgruppe de Hesse, le 20 janvier 1928, *Paneuropa*, 4 (février 1928) : FAE, Paneuropa Deutschland, Correspondance.

¹⁵ Richard HEILNER, "Die deutsche Wirtschaft und der europäische Zusammenschluss", *Württembergische Industrie* (Organ des Württembergische Industrieller e.V., und der Vereinigung der württembergischen Arbeitgeber-Verbände e.V.), Stuttgart, 1929, n°1-2, pp. 1-7.

l'engagement de la population contre l'«occupation», parfaitement impensable». Il ajoutait cependant, qu'étant donné la nécessité pour l'industrie de cette région de reconquérir le marché sarrois, ceux-ci pouvaient être «acquis à l'union douanière européenne»¹⁶, tâche à laquelle il acceptait de s'employer.

Dans cette logique, le mouvement paneuropéen aurait ainsi concentré l'intérêt de certains milieux d'affaires (industriels exportateurs, banques d'affaires) désireux de recomposer les «unités économiques cohérentes» (selon l'expression consacrée de Francis Delaisi), c'est-à-dire plus précisément les régions qui, avant le démantèlement opéré à Versailles, étaient étroitement solidaires les unes des autres au sein du système économique allemand. L'exemple du Palatinat apparaît assez emblématique si l'on prend en compte la relative concentration des adhésions au PUD dans des régions comme la Silésie, le bassin de la Ruhr, ou les territoires rhénans du centre et du sud de l'Allemagne, ainsi que le soutien assez important qu'y a obtenu le mouvement paneuropéen auprès des milieux industriels et bancaires allemands¹⁷.

Par ailleurs, il est symptomatique de retrouver au sein de la Ruhr-lade¹⁸ — des soutiens éminents du mouvement paneuropéen en Rhénanie, comme les sidérurgistes Albert Vögler et Ernst Pøengsen, le chimiste Carl Bosch, ainsi que Paul Silverberg ou Hermann Bücher. Cette action ne doit cependant être envisagée qu'en marge et en retrait de celles des associations professionnelles qui demeurent les principaux foyers d'expression et de pression des milieux d'affaires allemands dans les années vingt.

¹⁶ Rapport d'activités des comités locaux de Francfort, Heidelberg, Karlsruhe et Stuttgart, [fin 1928?], pp. 8-9 : FAE, Paneuropa Deutschland, Correspondance.

¹⁷ «Industriels, firmes d'exportations et banques» figurant sur la liste des membres du PUD en 1930, Berlin [sans date]. Une quarantaine de personnalités du monde économique sont évoquées pour le groupe de Stuttgart, dix-sept pour celui de Francfort, également plusieurs dans les villes de Breslau, Gleiwitz, Düsseldorf... ; FAE, Paneuropa Deutschland, Correspondance.

¹⁸ Groupe de pression réunissant, de 1926 à 1938, des industriels souhaitant exercer une pression sur le gouvernement de Berlin, en vue de régler rapidement le contentieux franco-allemand issu de l'occupation de la Ruhr. Cf. Ingolf LIESEBACH, *Der Wandel der politischen Führungsschicht der deutschen Industrie von 1918 bis 1945* (Diss., Université de Bâle), Hannover, 1957, pp. 62 et sqq.

L'appui ponctuel des milieux économiques semble également avoir facilité l'implantation de l'Union paneuropéenne dans des régions politiquement marquées par une assez forte emprise des milieux catholiques conservateurs, notamment dans les *Länder* du Sud de l'Allemagne où, après une tournée de propagande effectuée en février 1928, Coudenhove indiquait: "Au regard de la structure sociologique de la population, l'idée paneuropéenne doit d'abord compter sur le soutien relativement fort des cercles du commerce et de l'industrie"¹⁹.

En dehors des milieux économiques l'action locale du mouvement paneuropéen s'est essentiellement appuyée sur les milieux intellectuels et universitaires. Entre 1927 et 1930, le développement de sections étudiantes à Berlin, Francfort, Brême et Leipzig peut être considéré comme la concrétisation de l'appel à la jeunesse européenne lancé par Coudenhove à l'automne 1923: "C'est à la jeunesse européenne qu'incombe le devoir de modifier cet état de choses. Elle est appelée à édifier sur les ruines de l'ancienne Europe une Europe nouvelle, à substituer à l'Europe anarchique une Europe organisée..."²⁰.

Pour éclairer l'action des sections étudiantes, nous nous appuyerons sur l'exemple de Francfort. Constituée de neuf membres à sa création en mai 1928, la Frankfurter Studentengruppe en comptait vingt-cinq trois mois plus tard. Moins qu'une véritable association militante, elle se présente comme une sorte de groupe de travail autonome vis-à-vis du comité paneuropéen de Francfort, dont elle ne semble pas avoir recueilli des appuis financiers, étant réduite à organiser ses réunions "dans les cafés"²¹. En dépit de ses faibles moyens, la section se révèle particulièrement active. En vue d'introduire les thèses paneuropéennes dans les milieux étudiants, elle organisa une série de conférences à l'Université de Francfort, axées autour de Paneurope et du rapprochement franco-allemand. Elle profita en outre de l'essaimage de ses membres soumis aux contingences du cursus scolaire pour stimuler la création de nouvelles sections étudiantes paneuropéennes à Cologne et Munich. A Francfort, elle initia un rapprochement avec d'autres associations étudiantes pacifistes; la Pazifisten Studentengruppe et

¹⁹ "Aktennotiz zur Reise nach Süddeutschland", [sd, postérieure à février 1928], FAE, Paneuropa Deutschland, Notes-PV-mémos.

²⁰ COUDENHOVE, *Pan-Europe*, p. 10.

²¹ Rapport semestriel de la section étudiante de Francfort, établi par C.H. Winkler et Kuhrt Mahr, le 1er août 1928 : FAE, Paneuropa Deutschland, Notes-PV-mémos.

les Deutsch-Demokratischen Studentengruppen. Enfin, elle put organiser le séjour de trois étudiants francfortois à la Sorbonne.

Participant d'une meilleure compréhension entre les deux nations, ces échanges franco-allemands reçurent l'appui du Bureau central de Vienne et des instances dirigeantes du PUD. En mai 1928, le comité allemand de Paneurope demandait ainsi à Delaisi l'appui du comité français pour organiser un échange d'étudiants pendant quatre semaines²². Sous l'impulsion des personnalités politiques et intellectuelles du mouvement, le PUD tenta de développer des liens plus étroits avec les associations étudiantes et les universités. Durant l'hiver 1927-28, une série de conférences furent par exemple organisées, conjointement avec la Deutsche Hochschule für Politik, sous l'égide de Richard Kuenzer, d'Erich Koch-Weser, et de l'ancien chancelier et leader de l'aile gauche du Zentrum, Joseph Wirth, qui prononça un discours sur "L'idée paneuropéenne à la lumière des relations franco-allemandes"²³.

Si les milieux économiques, politiques et intellectuels semblent avoir à la fois concentré l'intérêt du mouvement paneuropéen, et stimulé son développement à travers les comités locaux qui se créent à Munich, Heidelberg, Brême, Francfort, Hambourg, Leipzig etc., la stagnation des adhésions au comité allemand de Paneurope témoignait également de l'incapacité du mouvement à mobiliser les masses, c'est-à-dire à concrétiser l'un des aspects essentiels et distinctifs du projet paneuropéen.

L'orientation manifestement élitiste du mouvement à partir de 1927 était en outre renforcée par l'accession de personnalités éminentes au sein des instances dirigeantes du PUD. C'est notamment le cas au sein du secrétariat général mis en place en vertu des statuts votés en décembre 1926, et dont la composition fit l'objet d'élections en juillet 1927²⁴. Mis à part l'incontournable Coudenhove, furent élues les personnalités déjà membres du comité directeur comme Paul Løbe, Arthur von Gwinner ou Erich Koch-Weser, mais également des financiers du mouvement tels Hans Fürstenberg, et par la suite Emil Georg von Stauff. Le phénomène tendit encore à s'amplifier lors de l'Assemblée générale du PUD en

²² Lettre du Comité allemand à Francis Delaisi, 16 mai 1928 : FAE, Union paneuropéenne, Correspondance, Section française.

²³ Cité dans la rubrique "Paneuropäische Bewegung", *Paneuropa*, 3/12 (décembre 1927).

²⁴ Liste des membres élus au secrétariat général du PUD, Berlin, 4 juillet 1927 : FAE, Paneuropa Deutschland, Notes-PV-mémos.

décembre suivant, où il fut procédé à l'élargissement du comité directeur, censé mieux refléter la répartition des adhésions et donc accorder une part prépondérante à la représentation du groupe berlinois. Or parmi les quinze représentants de Berlin élus, on retrouve essentiellement des élites proches de Coudenhove, comme Georg Bernhard, Carl Cremer, von Gwinner, Kuenzer, Marx ou Koch-Weser²⁵.

Ce caractère élitiste du mouvement n'était cependant pas accepté par l'ensemble des militants, et notamment les dirigeants du groupe de Berlin. Les années 1927-28 sont ainsi marquées par la persistance voire l'amplification des tensions qui, depuis le Congrès de Vienne, opposent le principal groupe local d'Allemagne au leader du mouvement paneuropéen, en matière notamment de fonctionnement des structures militantes et d'orientation de la propagande.

²⁵ Procès-verbal de l'Assemblée générale du PUD réunie à Berlin le 17 décembre 1927: FAE, Paneuropa Deutschland, Notes-PV-mémos.

L'échec des courants réformateurs

Avec un nombre d'adhérents oscillant entre mille et mille cinq cents, le groupe de Berlin (Landesverband Berlin), constitue en effet, et de loin, le plus important des comités locaux de la Paneuropäische Union Deutschland; il est donc le plus fortement représenté au sein de l'Assemblée générale annuelle des délégués. A partir du Congrès de Vienne, il se livre par la voix de son président et membre du Comité directeur, Bruno Birnbaum, à une sévère critique de l'attitude autoritaire et élitiste de Coudenhove.

En réaction contre les remaniements délibérément opérés par le leader de Paneurope à l'automne 1926, une réunion s'était tenue dans le but de "faire connaître au secrétaire général [du PUD] l'opinion de certains membres du comité de Berlin". Les participants se prononcèrent alors pour une nécessaire réorganisation des structures militantes en Allemagne, dans le sens d'une plus grande démocratisation. Birnbaum exigeait notamment que les militants ne soient pas cantonnés dans un rôle de messagers dociles des théories de Coudenhove, mais puissent devenir les acteurs d'une véritable réflexion autour de l'idée paneuropéenne:

Il n'est pas possible d'accepter le point de vue selon lequel, celui qui émet des critiques à l'égard de la direction, manifeste par là déjà un manque de confiance envers la direction. La différence doit se faire entre la critique et le manque de confiance²⁶.

De manière à resserrer les liens entre les militants et les instances dirigeantes, le groupe de Berlin proposa la création d'une revue interne susceptible de faire valoir l'opinion de la base, y compris les critiques qu'elle pouvait formuler. Le projet fut concrétisé au cours de l'année 1928, à travers la diffusion du *Mitteilungsblatt*, traduisant les revendications des militants allemands. En cela il se distinguait nettement du mensuel *Paneuropa*, l'organe officiel du Bureau central de Vienne, où l'activité des comités nationaux et locaux ne figuraient que de manière secondaire, et toujours selon une démarche didactique visant à manifester la vigueur de la propagande menée par le mouvement dans toute l'Europe.

²⁶ Procès-verbal de la réunion du groupe berlinois de l'Union paneuropéenne, tenue à Berlin le 29 mars 1927: FAE, *Paneuropa Deutschland*, Notes-PV-mémos.

Dans les rapports entre le groupe berlinois et les instances dirigeantes du mouvement, la question de la répartition des moyens financiers semble avoir constitué une source récurrente de tensions. Les comités locaux, nous l'avons vu, n'étaient censés percevoir en 1926 que dix pour cent des cotisations récoltées en Allemagne, ce qui les rendaient étroitement dépendants des subventions extraordinaires versées par les personnalités du mouvement, c'est-à-dire des élites. Aussi la participation du Bureau central de Vienne aux dépenses des comités locaux constituait-elle une exigence forte du groupe de Berlin. Si le Landesverband Berlin obtint de gérer lui-même le recouvrement de ses cotisations, dont il conserverait 75% du montant, ces dispositions semblent cependant être restées lettre morte si l'on en croit un article du *Mitteilungsblatt*. Le comité de Berlin n'aurait en effet pas touché un pfennig des cinquante mille marks perçus par le PUD au cours de l'année 1928, 80% de la somme ayant été encaissée par le Bureau central de Vienne, le reste par le secrétariat général du PUD²⁷.

Cette revendication d'autonomie manifestée par la base militante de Berlin, se justifiait dans la mesure où elle entendait contrarier le caractère élitiste allégué au mouvement par Coudenhove. En concentrant son action sur le recrutement des élites économiques, politiques et intellectuels en Allemagne, le leader du mouvement avait en effet oblitéré une large partie du programme de propagande établi en collaboration avec les dirigeants du groupe de Berlin au printemps 1927²⁸. En plus de l'action auprès des élites, ce programme prévoyait en effet le recrutement des syndicats d'ouvriers, des mouvements féministes, ainsi que la production d'un film et l'organisation de fêtes pour diffuser l'idée paneuropéenne auprès des masses.

De vives critiques se développèrent notamment au sein du PUD dans le contexte de la préparation du Congrès de Bruxelles qui focalisait l'attention de Coudenhove sur les milieux économiques. Le leader de Paneurope se vit alors reprocher d'abandonner toute action de masse et dès lors de contredire les objectifs qu'il avait lui-même défini dans Paneurope: "Tandis que Coudenhove attire l'attention dans ses écrits sur le fait que le mouvement paneuropéen

²⁷ *Mitteilungsblatt*, [sd ; fin 1928-début 1929] : FAE, Paneuropa Deutschland, Notes-PV-mémos.

²⁸ Rapport d'une réunion tenue à Berlin le 8 avril 1927 entre plusieurs membres dirigeants du groupe de Berlin (Birnbäum, Eisel, Heimann) en présence de Coudenhove : FAE, Paneuropa Deutschland, Notes-PV-mémos.

doive être un mouvement de masse, il s'est jusque-là essentiellement borné au recrutement de l'élite". Le rapport du PUD stigmatisait notamment l'aspect élitiste du Congrès de Vienne, vis-à-vis duquel les sociaux-démocrates allemands s'étaient détachés, considérant "Paneurope comme un parti d'entreprises"²⁹.

Dans son ouvrage sur le mouvement paneuropéen, Reinhard Frommelt observe ainsi que "les aspects antidémocratiques, qui avaient déjà provoqué le conflit avec Løbe lors du Congrès paneuropéen de Vienne en 1926, et l'antirévissionnisme répondant aux objectifs français, aliénèrent à Coudenhove ses attaches en Allemagne, notamment auprès des sociaux-démocrates. Sa volonté de se lier aux cercles de l'industrie lourde lui firent développer les aspects antisocialistes et davantage encore antisoviétiques de son programme"³⁰. Il semble en effet que l'engagement de personnalités économiques proches de l'Union paneuropéenne au sein de la Deutsche Volkspartei, parti de Stresemann (Albert Vögler, Kurt Sorge, Emil Georg von Stauff, Paul Silverberg, Friedrich Flick) ait pu favoriser la réception de Paneurope dans les milieux conservateurs d'Allemagne.

A titre anecdotique, on peut également évoquer les contacts noués entre le PUD et le Stahlhelm, association nationaliste d'anciens combattants représentée par un certain Dr Stürmer. Lors d'un entretien tenu en juillet 1927, ce dernier se présentait comme un opposant à la tendance "dure" du mouvement incarnée par Theodor Düsterberg, et se proposait d'introduire les thèses paneuropéennes au sein d'un courant dominé par le fondateur du Stahlhelm Franz Seldte, favorable à l'assainissement des relations franco-allemandes et partisan du rapprochement des Etats continentaux³¹. Dans l'esprit de Coudenhove, cette ouverture aux partis de droite participait d'une ambition plus large visant à maximiser la diffusion de ses idées au sein d'un éventail politique le

²⁹ Note du PUD, [sd ; été 1927?] : FAE, Paneuropa Deutschland, Notes-PV-mémos.

³⁰ Reinhard FROMMELT, *Paneuropa oder Mitteleuropa*, p. 62.

³¹ Rapport de l'entretien entre le secrétaire général du PUD, Friedrich von Lupin, et le Dr Stürmer, le 8 juillet 1927 : FAE, Paneuropa Deutschland, Notes-PV-mémos. Pour les débats internes au Stahlhelm sur les options en matière de politique étrangère, voir Volker R. BERGHAN, *Der Stahlhelm: Bund der Frontsoldaten, 1918-35*, Düsseldorf, Droste, 1966, notamment les chap. III et IV.

plus large possible, comprenant donc également les milieux de gauche et principalement le Parti social-démocrate:

Votre tradition toute entière est paneuropéenne. Votre grand martyr de la cause européenne fut Jean Jaurès [...]. Le Parti social-démocrate allemand a le premier inscrit, il y a quatre ans, la revendication des Etats-Unis d'Europe et de l'Union douanière européenne dans son programme d'Heidelberg. De ce fait, chaque social-démocrate allemand est en même temps paneuropéen³².

Au sein du Comité directeur du PUD, l'hostilité des militants vis-à-vis d'une orientation trop exclusivement économique de la propagande paneuropéenne était partagée par Joseph Kœth, membre du Parti démocrate et ancien secrétaire d'Etat à l'Office du Reich pour la démobilisation économique:

Paneurope est une idée, et ne peut en tant que telle, constituer le bien d'un individu ou d'un groupe d'individus [...]. C'est pourquoi il est nécessaire de faire progresser Paneurope auprès de la masse aussi bien qu'auprès de l'élite³³.

Plus globalement, Kœth apparaît comme un des principaux relais éminents des ambitions réformatrices manifestées par les militants berlinois auprès de Coudenhove. Partisan d'une clarification des relations entre les organes du mouvement, il préconisait une politique de recrutement accrue auprès des masses, non seulement pour faciliter le financement du mouvement grâce à l'augmentation des cotisations, mais également pour favoriser la régénération des théories originales de Coudenhove: "Il faut davantage travailler au contenu, en collaboration avec ceux qui sont en mesure de produire le contenu"³⁴.

A l'inverse de Kœth et du groupe de Berlin, Coudenhove considérait le mouvement, non comme un lieu de rassemblement de militants pour débattre des idées paneuropéennes, mais comme un groupe de pression discipliné devant influencer, par le biais de

³² Article de Coudenhove intitulé "Paneuropa und Sozialismus", paru dans la revue sociale-démocrate berlinoise *Unser Weg* en février 1929: FAE, Union paneuropéenne, Bureau central, Activités Programmes.

³³ Compte rendu de l'entretien entre Kœth et Birnbaum, Berlin, le 12 juillet 1927 : FAE, Paneuropa Deutschland, Notes-PV-mémos.

³⁴ Rapport de l'entretien entre Kœth et Lupin, 11 mai 1928 : FAE, Paneuropa Deutschland, Notes-PV-mémos.

l'opinion publique qu'il qualifie d'*anonymer Diktator*, les décideurs de la *res publica*, à savoir les partis politiques et les gouvernements. Dans sa vision personnelle du corps social, la presse constituait le moyen le plus efficace pour agir sur l'opinion des masses: "L'Etat moderne ressemble à un arbre dont l'opinion publique est le tronc, le Parlement les branches, les gouvernements les fleurs, mais dont les journaux sont les racines"³⁵.

Aussi, la production d'articles dans la presse européenne constitue à la fois l'axe majeur de la propagande paneuropéenne, et la fonction essentielle de la colonne vertébrale du mouvement, le Bureau central de Vienne. A partir d'avril 1927, date de la création du Service des articles, le Bureau de Vienne diffuse des écrits en plusieurs langues dans plus de mille journaux et revues, nationaux et provinciaux, aux Etats-Unis et dans vingt-quatre pays européens. En Allemagne, le mouvement serait en contact avec deux cent soixante-quinze organes de presse rapportant les idées paneuropéennes dans soixante et onze villes du Reich³⁶.

Du rôle prépondérant accordé par Coudenhove à la propagande écrite découle en partie l'organisation des structures militantes. Centre nerveux de la propagande, le Bureau central de Vienne constitue également la tête pensante et l'instance de commandement du mouvement:

[...] en premier lieu, la Centrale de propagande doit être forte pour porter le mouvement, puisqu'elle est le moteur de l'ensemble du mouvement. Tous les autres secrétariats ne viennent qu'en deuxième ligne³⁷.

En réalité, les comités nationaux et locaux de l'Union paneuropéenne, ne sont perçus que comme des relais de la ligne directrice édictée à Vienne; la participation d'élites influentes et charismatiques étant considérée comme un moyen d'optimiser cette

³⁵ Discours intitulé "Europa und die Wahlen", prononcé par Coudenhove à Berlin, le 7 mars 1928 : FAE, Bureau central, Activités Programmes.

³⁶ Note sur la "Correspondance paneuropéenne: service d'information officiel de l'Union paneuropéenne", Vienne, le 25 septembre 1927 : FAE, Paneuropa Deutschland, Notes-PV-mémos.

³⁷ Coudenhove à Heilner, 23 juillet 1928 : FAE, Paneuropa Deutschland, Notes-PV-mémos.

diffusion tout en drainant les fonds nécessaires à l'activité du Bureau.

Selon Coudenhove, le rôle-clef assigné à ce dernier justifiait la répartition inégale des moyens financiers:

L'organisation est principalement assurée par les cotisations des membres, tandis que la propagande est centralisée sous ma direction. Le fonds de propagande qui est jusqu'alors financé par les plus importantes subventions d'environ douze personnalités d'entreprises qui me sont proches, sert ces buts de propagande. Cette centrale de propagande [...], a la charge de diffuser la propagande dans toute l'Europe³⁸.

A partir de 1927, la Paneuropa Förderungsgesellschaft, organisme central de gestion financière ayant élu domicile à Zurich, semble en effet avoir été mis en place sous la direction de l'industriel Robert Bosch³⁹.

La centrale de Vienne devait en outre pouvoir compter sur l'action disciplinée des comités nationaux. Les prétentions démocratiques du groupe de Berlin demeuraient ainsi relativement étrangères au leader de Paneurope, pour lequel l'efficacité du mouvement passait davantage par la motivation et la fidélité des militants que par l'accroissement de leur nombre: "Il faudrait tout d'abord renoncer à l'idée d'une organisation de masses mais pas à l'idée d'un mouvement tourné vers les masses"⁴⁰. En prenant la tête des instances dirigeantes de Vienne, et en assurant sa représentation dans l'ensemble des structures militantes du PUD, Coudenhove se présentait bien comme le général en chef d'une "légion paneuropéenne" dont il n'admettait pas les rébellions.

Coudenhove s'attaqua ainsi au groupe berlinois qui s'était placé en tête du courant réformateur en Allemagne. En mettant en avant un souci de rationalisation, il décréta en juin 1928 l'annexion pure et simple du groupe berlinois aux instances nationales du PUD. Le bulletin *Mitteilungsblatt* fut supprimé, et le Landesverband Berlin renommé Bezirksgruppe Berlin. Son administration fut transférée au secrétariat général du PUD, et un nouveau comité directeur devait être élu selon l'orientation souhaitée par Coudenhove: "A la

³⁸ Coudenhove à Heilner, 23 juillet 1928.

³⁹ Cf. Günther HÖHNE dans "Paneuropa-Union Deutschland, 1926-33", p. 71 dans le vol. III du *Lexikon zur Parteiengeschichte*.

⁴⁰ Procès-verbal de l'Assemblée des délégués du PUD, Berlin, le 18 décembre 1928 : FAE, Paneuropa Deutschland, Notes-PV-mémos.

tête de l'organisation berlinoise doivent entrer des personnalités reconnues dont les noms représentent une protection pour l'organisation"⁴¹.

Coudenhove dut certes subir les conséquences de cette restructuration autoritaire, à savoir les démissions de Bruno Birnbaum, de Joseph Kœth et surtout celle du président du PUD, Paul Lœbe. Le leader de Paneurope n'en réaffirma pas moins sa mainmise sur le mouvement. En novembre, la direction et l'administration du comité berlinois étaient confiées à des personnalités éminentes; le ministre de la Culture, Otto Benecke, le directeur de l'AEG, Georg Deutsch, et un négociant berlinois, Carl Eisel⁴². Le mois suivant, l'Assemblée annuelle des délégués fut l'occasion pour Coudenhove d'accéder à la présidence du Comité allemand de Paneurope et d'intégrer les personnalités économiques qui lui étaient proches au sein du Comité directeur du PUD, notamment Hans Fürstenberg et Richard Heilner.

A la fin de l'année 1928, l'Union paneuropéenne demeurait ainsi plus que jamais, "[...] *ein elitäres, ja fast autoritäres Ein-Mann-Institut*", aux dires même de Rolf Italiaander, fidèle militant paneuropéen⁴³.

C'est paradoxalement dans ce contexte de crise interne des structures militantes, que l'Union paneuropéenne voit s'ouvrir de nouveaux horizons d'actions à travers l'annonce faite par le ministre français des Affaires étrangères, Aristide Briand, de réunir une conférence européenne des gouvernements. A partir de 1929, toute l'action de l'Union paneuropéenne tend vers un seul but; le soutien actif et unanime à l'initiative de son président d'honneur, première étape vers la Paneurope.

⁴¹ Compte rendu de l'entretien entre Coudenhove et les membres du comité directeur du Landesverband Berlin, tenu à Berlin le 26 juin 1928 . FAE, Paneuropa Deutschland, Notes-PV-mémos.

⁴² Note du secrétariat général du PUD concernant les élections du Comité dirigeant du Berliner Bezirksgruppe, le 23 novembre 1928 : FAE, Paneuropa Deutschland, Notes-PV-mémos.

⁴³ Rolf ITALIAANDER, *Richard Niklaus von Coudenhove-Kalergi*, p.133.

Troisième partie

*La saisie du concept paneuropéen
sur la scène diplomatique*

CHAPITRE VII

La frilosité des milieux diplomatiques allemands à l'égard de Paneurope

Paneurope et la *Verständigungspolitik*

Entre 1924 et 1929, la politique extérieure de l'Allemagne demeure étroitement associée à la personnalité de Gustav Stresemann (1878-1929). Né à Berlin, député national-libéral au Reichstag à partir de 1907, il soutient la *Weltpolitik* conduite par Guillaume II avant de créer, au lendemain de la guerre, le Parti populaire allemand (DVP), qui participe à toutes les coalitions gouvernementales entre 1924 et 1930 grâce au soutien de la bourgeoisie d'affaires. En août 1923, la chute du gouvernement Cuno lui permet d'accéder simultanément à la Chancellerie et à la tête de la diplomatie.

Par opposition à la politique de résistance à l'application des traités de paix menée par ses prédécesseurs, Stresemann estime que pour défendre au mieux ses positions révisionnistes, l'Allemagne doit avant tout rompre sa marginalisation sur la scène diplomatique. L'internationalisation du problème des réparations par l'entremise du Plan Dawes, puis l'adhésion de l'Allemagne à la SdN en septembre 1926, marquent les premiers succès de sa politique de conciliation (*Verständigungspolitik*). Le dialogue, rétabli tant avec les Etats-Unis qu'avec la Grande-Bretagne et la France, doit favoriser à terme l'émancipation complète de son pays, en particulier en matière militaire.

A l'Est, l'Allemagne n'avait accepté ni la constitution du corridor de Danzig qui scindait son territoire, ni la perte de la Haute-Silésie, espace éminemment stratégique du point de vue économique. Soucieux de se ménager un allié de poids face à la Pologne,

Stresemann consolidait l'entente germano-russe amorcée à Rapallo, à travers un accord commercial en octobre 1925, puis un pacte de neutralité et de non-agression en avril 1926. Le ministre allemand était par ailleurs sensible au projet d'affirmer l'influence politique et économique de son pays en Europe centrale. "En présence de la balkanisation de l'Europe, la création d'un grand territoire sans barrières douanières me paraît essentielle pour le développement de la production allemande"¹.

Dans l'optique d'un rapprochement avec la France, Stresemann ne semble pas avoir été insensible aux efforts fournis par l'Union paneuropéenne, qui militait en outre pour que l'égalité des droits soit accordée à l'Allemagne. En juin 1925, il note dans son journal personnel:

Monsieur Coudenhove-Kalergi m'a rendu visite aujourd'hui, ses idées de Paneurope font de grands progrès. Quoi que l'on puisse penser de lui, c'est un homme d'un savoir extraordinaire et d'une grande capacité d'action. Je suis convaincu qu'il jouera encore un grand rôle²

Mais les thèses défendues par le leader de Paneurope se prêtaient mal au révisionnisme qui motivait la politique du ministre allemand.

En premier lieu, l'hostilité des milieux genevois à l'idée d'une régionalisation de la Société des Nations amputait sérieusement le crédit de Paneurope auprès des diplomates allemands, soucieux au contraire de retrouver la confiance des milieux internationaux. Si jusqu'en 1926 les mouvements européistes pouvaient constituer des relais privés des revendications allemandes auprès de la SdN, l'intérêt de l'Auswärtiges Amt se reporta alors non sur l'Union paneuropéenne, mais sur la Deutsche Liga für Völkerbund.

Déjà en octobre 1920, l'Auswärtiges Amt avait donné un avis favorable à la demande de la Deutsche Liga für Völkerbund d'une importante subvention, selon le motif qu'il fallait utiliser

¹ *Papiers de Stresemann: six années de politique allemande*, publiés par Henry Bernhard, Paris, Plon, 1932-33, vol. 2, p. 218.

² Extrait du journal personnel de Stresemann, à la date du 11 juin 1925, dans *Papiers de Stresemann*, vol. 2, p. xx.; *Vermächtnis*, vol. 2, p. 307. Coudenhove en fera état dès 1934 (*Europa erwacht!*, p. 93n.)

l'Association pour faire valoir le point de vue allemand vis-à-vis des organisations habilitées, et manifester par ailleurs une profession de foi à l'égard de l'esprit de Genève, précisément parce que l'Allemagne n'appartenait pas encore à la Société des Nations³

En second lieu, les aspects antirévissionnistes — Coudenhove n'était favorable ni à une modification des frontières issues du traité de Versailles ni à l'Anschluß avec l'Autriche — et antisoviétiques du projet paneuropéen entraient en contradiction avec les buts véritables de la *Verständigungspolitik*. D'ailleurs, l'Union paneuropéenne campait sur une position relativement marginale par rapport aux autres mouvements européistes allemands. Le *Verband für europäische Verständigung*, la *Deutsch-Österreichische Arbeitsgemeinschaft* et le *Österreichisch-Volksbund* défendaient l'idée de l'union avec l'Autriche.

Tout en refusant de modifier les principes de Paneurope, Coudenhove entreprit une série de démarches personnelles auprès de l'*Auswärtiges Amt*. D'une manière générale, la volonté de convaincre les personnalités politiques susceptibles, de par leur charisme et leur pouvoir, d'agir sur le cours de l'histoire, semble constituer un des traits marquants de la personnalité de Coudenhove. En témoigne la prestigieuse correspondance qu'il entretient jusqu'à sa mort avec les principales figures politiques du siècle⁴. Plus qu'à l'hostilité de Stresemann, les efforts de Coudenhove se heurtaient à celle de ses conseillers, opposés à toute reconnaissance officielle de Paneurope. Au vu des archives de l'*Auswärtiges Amt*, Walter Lipgens souligne l'opposition du directeur du département 'Société des Nations', Bernhard von Bülow, et du directeur ministériel de Stresemann, Gerhard Köpke, aux tentatives de recrutement effectuées par Coudenhove.

En août 1926, Bülow conseilla par exemple au chancelier Marx de ne pas participer au Congrès paneuropéen de Vienne, et s'opposa à toute subvention du Ministère au mouvement paneuropéen. Lipgens indique par ailleurs qu' "en avril 1927, Coudenhove reçut,

³ Reinhard FROMMELT, *Paneuropa oder Mitteleuropa*, p. 30.

⁴ Une liste des correspondants, exhaustive pour la période 1938-52, a été publiée dans *Pan-Europa (1923) et le mouvement paneuropéen*, pp. 17-33.

alors qu'il pria Stresemann d'assumer la présidence d'honneur d'un Congrès prévu à Bruxelles, un refus poli de Köpke"⁵ Il en conclut que

toutes les impulsions en faveur de l'idée de l'Union européenne ont été froidement repoussées par les autorités compétentes du Ministère [...], sans que les fonctionnaires aient sérieusement examiné l'idée, ni qu'ils aient guère atteint dans l'analyse de celle-ci, le niveau de réflexion de Stresemann"⁶

Les milieux diplomatiques allemands seraient ainsi demeurés relativement étrangers à l'idée d'Europe unie, et plus encore aux thèses relativement radicales défendues par le mouvement paneuropéen, les mouvements européistes n'ayant retenu leur attention que tant qu'ils pouvaient favoriser la diffusion des revendications révisionnistes allemandes.

En outre, la diversité des associations européistes en Allemagne, correspondant à autant de visions de l'Europe à réaliser, constituait un obstacle à la définition d'une position officielle de l'Auswärtiges Amt en matière d'européisme, et hypothéquait par conséquent la crédibilité de ces mouvements. Au cours de l'hiver 1927-28, le rapprochement de plusieurs associations, y compris le Paneuropäische Union Deutschland, sembla pouvoir susciter la reconnaissance officielle tant attendue.

L'échec du Cartel allemand pour le rapprochement européen

Le projet de Deutsches Kartell für europäische Annäherung visait à établir une plus grande homogénéité au sein du courant européiste en Allemagne, en atténuant les rivalités et en coordonnant l'action de ses membres.

Dès le printemps 1926, le secrétaire du Comité allemand pour la coopération européenne, Wilhelm Heile, s'était proposé de mettre un terme à la rivalité qui l'opposait au PUD pour le recrutement des

⁵ Walter LIPGENS, "Europäische Einigungsidee, 1923-30", pp. 67 et sq.

⁶ "Europäische Einigungsidee", p. 71.

membres prestigieux, en opérant la fusion des deux mouvements. Coudenhove, hostile à toute coopération avec une association qui militait pour l'Anschluß, fit échouer le projet. Celui-ci rebondit un an plus tard, dans un contexte plus favorable.

En mars 1927, un Comité français de coopération européenne se constituait sous la direction d'Émile Borel, dans le but de faire pression sur le gouvernement français en faveur de l'unité européenne.

Le Comité français s'estime en mesure d'exercer un contrôle sur les actions gouvernementales françaises dans un sens européiste, et d'imposer à la politique française un programme de conciliation européenne. Les Français souhaitent qu'un pareil organe de pression en faveur de la conciliation européenne s'établisse également en Allemagne⁷

Émile Borel subordonnait ainsi la reconnaissance de la section à sa collaboration avec d'autres associations européistes, particulièrement l'Union paneuropéenne. Pour Heile, il s'agissait dès lors, non seulement de satisfaire aux exigences du comité français, mais d'acquérir, quelques mois après l'adhésion de l'Allemagne à la SdN, une nouvelle crédibilité auprès du Quai d'Orsay, dont dépendait en partie les ressources financières du mouvement⁸

Le projet bénéficia cette fois d'un écho positif auprès du PUD, pour lequel c'était une façon de prolonger en Allemagne l'effort de rapprochement entamé parallèlement par le Comité central dans la perspective du Congrès de Paris. En décembre 1927, Joseph Koeth obtenait l'accord des militants allemands de Paneurope.

Il ne doit y avoir aucune vanité ni aucune concurrence à l'égard des autres organisations. Bien au contraire, nous devons nous

⁷ Compte rendu de la conversation entre Heile, Koeth et Koch-Weser, rapportée par Lupin, [février 1928?], FAE, Paneuropäische Deutschland, Notes-PV-mémos.

⁸ Karl HOLL, "Europapolitik", p. 78.

réjouir de chaque organisation, qui dans le même domaine que nous partage nos objectifs, et lui tendre la main⁹

Le 15 janvier 1928, les négociations débouchaient sur la constitution du Cartel allemand pour le rapprochement européen, réunissant les délégués des comités allemands de l'Union paneuropéenne et ceux de la Fédération pour la Coopération européenne, ainsi que ceux de l'Union douanière européenne et du Kulturbund. L'accord prévoyait que le PUD abandonnerait au Comité d'Heile la propagande auprès des élites, pour se consacrer à celle auprès des masses, par le biais de ses comités locaux.

Le Cartel représentait un traité de non-ingérence entre ces mouvements, plutôt qu'il ne jetait les bases d'une véritable action commune. Ses statuts précisait que "chaque association conserve son entière indépendance dans l'exercice de sa mission et ne porte pas la responsabilité des actes et mesures des autres associations"¹⁰. La propagande menée par Heile dans les jours qui suivirent, afin de faire passer le Cartel comme une émanation des seules conceptions de son mouvement, suscita la colère des autres membres. Dès le 13 mars 1928, Coudenhove annonçait officiellement le retrait du PUD, quelques semaines après celui du Kulturbund. L'échec du Cartel révélait combien était impossible l'intégration des courants européistes en Allemagne, la question de l'Anschluß demeurant la source essentielle de divergences entre Heile et Coudenhove.

Il est parfaitement clair que cette connexion entre le Verband et l'Anschluß d'une part, entre le Verband et Paneurope d'autre part, constitue assurément une grave hypothèque pour l'idée [paneuropéenne] en Europe de l'Ouest. Les voix ennemies se propageront et identifieront le *paneuropéisme* au *pangermanisme*¹¹.

⁹ Discours de Joseph Kœth lors de l'Assemblée des délégués du PUD tenue au Reichstag, 17 décembre 1927: FAE, Paneuropa Deutschland, Notes-PV-mémos.

¹⁰ Compte rendu de la réunion entre les représentants du PUD et du Verband für europäische Verständigung, tenue au Reichstag le 17 janvier 1928: FAE, Paneuropa Deutschland, Notes-PV-mémos.

¹¹ Lettre de Coudenhove à Lupin, Karlsbad, 9 juillet 1927: FAE, Paneuropa Deutschland, Correspondance.

Dans quelle mesure l'intransigeance de Coudenhove pouvait-elle, par réaction, servir son audience auprès des milieux officiels français ?

La progression des idées paneuropéennes au sein du Quai d'Orsay

Le caractère ambitieux et exclusif du projet paneuropéen était incompatible avec les positions nuancées traditionnellement observées par les milieux diplomatiques. Ce radicalisme est d'autant plus paradoxal que Coudenhove-Kalergi présentait Paneurope comme l'idée susceptible d'établir un consensus entre les politiques extérieures divergentes menées en France et en Allemagne.

Le caractère à la fois germanique et antirévissionniste du projet paneuropéen plaçait Coudenhove en porte-à-faux dans le jeu ambigu des rapports diplomatiques franco-allemands, comme l'a souligné Karl Holl. En France, le projet pouvait en effet apparaître comme "un impérialisme pacifique allemand déguisé, tandis qu'il réveillait la crainte inverse en Allemagne, en encourageant les désirs hégémoniques français"¹². A l'inverse des milieux officiels allemands, le Quai d'Orsay prêta néanmoins une oreille attentive au projet paneuropéen.

La nomination d'Aristide Briand à la présidence d'honneur de l'Union paneuropéenne, en mai 1927, joua certainement un rôle déterminant dans la diffusion de l'idée paneuropéenne auprès des instances gouvernementales. Elle traduisait la caution du "pèlerin de la paix" qui, depuis les accords de Locarno, s'était forgé une réputation internationale d'avocat inlassable du rapprochement franco-allemand et de la conciliation européenne.

On l'a dit louvoyant et opportuniste; il ne changera plus d'un iota pendant les dix années de vie politique et de vie tout court qu'il lui reste à vivre. Son domaine ? Les Affaires étrangères. Son théâtre ? Le Palais-Bourbon bien sûr, mais plus souvent Genève, les grandes conférences internationales. Son obsession ? Préserver la paix en Europe¹³.

A la tête du ministère des Affaires étrangères à partir d'avril 1925, Briand constituait pour Coudenhove une source d'information

¹² Karl HOLL, "Europapolitik", p.145.

¹³ Bernard OUDIN, *Aristide Briand: la paix, une idée neuve en Europe*, Paris, Robert Laffont, 1987, p.129.

essentielle sur l'attitude du gouvernement français en matière de conciliation européenne. "Depuis lors, je vois Briand aussi souvent que je suis à Paris"¹⁴. Dans un télégramme adressé à l'Auswärtiges Amt, l'ambassadeur d'Allemagne à Paris, Leopold von Hoesch, évoquait en janvier 1928 la réunion du Comité central de Paneurope, à la suite de laquelle Koch-Weser avait été reçu par le président du Conseil, Raymond Poincaré, pour discuter des relations franco-allemandes. Le lendemain, Koch-Weser et Coudenhove se rendirent au Quai d'Orsay à l'invitation de Briand.

Briand se prononça ardemment en faveur des idées de création d'une communauté européenne, sans aborder les particularités du programme de Paneurope. Il justifia la nécessité d'une solidarité européenne en regard de la puissance outrancière de l'économie américaine, du besoin de paix dans le monde, et des dangers croissants des conflits de classes dans le contexte des entreprises révolutionnaires de l'Union soviétique¹⁵.

Hoesch indiquait également la visite à Paris d'une autre personnalité de l'Union paneuropéenne, l'ancien chancelier Joseph Wirth, qui devait également rencontrer Briand après avoir été reçu par Loucheur. Nous ignorons toutefois si ces entretiens participèrent à l'élan qui fut alors donné, à l'échelle gouvernementale, à la solidarité internationale et au rapprochement franco-allemand.

En septembre 1927, puis en février 1928, l'Assemblée de la SdN et la VI^e Conférence panaméricaine avaient préconisé l'utilisation de méthodes pacifiques dans le règlement des différends internationaux. Ce courant en faveur du renforcement de la paix débouchait, le 27 août 1928, sur la signature à Paris du Pacte Briand-Kellogg de renonciation générale à la guerre par une quinzaine d'Etats. Plus de cinquante nations, dont les membres de la Société des Nations, y adhérèrent ensuite. Cet accord reflétait l'"l'esprit de Locarno", et faisait écho au discours célèbre que Briand avait prononcé en septembre 1926 devant la Société des Nations: "plus de guerre, plus de solutions brutales et sanglantes à nos différends. Certes, ils n'ont pas disparu, mais désormais c'est le juge qui dira le droit [...].

¹⁴ Richard N. von COUDENHOVE-KALERGI, *Europa erwacht !*, p. 103.

¹⁵ Hoesch à l'Auswärtiges Amt, 12 janvier 1928, *ADAP*, B/8, doc. 17.

Arrière les fusils, les mitrailleuses, les canons ! Place à la conciliation, à l'arbitrage, à la paix !"¹⁶.

Le Pacte Briand-Kellogg marquait le retour des Etats-Unis dans l'organisation des relations internationales en Europe, conformément à l'appel lancé par Coudenhove au président Herbert Hoover en mars 1928: "l'Europe a collaboré depuis quatre siècles à l'établissement des Etats-Unis d'Amérique: aujourd'hui, les Etats-Unis d'Amérique ont à leur tour la possibilité de collaborer à la consolidation de l'Europe"¹⁷. Il demeurait en net recul par rapport aux ambitions paneuropéennes. Selon Coudenhove¹⁸, il devait déboucher non seulement sur la signature de traités de paix entre les Etats des différents continents, mais sur l'affirmation de la spécificité européenne, à travers l'engagement de chaque continent de ne pas s'ingérer militairement et politiquement dans les relations européennes, et la mise en place d'une cour d'arbitrage permanente dotée d'une capacité de sanction.

A la suite du Pacte Briand-Kellogg, les idées paneuropéennes progressèrent, grâce à la reprise des pourparlers franco-allemands, compromis depuis les Accords de Locarno par les difficultés financières de la France. Denise Artaud a montré comment les Etats-Unis exercèrent une pression financière sur la France, contre le rapprochement franco-allemand, pendant les négociations de Thoiry entre Briand et Stresemann et lors de la conclusion de l'Entente internationale de l'Acier. "Alors que l'arme financière a été, en particulier en 1925, une initiation au rapprochement franco-allemand, elle devient un frein dès que le rapprochement risque de devenir trop intime et de déboucher sur la création d'un bloc rival et concurrent des Etats-Unis"¹⁹. Parallèlement à cette pression américaine, les tensions entre la France et l'Allemagne étaient

¹⁶ Cité par Gérard BOSSUAT, *Les fondateurs de l'Europe*, Paris, Belin, 1994, p.13.

¹⁷ Lettre de Coudenhove au président Hoover, du 30 mars 1928, citée dans *L'idée européenne dans l'entre-deux-guerres*, pp. 195 et ss.

¹⁸ "Proposition tendant à résoudre le contraste qui existe entre le projet américain et le projet français dans la question du Pacte contre la guerre", établie par Coudenhove, le 29 avril 1928: FAE, Bureau central, Activités.

¹⁹ Denise ARTAUD, "L'impérialisme américain en Europe au lendemain de la première guerre mondiale", *Relations internationales*, no. 8, 1976, p.39.

stimulées par le refus du chef du gouvernement français, Raymond Poincaré, de souscrire à un des objectifs majeurs de la politique révisionniste de Stresemann, l'évacuation anticipée des zones rhénanes encore occupées.

En septembre 1928, lors d'une entrevue à Paris, dans le prolongement du Pacte Briand-Kellogg, les deux hommes parvinrent enfin à un compromis, par lequel Poincaré admettait le principe d'une évacuation anticipée, à condition qu'un plan définitif pour le paiement des réparations soit établi. La préparation de ce plan fut confiée à un comité d'experts, réuni de février à juin 1929.

Si le renforcement de la sécurité collective à l'échelle internationale et la perspective d'un règlement pacifique et définitif des tensions franco-allemandes réalisaient les conditions indispensables à la réalisation de Paneurope, celle-ci demeurerait tributaire de l'initiative politique. Le pas déterminant n'est franchi qu'en novembre, lorsqu'au cours d'une entrevue à Paris, Briand annonce à Coudenhove son intention de convoquer

une conférence paneuropéenne des gouvernements, dans le but de constituer une confédération européenne [...]. Dans l'optique de cette conférence, Briand va agir auprès des gouvernements, l'Union paneuropéenne doit entre-temps tenter d'influencer l'évolution de l'opinion publique²⁰.

Tout en donnant une nouvelle ampleur à son action en faveur de la conciliation en Europe, le ministre français définissait ainsi les nouvelles voies de l'action paneuropéenne, susceptibles d'extraire le mouvement de l'ornière dans laquelle les déchirements internes le maintenaient à la fin de l'année 1928.

²⁰ Procès-verbal de l'Assemblée des délégués du PUD, réunie le 18 décembre 1928, FAE, Paneuropa Deutschland, Notes-PV-mémos.


CHAPITRE VIII

La mobilisation du mouvement paneuropéen dans le contexte du Mémorandum Briand

Aristide Briand fit officiellement part de son désir de réunir une conférence européenne des gouvernements lors de la Xe Assemblée de la Société des Nations, le 5 septembre 1929.

Soulignant son soutien actif à la cause européenne, le ministre des Affaires étrangères affirmait la nécessité pour les gouvernements de se saisir directement des problèmes de la pacification économique et politique en Europe. Les Etats devaient se fixer pour objectif l'organisation solidaire du continent:

je pense qu'entre les peuples qui sont géographiquement groupés, comme les peuples d'Europe, il doit exister une sorte de lien fédéral. Ces peuples doivent avoir, à tout instant la possibilité d'entrer en contact, de discuter de leurs intérêts communs.

Fort des progrès déjà enregistrés dans ce domaine, Briand accordait la priorité au rapprochement économique, présenté comme une première étape vers l'édification d'une organisation plus globale aux contours encore mal définis. "Evidemment l'association agira surtout dans le domaine économique; c'est la nécessité la plus pressante. Je suis sûr aussi qu'au point de vue politique ou au point de vue social, le lien fédéral, sans toucher à la souveraineté d'aucune des nations qui pourraient faire partie d'une telle association, peut être bienfaisant"

¹ Discours du 5 septembre 1929, repris notamment dans *Le Plan Briand d'Union fédérale européenne: documents*, publié par Odile Keller et al., Genève, Fondation Archives Européennes, 1991, pp. 3-4.

En conclusion, le ministre français invitait les délégués présents à faire part de ce projet à leurs gouvernements respectifs, auxquels il devait soumettre un mémorandum détaillé au cours de l'année suivante.

Si elle posait pour la première fois la question européenne à l'échelle gouvernementale, l'initiative française ne procédait pas, en septembre, du coup d'éclat et encore moins de l'effet de surprise. Mesurée et réfléchie, la déclaration de Briand suivait une vaste campagne d'information menée conjointement par le Quai d'Orsay, le mouvement paneuropéen et certaine presse française, dès le début de 1929, auprès des gouvernements et de l'opinion publique, en France et à l'étranger.

La diffusion du projet français

Les bases de cette campagne de propagande furent établies lors du séjour de Coudenhove à Paris en novembre 1928. Briand, rappelons-le, avait alors souhaité informer les gouvernements étrangers par la voie diplomatique, tandis que l'action du mouvement paneuropéen s'orienterait vers l'opinion publique. A la suite de l'entrevue avec Briand, Coudenhove rencontra Jean Sapène, l'administrateur du *Matin*. "Le troisième entretien important que le comte Coudenhove eut à Paris, fut celui avec Sapène, le directeur général du *Matin*, qui a l'intention d'orchestrer une grande propagande en Allemagne et en France"².

Au Quai d'Orsay, c'est le directeur de cabinet de Briand, Alexis Leger (1887-1975), qui constitue le relais entre le ministère et l'Union paneuropéenne. Dans *Europa erwacht !*, Coudenhove souligne le rôle essentiel de Leger dans ses relations avec Briand, et son admiration pour le poète Saint-John Perse. "Son imagination est réfrénée par une discipline intellectuelle, son grand idéalisme par une connaissance exacte des hommes et des choses"³

Nommé directeur adjoint des Affaires politiques et commerciales après la démission de Jacques Seydoux en décembre 1926, Leger s'affirme comme un collaborateur actif de la politique de conciliation entamée à Locarno, puis de l'initiative européiste

² Procès-verbal de l'Assemblée des délégués du PUD, réunie le 18 décembre 1928, FAE, Paneuropa Deutschland, Notes-PV-mémos.

³ Richard N. von COUDENHOVE-KALERGI, *Europa erwacht* □ p. 105.

d'Aristide Briand. C'est d'ailleurs à lui que "s'adressent les différents organismes et mouvements qui se consacrent à la diffusion de l'idée européenne"⁴ Après la sensible détérioration des rapports entre Briand et Berthelot, secrétaire général du Quai d'Orsay et hostile à l'idée des Etats-Unis d'Europe⁵ sa nomination à la direction des Affaires politique et commerciales, en 1929, met en parallèle l'apogée de son influence au Ministère et le tournant de la politique européenne de Briand.

A l'échelle diplomatique, Coudenhove semble avoir joué un rôle non négligeable dans la diffusion de l'initiative Briand auprès du gouvernement allemand. Dès décembre 1928, il priait Koch-Weser de lui arranger une entrevue avec Stresemann, afin d'obtenir la collaboration de l'Auswärtiges Amt dans les négociations menées au Comité économique paneuropéen, et pour l'avertir du projet Briand en faveur d'une confédération européenne⁶ En avril 1929, le sous-secrétaire général de la SdN, le diplomate allemand Dufour-Feronce, rapportait à l'Auswärtiges Amt l'entrevue qu'il avait eue avec le leader de Paneurope. "En ce qui concerne la France, Coudenhove, qui m'a rendu visite ici il y a quelques semaines, m'a dit que Briand avait l'intention de s'occuper de la question de la constitution d'une union douanière européenne [...]"⁷ Ainsi, Coudenhove a joué le rôle d'informateur officieux des milieux diplomatiques allemands, avant même que Briand ne fasse directement part de son projet à Stresemann, lors de leur entrevue privée du début juin 1929, lors de la réunion du Conseil de la SdN à Madrid.

Mais ce n'est qu'à partir de juillet, lorsque le projet français est dévoilé à la presse, que s'opère véritablement la mobilisation du mouvement paneuropéen. Forte de ses comités nationaux qui ont essaimé dans la plupart des pays européens, l'Union paneuro-

⁴ Laurence BADEL, "Itinéraires", pp. 60 et ss.

⁵ "Depuis plusieurs mois, j'ai eu à maintes reprises la sensation que vous ne me faisiez plus confiance comme autrefois. Il me semble que vous croyez que je vous suis moins dévoué, que je ne vous sers plus aussi bien [...]. Mais peut-être ai-je pris des défauts qui rendent ma collaboration non seulement inopérante mais nuisible [...] Si vous ne pensez pas comme moi, je me retirerai dans les conditions que vous me fixerez car je ne pourrais rester dans le tourment où je suis." Philippe Berthelot à Briand, 8 janvier 1928, AMAE, Papiers d'agents, Briand (No. 335), vol. 8.

⁶ Coudenhove à Koch-Weser, 22 décembre 1928, FAE, PUD, Correspondance.

⁷ Dufour-Feronce à Köpke, Genève, 8 avril 1929, ADAP, vol. B/11, pp. 362-64.

peenne entame une vaste campagne de propagande par le biais de la presse, motivée par un soutien unanime à l'idée de la conférence européenne des gouvernements. Quelques jours seulement après que le *Matin* et l'*Echo de Paris* ont dévoilé le projet Briand à l'opinion publique française, le 11 juillet, paraissaient dans les capitales européennes des articles rédigés par des personnalités proches de Paneurope. A Berlin, l'éditorialiste Georg Bernhard se faisait l'avocat du projet dans les colonnes de la *Vossische Zeitung*⁸. A Vienne, une autre personnalité du mouvement paneuropéen, l'éditeur de la *Neue Freie Presse* Ernst Benedikt rendait hommage à l'action de Coudenhove:

La personnalité de M. Briand et l'état actuel des rapports franco-allemands garantissent que cette initiative n'a pas pour dessein de nuire à l'Allemagne. On doit en tout cas féliciter le comte Coudenhove-Kalergi du succès de l'idée qu'il propage et qui a pris corps grâce à l'intervention de M. Briand⁹.

Les services diplomatiques résumant plusieurs articles de Coudenhove diffusés au cours de l'été 1929, en Allemagne dans la *Badische Presse*, la *Vossische Zeitung* et la *Deutsche Allgemeine Zeitung*, en Autriche dans la *Neue Freie Presse* et en France dans le *Matin*. Ses arguments sont intéressants: ils témoignent d'un soutien sans restriction à l'initiative du ministre français. "Il faut que nous apportions à ce grand homme la confiance dont il a besoin pour exécuter son grand dessein. Il serait mesquin et injuste, alors qu'il s'agit d'une volonté grandiose, de chercher des arrières pensées et des intentions connexes car la Paneurope forme le couronnement logique de cette existence si variée"¹⁰. Tout en replaçant ce projet dans le cadre des efforts menés par le mouvement paneuropéen, Coudenhove tend à aplanir les aspects particuliers de l'idée paneuropéenne, de manière à aligner ses positions sur la prudence affichée par Briand. Il se montre particulièrement souple à propos des liens de la Grande-Bretagne avec Paneurope: "Briand veut contribuer de toutes ses forces à

⁸ Rapport de Margerie pour le ministre, 13 juillet 1929, AMAE, Papiers Leger, vol. 13.

⁹ Rapport de Clauzel au ministre, 18 juillet 1929, AMAE, Y, vol. 639.

¹⁰ Richard COUDENHOVE-KALERGI, "Die Organisation Europas", *Vossische Zeitung*, 16 juillet 1929. — Cet article fit l'objet d'un rapport élogieux de la part de l'ambassadeur de France: Margerie à Briand, 17 juillet 1929, AMAE, Papiers Leger, vol. 13.

rattacher l'Angleterre au système paneuropéen. Si cela était irréalisable à cause du Canada, la collaboration la plus étroite avec l'Angleterre n'en resterait pas moins une des données fondamentales du programme paneuropéen". Il épouse également les thèmes de Briand au sujet du nécessaire respect des souverainetés nationales: "[...] le paneuropéanisme sera une communauté volontaire des nations indépendantes, ou ne sera pas"¹¹. L'unité économique et politique des Etats européens, qui constituait la base du projet de l'automne 1923, est replacée dans une perspective vague et lointaine, ultime étape d'une démarche de longue haleine.

La convocation d'une conférence paneuropéenne n'est qu'un début [...]. Seule la collaboration pendant un certain nombre d'années et peut-être de dizaines d'années peut transformer ce premier plan d'une confédération d'Etats européenne en une forte unité politique et économique¹².

Les articles de Coudenhove procèdent d'une démarche didactique visant, particulièrement en Allemagne, à affirmer la compatibilité du projet Briand avec les intérêts nationaux. Il réaffirme certaines positions révisionnistes déjà présentes dans Paneuropa, concernant les questions de la responsabilité de la guerre et de l'égalité des droits, qui constituent alors des facteurs importants du ressentiment de l'opinion allemande à l'égard de la France. Dans son discours du 16 juillet 1929 devant les Chambres, Briand avait défendu de manière analogue la portée patriotique de sa politique de conciliation européenne:

Il est triste que, chez nous, un homme politique ne puisse prendre une initiative sans immédiatement s'entendre suspecter et dénoncer comme incapable de défendre avec intelligence les intérêts de son pays. J'ai entendu bien souvent des reproches de cette nature mais ils ne m'ont pas empêché d'agir [...]. Je considère en effet comme une nécessité d'organiser l'Europe, de

¹¹ Richard COUDENHOVE-KALERGI, "Die Initiative Briands und Deutschland", *Deutsche Allgemeine Zeitung*, 21 juillet 1929: AMAE, Papiers Leger, vol. 1.

¹² Richard COUDENHOVE-KALERGI, "Die paneuropäische Initiative Briands", *Neue Freie Presse*, 15 juillet 1929, texte reproduit par Clauzel dans sa dépêche du 18 juillet: AMAE, Y, vol. 639.

l'organiser non pas contre d'autres pays, mais pour le meilleur aménagement des conditions immédiates de la paix [...]».

Fidèlement rapportées par les diplomates français dans les capitales d'Europe et d'outre-Atlantique, les réactions contrastées des gouvernements et de l'opinion publique face aux articles diffusés dans la presse, ont certainement encouragé Briand à n'adopter qu'une position extrêmement mesurée lors de sa déclaration de septembre. De l'éventail des rapports de presse que nous avons pu consulter, il ressort en effet une hostilité assez générale à l'égard d'une organisation fondée sur l'union politique des Etats. Mieux acceptée, l'idée d'un rapprochement économique suscite néanmoins des réserves en Allemagne. Dans un rapport adressé à Briand, Alexis Leger met en parallèle les échecs de Loucheur lors de la seconde session du Comité consultatif économique au mois de mai, et d'Etienne Clémentel lors du Ve Congrès de la Chambre de commerce internationale du 8 au 13 juillet, dans leurs tentatives d'imposer l'idée des "Etats-Unis d'Europe dans le domaine économique".

[...] il semble que les délégués allemands, entre tous, se soient montrés opposés à l'adoption de résolutions qui auraient risqué, même dans une très faible mesure, de contrarier les rapports du Reich avec les Etats-Unis».

Ce souci de ménager les milieux allemands ne peut être détaché du contexte éminemment symbolique dans lequel Briand choisit d'effectuer sa déclaration officielle. Après l'adoption, à la fin du mois de juillet, du Plan Young restaurant l'autonomie financière de l'Allemagne et rééchelonnant le paiement des réparations jusqu'en 1988, la France a accepté, au terme de la conférence de La Haye du 6 au 31 août, l'évacuation anticipée des zones rhénanes encore occupées, mettant fin au principal foyer de tensions entre Paris et Berlin depuis la guerre mondiale. La pacification et l'organisation du continent européen semblent pouvoir se fonder sur cet axe franco-allemand renforcé.

¹³ Extrait du discours de Briand prononcé devant la Chambre des députés, lors de la deuxième séance du 16 juillet 1929.

¹⁴ Note de Leger pour Briand, 2 août 1929, AMAE, Papiers Leger, vol. 13.

Après la déclaration de Briand devant la SdN, l'action du mouvement paneuropéen tend à se concentrer sur l'Allemagne et les pays d'Europe centrale, à travers une tournée de propagande entreprise par Coudenhove avec l'appui du précurseur français de la politique de conciliation européenne, Edouard Herriot. *Europe*, ouvrage aussitôt publié, témoigne de son attention croissante et réfléchie à la question de l'unité européenne¹⁵. Réaffirmant son soutien aux efforts fournis par Coudenhove-Kalergi et l'Union paneuropéenne, l'ancien président du Conseil n'adhère aux conceptions continentalistes de Paneurope que dans la mesure où elles doivent déboucher sur la stabilisation des relations internationales à l'échelle mondiale. "Pour la Société des Nations, Paneurope est une voie vers l'universalisme. C'est ainsi seulement que les États-Unis trouveront le chemin de Genève"¹⁶.

Herriot se révèle un observateur attentif des progrès réalisés en matière de rapprochement économique. Préconisant la chute des barrières douanières et le développement des cartels entre producteurs, sur lesquels, à l'instar de Loucheur, il réclame un contrôle des États, Herriot s'appuie sur l'exemple des États-Unis pour montrer que l'établissement d'un marché économique libéré et organisé pourrait stimuler le sentiment d'appartenance à l'Europe. "Le sentiment national s'est développé spontanément suivant la prospérité nationale. Il n'a pas été besoin d'un bouleversement constitutionnel à grand fracas; l'unité nationale s'est faite à l'abri du tarif international"¹⁷. C'est pourquoi il affirme l'antériorité de l'unité économique sur l'union politique.

Nous ne croyons pas, pour notre part qu'il y ait intérêt à partir de la notion politique pour retrouver la notion économique. Selon nous c'est l'ordre inverse qui s'impose; c'est l'observation des faits et des lois de l'économie européenne qui doit conduire à des conceptions politiques nouvelles¹⁸.

Au début du mois d'octobre, Herriot entreprend sous l'égide de l'Union paneuropéenne une tournée de conférences à Berlin, Vienne et Prague. Les rapports qu'en font les diplomates français témoignent de son succès. Tandis qu'à Vienne, plus de deux mille personnes se réunissent dans la salle du Konzerthaus où s'était

¹⁵ Edouard HERRIOT, *Europe*, Paris, Rieder, 1930.

¹⁶ *Europe*, p. 43.

¹⁷ *Europe*, p. 237.

¹⁸ *Europe*, p. 224.

déroulé le premier Congrès paneuropéen, à Prague “son discours a été chaleureusement accueilli par le public et la presse en a donné des analyses en les accompagnant de commentaires sympathiques”¹⁹. Dans ses allocutions, Herriot met l’accent sur les aspects économiques de l’unité européenne et sur la nécessité de garantir la souveraineté nationale des Etats, en mettant en exergue les opportunités offertes par l’initiative Briand. Selon le ministre de France à Vienne, Clauzel, Herriot se serait d’ailleurs “très évidemment inspiré des observations formulées par Elle [Briand] devant le comte Coudenhove, touchant la nécessité de ne pas insister sur les difficultés de l’entreprise, mais au contraire de développer tous les arguments d’ordre économique et politique, qui la justifient et doivent permettre de la réaliser”²⁰. Dans le cadre de la publication de son étude sur Beethoven en janvier de l’année suivante, Herriot réitérera, en Suisse cette fois, son soutien au projet Briand et sa fidélité à l’Union paneuropéenne²¹.

Associé dès le début à l’initiative gouvernementale d’Aristide Briand, le mouvement paneuropéen contribue activement, à partir de juillet 1929, à la diffusion du projet auprès de l’opinion publique, particulièrement en Allemagne et en Europe centrale. A la fois résolue et vindicative, sa propagande tend à épouser les visées diplomatiques et consensuelles de Briand, en éludant les aspects particuliers et identitaires de Paneurope.

Cette phase préparatoire s’achève avec la publication du Mémoire sur l’organisation d’un régime d’Union fédérale européenne, au mois de mai 1930. L’analyse de quelques-uns de ses traits dominants permet de déterminer dans quelle mesure il répond aux exigences du projet paneuropéen.

Le Mémoire Briand : une initiative paneuropéenne ?

¹⁹ Rapport de Charles-Roux pour Briand, du 14 octobre 1929, sur la conférence donnée par Edouard Herriot à Prague, le 11 octobre: AMAE, Papiers Leger, vol.3.

²⁰ Rapport de Clauzel pour Briand, du 10 octobre 1929, sur le discours d’Herriot à Vienne, le 8 octobre, AMAE, Y, vol 639.

²¹ Rapport de Poriquet, consul de France à Lausanne, du 16 janvier 1930; rapport de Marcilly, ambassadeur à Berne, du 16 janvier 1930, AMAE, Y, vol 40.

Si l'action de propagande menée par le mouvement paneuropéen oblitéra en partie les caractères propres de l'idée paneuropéenne, ceux-ci furent clairement précisés par le leader de Paneurope en février 1930, dans son "Projet de pacte paneuropéen", dont un exemplaire fut transmis au Ministère français des Affaires étrangères²². Destiné à "servir de base de discussion aux négociations internationales pour la création d'une fédération européenne"²³, il nous éclaire sur les ambitions nourries par Coudenhove à l'égard de l'initiative Briand.

Dans ses principes, la Fédération européenne version 1930 recoupe en partie les thèmes du projet initial de l'automne 1923, à savoir l'égalité des droits pour tous les citoyens et le respect du Pacte de la SdN, la constitution d'un organisme européen étant jugée compatible avec l'article 21²⁴, qui prévoit le développement de groupements régionaux. Coudenhove se révèle par ailleurs plus conciliant, en prétendant "laisser intacte la souveraineté absolue des Etats européens" et en nuancant les aspects continentalistes de la Paneurope. "Sera considéré comme Europe le continent européen ainsi que les îles adjacentes, y compris la Grande-Bretagne, l'Irlande et l'Islande". Le pacte permet en outre "l'adhésion de la Russie et de la Turquie si ces puissances le désirent et si tous les autres Etats fédéraux l'approuvent".

Mais le véritable intérêt du projet réside dans la singulière précision avec laquelle Coudenhove envisage l'institution européenne, à peine esquissée dans *Pan-Europe*. Définie au fil des vingt articles de sa Constitution, elle s'organise autour de quatre organes fédéraux.

Le Conseil fédéral constitue la Chambre haute et l'organe exécutif de la Fédération paneuropéenne. Composé d'un représentant par gouvernement, il est appuyé dans son travail par

²² Lettre de Coudenhove à Briand [sd], accompagnant son "Projet de Pacte européen" du 25 février 1930, FAE, Bureau central, Correspondance, Section française.

²³ Richard de COUDENHOVE-KALERGI, "Projet de Pacte paneuropéen" (Berlin), 25 février 1930, publié notamment dans *La lutte pour l'Europe*, Vienne, Editions paneuropéennes, 1931, pp. 89-103; il est reproduit ici (voir l'Annexe 3).

²⁴ "Les engagements internationaux tels que les traités d'arbitrage et les ententes régionales comme la doctrine Monroe, qui assurent le maintien de la paix, ne sont considérés comme incompatibles avec aucune des dispositions du présent Pacte." Art. 21 du Pacte de la SdN, adopté le 28 avril 1919; cité dans Richard de COUDENHOVE-KALERGI, *Paneurope: questions et réponses*, Vienne, Editions paneuropéennes, 1931, p. 2.

une série de commissions (économique, financière, militaire, juridique...) susceptibles de l'orienter dans ses décisions. Celles-ci ne peuvent être votées qu'à l'unanimité dès qu'elles touchent à la souveraineté des Etats. Ses compétences sont relativement étendues dans la mesure où tout accord économique, politique et militaire entre les Etats européens doit être soumis à son approbation.

L'organe législatif est l'Assemblée fédérale, qui regroupe les délégués des parlements nationaux, leur nombre variant en fonction de la population des Etats. Réunie deux fois par an, elle est chargée de l'élection des représentants de la Chancellerie fédérale et possède un droit d'initiative dans les débats. Ses résolutions sont soumises au vote du Conseil fédéral.

Les compétences juridiques sont dévolues à la Cour fédérale, censée concrétiser le principe de l'arbitrage obligatoire. Amenée à trancher les différends entre les nations européennes, ses jugements sont assortis d'une garantie de sanction. Elle veille par ailleurs au respect de la Constitution.

Enfin la Fédération s'incarne concrètement dans la Chancellerie fédérale. Organisée sur le modèle du secrétariat général de la Société des Nations, celle-ci rassemble un chancelier, un vice-chancelier et un trésorier. Elu pour quatre ans, le chancelier fédéral possède le pouvoir exécutif dans le District fédéral, à savoir un territoire "soumis la souveraineté de la Fédération" mais également "aux lois de l'Etat dans le territoire duquel il est situé". Le chancelier nomme les fonctionnaires de la Fédération. Il préside le Conseil fédéral et l'Assemblée fédérale dont il fixe les dates de réunion.

A cette base confédérative, Coudenhove agrège un certain nombre d'éléments fédératifs. Sur le plan militaire, il impose l'acceptation d'une alliance défensive. Les Etats "s'engagent à considérer toute agression dirigée contre l'un d'eux comme agression dirigée contre leur propre territoire et s'obligent à défendre l'Etat attaqué par tous les moyens politiques, économiques et militaires dont ils disposent". A terme est prévue la constitution d'une armée fédérale. Sur le plan économique, les Etats membres s'interdisent de signer des accords commerciaux fondés sur la clause de la nation la plus favorisée avec des puissances extra-européennes, à moins qu'à terme, les décisions du Conseil fédéral ne soient plus prises à l'unanimité mais à la simple majorité.

Etablie sur le principe du respect des souverainetés nationales, l'union européenne conçue par le leader de Paneurope semble viser

la progressive institution d'une fédération des Etats européens. Le pacte "devra laisser aux membres de la Fédération pleine liberté de restreindre leur propre souveraineté si l'intérêt commun qui est en même temps l'intérêt individuel de chacun des Etats fédérés l'exige".

A partir de septembre 1929, l'initiative Briand focalise l'attention de la scène internationale autour de l'idée européiste. Au-delà de l'Union paneuropéenne, elle offre l'occasion à l'ensemble des mouvements européistes de préciser leur position dans la perspective des négociations gouvernementales qui doivent se tenir à Genève.

C'est notamment le cas de la Fédération des Comités de coopération européenne qui, après avoir renforcé sa collaboration avec les Ligues pour la Société des Nations lors des congrès de Bruxelles et de Madrid, en février et mai 1929²⁵, adressait à ses comités nationaux un questionnaire censé définir les contours géographiques, politiques, économiques et sociaux de l'unité européenne à venir. S'il soulignait la multiplicité des domaines dans lesquels devait se manifester la solidarité européenne, le Comité français s'illustre également en préconisant une démarche mesurée et pragmatique, seule susceptible d'assurer la concrétisation de l'idée européiste: il

"croit devoir se montrer prudent dans sa réponse aux questions qui visent les formes éventuelles que les gouvernements de l'Europe pourraient être amenés à donner, dans l'avenir, à leur collaboration progressive. C'est l'heure non de rêver l'Europe, mais de la réaliser"²⁶.

Pour nombre d'élites engagées au sein de ces mouvements, 1930 marque un tournant dans l'histoire de la cause européiste. La résolution du gouvernement français constitue une étape décisive de cette évolution.

Préparé par les fonctionnaires du Quai d'Orsay puis rédigé par Alexis Leger²⁷, le Mémorandum sur l'organisation d'un régime d'union fédérale européenne est achevé le 1er mai, puis transmis, le 17 mai, aux vingt-six gouvernements européens, à la presse et aux

²⁵ Karl HOLL, "Europapolitik", p. 84.

²⁶ Cité par Edouard HERRIOT dans *Europe*, pp. 54-61.

²⁷ Von Hoesch à l'Auswärtiges Amt, 20 juin 1930, ADAP, B/15, pp. 208-12. — Sur la paternité de Leger, voir les éléments convergents présentés par Laurence BADEL, "Itinéraires", pp. 59-63.

“groupements qui s’intéressent plus particulièrement à l’organisation de la paix”²⁸.

De l’idée paneuropéenne, il retient surtout les caractères généraux. A l’instar de Coudenhove, il préconise l’établissement d’une plus grande solidarité européenne en vertu de “l’unité géographique”, d’une “communauté de civilisation” et surtout de la “responsabilité collective [des Etats] en face du danger qui menace la paix européenne, au point de vue politique aussi bien qu’économique et social [...]”²⁹. Sont également repris les aspects consensuels du projet paneuropéen: l’union européenne respectera les souverainetés nationales et ne sera dirigée contre aucun Etat ou groupes d’Etats. Etablie en accord avec le principe de régionalisation inclus dans le pacte de la SdN, son action s’établira enfin en étroite collaboration avec l’organisation genevoise, son but étant de “préparer et faciliter la coordination des activités proprement européennes de la SdN”.

Le Mémoire rejoint encore le projet paneuropéen dans sa volonté d’envisager l’ensemble des domaines où doit s’amorcer le rapprochement des Etats européens. Des champs d’application sont envisagés. En matière de sécurité d’abord: développement du système d’arbitrage, extension des accords de Locarno à l’ensemble du continent. En économie: poursuite des travaux de la conférence sur la trêve douanière et le développement des cartels de producteurs sous le contrôle des Etats, réalisation de grands travaux à l’échelle continentale, réglementation et amélioration des conditions de circulation en Europe, mise en place d’une politique de crédits en faveur des régions les moins développées. Dans le domaine culturel: développement de la coopération intellectuelle. En politique: multiplication des échanges entre députés européens par le biais de l’Union interparlementaire.

Au-delà de l’idée paneuropéenne, ces champs d’application synthétisent les grandes lignes des projets communs à la plupart des mouvements européens proches des milieux genevois. Ils ne sont

²⁸ Note de Briand aux ambassadeurs des gouvernements membres de la SdN, 14 mai 1930, AMAE, Y, vol. 640.

²⁹ “Memorandum sur l’organisation d’un régime d’Union fédérale européenne”, publié notamment dans les *Œuvres complètes* de Saint-John Perse, Paris, Gallimard, 1972, pp. 83-97, et repris en annexe au volume d’actes *Le Plan Briand d’Union fédérale européenne: perspectives nationales et transnationales, avec documents*, édité par Antoine Fleury, en collaboration avec Lubor Jílek, Berne, Peter Lang, 1998.

pourtant esquissés qu'à titre de suggestion. La nature du lien susceptible de sceller l'union européenne n'apparaît que de manière vague, voire allusive. Il est question tour à tour d'«union morale européenne», de «formule de coopération», d'«organisation fédérative» ou d'«union fédérale»: peu importe, à la limite, car l'enjeu du Mémorandum Briand réside ailleurs.

«Il ne s'agit point, en effet, d'édifier de toutes pièces une construction idéale répondant abstraitement à tous les besoins logiques d'une vaste ébauche de mécanisme fédéral européen, mais en se gardant au contraire de toute anticipation de l'esprit, de s'attacher pratiquement à la réalisation effective d'un premier mode de contact et de solidarité constante entre gouvernements européens [...]».

Le principal objectif et la seule revendication du Mémorandum consistent en la création d'un organe capable d'affirmer de manière permanente et efficiente la spécificité européenne au sein de la SdN. Libre ensuite aux Etats de préciser la nature de cet organe: une conférence européenne rassemblant les représentants des gouvernements européens membres de la SdN ou, mieux encore, un comité politique restreint composé de quelques délégués de cette conférence. Censé définir les statuts de l'union européenne, son organisation, ses pouvoirs comme ses domaines d'action, ce comité permanent apparaît comme la pierre angulaire de l'édifice européen à construire. En appelant le gouvernements à se prononcer sur la constitution d'un tel organisme avant le 15 juillet 1930, le Mémorandum affirme son caractère minimaliste et pragmatique, son acceptation devant constituer une étape décisive vers la mise en œuvre de l'idée européiste.

Dans cette perspective, la proposition française tenait moins d'un programme européiste que d'un sondage d'intentions sur la possibilité d'assurer la transition du cadre universaliste propre à la Société des Nations vers un cadre européiste plus restreint. C'est précisément dans cette volonté d'interpeller les Etats que s'affirme le caractère paneuropéen du Mémorandum, dans la mesure où il prolonge l'action entamée par l'Union paneuropéenne en faveur de la réunion régulière d'une Conférence des gouvernements européens, première étape vers la Paneurope. Dès juillet 1929, Coudenhove avait d'ailleurs mis en exergue le rôle initiateur de la proposition française. «La démarche de M. Briand n'est pas une solution, c'est une question, une question adressée à l'Europe.

L'avenir de notre continent dépend de la réponse de cette dernière"³⁰.

En quelques mois, les termes de la "question" posée par Briand avaient sensiblement évolué. Par opposition au discours de Genève, où le ministre français avait accordé la priorité au rapprochement économique des Etats, le Mémoire invitait les gouvernements à agir en priorité sur le terrain politique.

"Toute possibilité de progrès dans la voie de l'union économique étant rigoureusement déterminée par la question de sécurité et cette question elle-même étant liée à celle du progrès réalisable dans la voie de l'union politique, c'est sur le plan politique que devrait être porté tout d'abord l'effort constructeur tendant à donner à l'Europe sa structure organique".

Pour expliquer un tel revirement, on peut évoquer les difficultés rencontrées par les négociations douanières pendant la rédaction du Mémoire. Lors de la Xe Assemblée de la SdN, en septembre, les deux principaux responsables de sa section économique, le Britannique Arthur Salter et l'Italien Pietro Stoppani, avaient présenté un projet de trêve douanière impliquant le blocage des tarifs européens pour une durée de trois ans, après quoi serait envisagée leur diminution progressive. Censée déboucher à terme sur la mise en place d'un marché économique européen, en réaction contre la domination américaine, l'idée fut débattue lors de la conférence préliminaire des délégués de la Xe Assemblée sur l'œuvre économique de la Société des Nations, le 17 février 1930. Peu avant cette conférence, un article publié dans *Pax* indiquait qu'"en Grande-Bretagne, en Allemagne, en Italie, en Pologne, en France, il n'y avait qu'une voix parmi les groupements économiques pour déclarer l'inopportunité du projet de trêve envisagé"³¹. Dans les faits, les résistances s'organisent; sans doute pèsent-elles dans le retournement de la position française:

La France est en fait elle-même responsable pour une part de l'échec de l'idée de trêve. Celle-ci était soutenue par le Quai d'Orsay et par Daniel Serruys mais combattue par l'ensemble des

³⁰ Cf. Richard COUDENHOVE-KALERGI, "Die paneuropäische Initiative Briands", *Neue Freie Presse*, 15 juillet 1929, texte reproduit par Clauzel dans sa dépêche du 18 juillet, AMAE, Y, vol. 639.

³¹ "Les problèmes économiques devant la Société des Nations" [article non signé], *Pax*, 2, 1^{er} janvier 1930.

milieux protectionnistes qui mirent en avant les intérêts agricoles [...]. Ce raidissement protectionniste soutenu par André Tardieu lui-même pour des raisons de politique intérieure explique largement l'évolution du projet fédéral de Briand vers des voies plus politiques [...].³²

En mettant en avant la dimension contestée et jusqu'alors peu défrichée de l'union politique, Briand adoptait une attitude relativement paradoxale, qui tranchait avec le caractère consensuel du reste du Mémorandum, destiné à susciter l'accord unanime des gouvernements.

Un rendez-vous manqué

Le deuxième Congrès paneuropéen, organisé à Berlin du 17 au 19 mai 1930, parallèlement à la publication du Mémorandum Briand, offrit un premier éventail de réactions à l'égard de la proposition française. A l'invitation de Coudenhove, soulignant "qu'il ne faut certes pas y voir la réalisation d'une confédération paneuropéenne, mais un pas décisif en avant", les participants s'accordèrent pour envoyer un télégramme de soutien au ministre français des Affaires étrangères et entreprendre une action de propagande au sein du mouvement paneuropéen dans l'attente des réponses gouvernementales.

Des discussions entamées, on retiendra d'une part la position prudente du délégué britannique, Leo Amery. Favorable à la création d'une union continentale européenne du point de vue économique, l'ancien ministre rejette l'idée d'une adhésion britannique et celle d'une association politique de type américain. Il convient de relever d'autre part l'adhésion unanime des délégués nationaux, en particulier des Français (Daniel Serruys, Louis Loucheur, Joseph Barthélemy) et des Allemands (Joseph Wirth, Erich Koch-Weser, Robert Bosch, etc.) à la déclaration de l'ancien ministre yougoslave des Affaires étrangères, Momcilo Nincic, qui met en relief la nécessité d'un axe franco-allemand renforcé comme base préalable à toute entente en matière d'unité européenne: "L'essor du mouvement paneuropéen, comme l'essor de l'ensemble de la situation internationale, dépend des relations entre la

³² Eric BUSSIÈRE, "Les aspects économiques du projet Briand: essai de mise en perspective. De l'Europe des producteurs aux tentatives régionales", pp. 75-92 dans *Le Plan Briand d'Union fédérale européenne* (voir la n. 29).

France et l'Allemagne"³³. Le sort du Mémorandum Briand demeurait essentiellement tributaire de la réponse du gouvernement allemand.

L'enterrement du Mémorandum Briand

L'attitude de l'Allemagne ne peut être dissociée des changements qui s'opèrent au sein du gouvernement et de la diplomatie du Reich, entre le discours de Briand devant l'Assemblée de la SdN et la présentation de son Mémorandum³⁴.

A Genève, en septembre 1929, Stresemann s'était montré relativement favorable à l'idée de rapprochement économique des Etats européens défendue par Briand.

Les Etats nouveaux créés par le traité de Versailles n'ont pas été intégrés dans le système économique de l'Europe. Ce ne sont pas seulement les frontières que l'on a multipliées mais les barrières économiques et les difficultés ferroviaires. L'Europe ressemble à un immense commerce de détail. Il faut en finir avec cet état de chose [...]³⁵.

Sa disparition, le 3 octobre 1929, paraît d'autant plus préjudiciable que son successeur, Julius Curtius (1877-1948), ne partage pas ses visées européistes. Ancien ministre de l'Economie et député de la Deutsche Volkspartei au Reichstag, Curtius accorde la priorité non au rapprochement franco-allemand, mais à un axe austro-allemand susceptible de dominer l'Europe centrale, ainsi qu'au renforcement des relations économiques avec l'Union soviétique. Partisan des buts révisionnistes de la *Verständigungspolitik*, il ne possède pas, selon Walter Lipgens, le talent conciliateur de Stresemann. "La position prééminente de l'Allemagne, en équilibre entre l'Est et l'Ouest, que Stresemann

³³ Compte rendu du Congrès paneuropéen de Berlin, 19 mai 1930, 29th, FAE, Paneuropa Deutschland, Correspondance.

³⁴ Voir les exposés de Peter KRÜGER et de Martin VOGT dans *Le Plan Briand d'Union fédérale européenne* (n. 29).

³⁵ Extrait du discours de Stresemann devant la Xe Assemblée de la SdN, le 9 septembre 1929, cité par HERRIOT, Edouard, *Europe*, p. 11. Les Actes officiels de la session proposent une traduction légèrement différentes sur quelques points significatifs: cf. *Le Plan Briand d'Union fédérale européenne: documents*, pp. 3-4.

avait façonnée de manière plus tactique et calculatrice, Curtius allait la cultiver avec verve”³⁶.

A l’égard du Mémorandum Briand, l’attitude de Curtius se rapproche de celle des hauts fonctionnaires de l’Auswärtiges Amt, à commencer par Bernhard von Bülow. Aristocrate, partisan des institutions républicaines, ce dernier avait critiqué l’impuissance dans laquelle était cantonnée la Société des Nations. Dirigeant le ‘Service Europe’ au Ministère, il avait préconisé comme Stresemann la défense du révisionnisme allemand dans le cadre internationaliste genevois. Nommé secrétaire d’Etat en 1930, Bülow semble avoir joué un rôle prépondérant dans la préparation de la réponse allemande au Mémorandum. Dès août 1929, il conseillait au chancelier de décliner la proposition française à venir, arguant de la nécessité pour l’Allemagne de ne pas compromettre ses relations avec les Etats-Unis, et de ne pas satisfaire les ambitions hégémoniques françaises. Briand, pensait-il, “cherche une construction dans laquelle la suprématie en Europe revienne automatiquement à la toute-puissante France. Cela signifie pour nous de nouvelles entraves, pour lui de nouvelles garanties”³⁷.

La préparation de la réponse au Mémorandum Briand s’inscrit de surcroît dans un contexte intérieur particulièrement tendu. En mars 1930, la démission forcée du chancelier socialiste Hermann Müller, imposée par le président Hindenburg, consacre la fin de la coalition de centre droit au pouvoir depuis 1925. Son remplacement par un gouvernement de minorité dirigé par le chef du groupe parlementaire du Zentrum, Heinrich Brüning, en vertu de l’article 48 de la Constitution, entérine la fin du régime parlementaire de la République de Weimar. Bien que modéré, Brüning doit composer avec la pression croissante des milieux nationalistes de la Deutschnationale Volkspartei, hostiles au rapprochement franco-allemand et à l’adoption du Plan Young.

En juin 1930, l’ambassadeur d’Allemagne à Paris, Leopold von Hoesch, s’emploie à soutenir l’initiative française auprès de l’Auswärtiges Amt.

Nous ne devons pas oublier que ce projet européen concentre le meilleur de l’esprit français de l’après-guerre [...]. Au demeurant notre réponse pourrait comprendre dans ces conditions, une approbation chaleureuse à l’initiative Briand, et une déclaration

³⁶ Walter LIPGENS, “Europäische Einigungsidee”, p. 84.

³⁷ Note de von Bülow, Berlin, le 7 août 1929, *ADAP*, vol. B/12, pp. 332-37.

sans détour, de l'engagement de l'Allemagne en faveur d'une coopération active et loyale³⁸.

Au moment où Hoesch rédigeait cette note, les motivations comme les formes du refus allemand étaient déjà clairement définies. Il s'agissait de rejeter un plan susceptible de favoriser les intérêts français, de compromettre les relations du Reich avec les grandes puissances – Angleterre, Etats-Unis, Russie soviétique – et d'instaurer en Europe un *statu quo* rendant impossible la révision des frontières orientales du Reich³⁹. Afin de garantir le crédit international nécessaire à l'Allemagne pour poursuivre sa politique révisionniste, le refus devrait être exprimé de manière implicite, en interprétant par exemple le Mémorandum comme un plan de réforme de la SdN, concernant non seulement les gouvernements européens, mais l'ensemble des nations membres⁴⁰.

Adressée au gouvernement français le 11 juillet 1930, la réponse allemande devait, selon le mot de Curtius, constituer “pour l'action de Briand un enterrement de première classe !”⁴¹. Tout en affirmant son soutien à l'initiative Briand et la volonté de l'Allemagne de collaborer au relèvement de l'Europe, notamment dans le domaine économique, elle s'opposa à l'idée d'une union continentale, comme à celle d'une régionalisation de l'organisation genevoise. Elle subordonnait en outre tout progrès en matière de solidarité européenne à l'acceptation du principe de l'égalité des droits pour toutes les nations, y compris en matière de sécurité: l'allusion à la question du réarmement allemand fut ici manifeste. Enfin, l'Allemagne souhaitait que la conférence prévue en septembre à Genève se déroule en présence des membres extra-européens de la SdN⁴².

Les Etats petits et moyens se montrèrent globalement favorables à une entente européenne, à l'exception de la Hongrie et de l'Irlande. En revanche la Grande-Bretagne campa sur ses positions traditionnelles en refusant de s'attacher à une organisation

³⁸ Von Hoesch à l'Auswärtiges Amt, 20 juin 1930, *ADAP*, vol. B/15, pp. 208-12.

³⁹ Note du secrétaire d'Etat von Schubert, le 28 mai 1930, *ADAP*, vol. B/15, pp. 119-21.

⁴⁰ Völkers, consul général d'Allemagne à Genève, à l'Auswärtiges Amt, le 23 mai 1930, *ADAP*, vol. B/15, pp. 103-06.

⁴¹ Cité par Walter LIPGENS, “Europäische Einigungsidee”, p. 341.

⁴² Réponse du gouvernement allemand, du 11 juillet 1930, reprise notamment par Boris Mirkine-Guetzévitch et Georges Scelle dans *L'union européenne*, Paris, Delagrave, 1931, no. 22, pp. 104-09.

continentale. La frilosité des grandes puissances à l'égard de la proposition française domina les débats et les conclusions de la conférence européenne, organisée à Genève à partir du 9 septembre. On se borna à mettre sur pied une Commission d'étude sur l'Union européenne, dirigée par le secrétaire général de la SdN, sir Eric Drummond. Entièrement intégrée à la Société des Nations, son action s'orienta non pas sur la préparation d'une union fédérale européenne, mais sur les problèmes économiques posés en Europe par la propagation de la crise. Impuissante à y porter remède, elle ne fut plus réunie après 1932. Ainsi avorta la seule grande tentative de l'entre-deux-guerres entreprise en vue d'élaborer, sur une base franco-allemande, une organisation continentale européenne.

Une défaite du paneuropéisme

La création d'un organe permanent, manifestant et stimulant l'affirmation de la spécificité européenne au sein de la Société des Nations, constituait un élément déterminant du projet paneuropéen, et le principal motif du soutien apporté par Coudenhove à l'initiative Briand. Le refus des gouvernements européens, en particulier de l'Allemagne, de souscrire à ce projet et à ses principes, montrait les limites de l'action paneuropéenne, et bloquait toute possibilité d'évolution vers une Paneurope. *A posteriori*, Coudenhove ne dissimula d'ailleurs pas sa déception. "En théorie Briand est vainqueur, mais dans la pratique c'est l'Angleterre. Cette union intime avec la Société des Nations empêche la création d'institutions particulières [...]. La coalition Londres-Genève se révèle plus forte que Paris"⁴⁴. A la fin des années trente, son constat se fera plus sévère encore. "Et le tout accoucha non point d'une fédération européenne, comme la concevait Briand, mais d'un comité d'études encadré par la SdN: parler impuissant et sans initiative"⁴⁵.

De manière plus insidieuse, l'Union paneuropéenne pâtit également des conditions dans lesquelles l'opinion se saisit du concept de Paneurope. Entre 1929 et 1931, la presse comme les gouvernements tendirent à associer indistinctement l'initiative Briand et l'idée paneuropéenne.

Cette assimilation n'avait pas que des inconvénients. Le ministre de France à Vienne rapporte ainsi les éloges de la presse

⁴³ Richard COUDENHOVE-KALERGI, *Europa erwacht*⁴⁴ p. 141.

⁴⁴ Richard COUDENHOVE-KALERGI, *L'Europe unie*, Glaris, Editions paneuropéennes, 1939, p.⁴⁵5.

autrichienne à l'égard d'une "organisation paneuropéenne dont l'idée jouit d'une grande popularité à Vienne, siège de Paneuropa, du comte Coudenhove-Kalergi [...]"⁴⁵. En revanche, dans les pays hostiles à l'idée paneuropéenne, la confusion compromettait la bonne réception du projet français. Un article extrait de la presse de Moscou justifiait son rejet de l'initiative Briand de la manière suivante: "Nous jugeons pleinement insuffisant de constater le caractère antisoviétique de l'entreprise paneuropéenne et de nous préparer à repousser toutes tentatives quelles qu'elles soient, qui seraient faite pour réaliser cette entreprise en ce qui concerne l'URSS"⁴⁶. En janvier 1930, le leader de l'Initiative scandinave⁴⁷, le médecin danois Christian Heerfordt, pria Briand de ne plus cautionner le projet paneuropéen et de se soustraire à l'influence délétère de Coudenhove et de Loucheur⁴⁸. Plus globalement, cet amalgame s'est avéré doublement néfaste.

Il tendait à imputer au projet français les aspects continentalistes et fédératifs du concept paneuropéen, alors que Briand y était profondément opposé. A plusieurs reprises Coudenhove manifesta le souci d'établir une nette distinction entre le mouvement paneuropéen et l'action engagée par le gouvernement français: "mis à part le fait que Briand assume depuis deux ans *ad persona* la présidence d'honneur de l'Union, il n'existe entre l'Union et le gouvernement français aucune sorte de relations matérielles ou morales [...]"⁴⁹. Au Congrès paneuropéen de Berlin, Coudenhove consacra une large partie de son discours à réaffirmer la volonté de l'Union paneuropéenne de ne pas intervenir dans les relations

⁴⁵ Note de De Clauzel pour le ministre, 16 septembre 1929, AMAE, Y, vol. 639.

⁴⁶ Rapport de Jean Herbette, ambassadeur de France à Moscou, pour le ministre, 13 septembre 1929, AMAE, Y, vol. 639.

⁴⁷ "L'Initiative scandinave", fondée à Copenhague en 1924 par le médecin danois Christian Heerfordt, rejetait le continentalisme de Paneuropa. Concurrent de l'UPE, le mouvement établit des contacts avec Briand et Herriot mais, ne pouvant développer des structures militantes, demeura en marge des mouvements européistes. En plus des Papiers d'Alexis Leger qui servit d'intermédiaire entre Heerfordt et Briand, voir Jean-Luc CHABOT, *L'idée d'Europe unie*, pp. 85 et ss.

⁴⁸ Note de Leger, chef de cabinet de Briand, 29 janvier 1930, AMAE, Y, vol. 640.

⁴⁹ Déclaration de Coudenhove, [sd; septembre-octobre 1929], FAE, Bureau central, Activités.

gouvernementales, et de se cantonner dans une action de propagande auprès de l'opinion publique.

Les mêmes causes entraînant les mêmes effets, cette confusion constitua un obstacle important à la saisie exacte du concept paneuropéen. Dans de nombreux rapports de presse, Paneurope est employé comme terme générique, plus ou moins synonyme d'unité européenne, au prix d'étonnants contresens. En juillet 1929, le chroniqueur d'un journal polonais expliquait son hostilité à l'idée d'un marché européen fondé sur le libre-échange en arguant du fait que "la Paneurope ne peut être réalisée qu'avec des institutions socialistes réglant la production et la consommation"⁵⁰. En Belgique, la *Gazette de Bruxelles*, journal nationaliste et germanophobe, péchait au contraire par excès, en accusant le leader de Paneurope de défendre les buts révisionnistes de l'Allemagne, y compris l'Anschluß⁵¹. A l'inverse, pour von Bülow, Paneurope demeurait l'instrument de l'impérialisme français:

"La France s'engagera toujours en faveur de la solution paneuropéenne, dans son désir d'établir son hégémonie ou de trouver des soutiens contre les Etats-Unis ou la Russie, ou encore dans le seul but de préserver les traités de paix de Paris"⁵².

C'est donc paradoxalement au moment où l'initiative Briand porte l'Union paneuropéenne au paroxysme de son audience à l'échelle internationale, que se profile la menace d'une dilution, voire d'un détournement du concept paneuropéen, frappé de polysémie. Conscient du danger, Coudenhove s'attacha à préciser une nouvelle fois les termes exacts de son projet dans un opuscule pédagogique publié en 1931, *Paneurope. Questions et réponses*. Récapitulant les aspects de Paneurope au fil des lettres de l'alphabet, il écrivit en guise de justification que "le mot Paneurope partage le sort de toutes les formules: il est beaucoup employé et peu compris"⁵³.

⁵⁰ Rapport de Martin, consul de France à Lwów, pour le ministre, 23 juillet 1929, AMAE, Y, vol. 639.

⁵¹ Rapport de Maurice Herbette, ambassadeur de France en Belgique, pour le ministre, le 27 août 1929, AMAE, Y, vol. 639.

⁵² Cf. Note de von Bülow, Berlin, le 7 août 1929, ADAP, vol. B/12, pp. 332-37.

⁵³ Richard COUDENHOVE-KALERGI, *Paneurope: questions et réponses*, p. 1.

En définitive, la saisie du concept paneuropéen ne se fit pas de manière univoque à l'occasion du Plan Briand. On peut distinguer trois niveaux de lecture.

Le premier est formulé par Coudenhove dans son "Projet de pacte paneuropéen" et vise à définir de manière exhaustive les données de l'idée paneuropéenne; nous le qualifierons de maximaliste. Le second est réalisé par Aristide Briand à travers son Mémoire. Régi par les contingences de l'action diplomatique, il ne retient que les principes consensuels du projet paneuropéen, répondant ainsi à une démarche minimaliste. La campagne de presse orchestrée par le mouvement paneuropéen participe également de ce deuxième niveau de lecture. Enfin, la pluralité de sens assignée au terme Paneurope par les gouvernements et l'opinion publique, en fonction de leurs intérêts particuliers, constitue un troisième mode d'appréhension du concept paneuropéen, que nous qualifierons de dénaturé.

CHAPITRE IX

Régression et réorientation de l'action paneuropéenne

A partir de 1930, l'extension à l'Europe de la crise économique américaine et la dégradation du climat social et politique en Allemagne favorisent la résurgence des politiques nationalistes sur le continent. En dépit des efforts de l'Union paneuropéenne pour préserver l'axe franco-allemand, la rupture de ce dernier en 1932 constitue un sérieux revers pour le mouvement, forcé de définir de nouvelles perspectives d'action lors du Congrès paneuropéen de Bâle.

Le recul des positions paneuropéennes

Le durcissement des relations franco-allemandes.

Moins d'une année après le krach boursier d'octobre 1929, l'Allemagne subit de plein fouet les contrecoups de la crise économique mondiale. Entre 1928 et la fin de 1930, le nombre des chômeurs passe de 600'000 à 3,7 millions, pour franchir la barre des six millions en décembre 1931¹. Au printemps 1931, le repli des capitaux américains mettra les principales banques allemandes en situation de faillite, entraînant rapidement une désorganisation complète de l'appareil économique du Reich. Symptômes économiques et sociaux se conjuguent pour éroder une République de Weimar déjà fragilisée par la forte progression des courants

¹ Ces chiffres sont cités par Serge BERSTEIN, Pierre MILZA, *Histoire de la France au XXe siècle*. T. 1: 1900-30, Bruxelles, Editions Complexe, 1990, p. 124.

antirépublicains, Parti communiste et Parti national-socialiste, aux élections législatives de septembre 1930.

Obligé de composer, le gouvernement Brüning accentue les dimensions nationalistes de sa politique, tant pour sortir l'Allemagne du marasme économique que pour tenter de sauver les institutions républicaines et parlementaires, en partie occultées par le régime d'exception mis en place pendant l'été 1930. En matière de politique extérieure, le révisionnisme allemand se débarrasse du masque diplomatique que lui avait appliqué Stresemann, pour se faire explicite et vindicatif.

Le 26 mars 1931, le ministre des Affaires étrangères Curtius réalisait un premier coup d'éclat, en annonçant officiellement la signature, avec le chancelier Schober, d'un pacte d'union douanière austro-allemand². Prévoyant l'unification des tarifs et de la législation douanière, ce "projet sur l'assimilation des conditions douanières et politico-commerciales entre l'Allemagne et l'Autriche" consacrait à terme l'union économique des deux nations. Selon Schober, ce rapprochement représentait une première étape vers l'union douanière du continent. Aux yeux de l'opinion internationale, il ne constituait que les prémices d'un *Anschluß* politique, et faisait ressurgir le spectre d'une *Mitteleuropa* sous domination germanique.

Conçu au moment où les dernières troupes françaises quittaient la Rhénanie, conformément aux délais prévus lors de la conférence de La Haye, le projet austro-allemand suscita une vive hostilité de l'opinion et du gouvernement français, et représenta un cinglant désaveu de la politique conciliatrice privilégiée par Briand. Lors de la III^e session de la Commission d'études pour l'Union européenne (CEUE), la France s'associa à la Grande-Bretagne, à l'Italie et aux pays de la Petite-Entente pour dénoncer l'incompatibilité du projet avec les traités de paix et les Protocoles d'octobre 1922, qui proscrivaient toute forme d'*Anschluß*.

Au cours de l'été, la multiplication des faillites bancaires obligea le gouvernement autrichien à céder à la pression financière française. Le projet fut retiré dès la quatrième session de la CEUE du 3 au 5 septembre, quelques jours avant sa condamnation officielle par la Cour permanente de justice internationale de La Haye.

² Jean-Baptiste DUROSELLE, *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, Paris, Dalloz, 11^e éd., 1990, pp. 143 et sqq.

Le gouvernement français n'entendait pas laisser les mains libres à l'Allemagne. A la fin du mois de septembre, une délégation composée du président du Conseil Pierre Laval, de Briand, Berthelot et Leger, se rendit à Berlin pour défendre le projet d'une Commission économique franco-allemande. Celui-ci prévoyait le développement des relations commerciales entre les deux pays sur la base du traité d'août 1927, la création de sociétés mixtes dans les secteurs-clefs de l'industrie (métallurgie, charbon, chimie, textile et électricité), l'amorce d'une politique de grands travaux en Europe centrale et dans les colonies, et la réalisation d'ententes entre les compagnies de transport françaises et allemandes³

La proposition française reçut la bénédiction du chancelier Brüning: "Une collaboration franco-allemande est indispensable si l'ordre économique de l'Europe et du monde doit échapper à la ruine qui le menace". Le 28 septembre, les gouvernements s'accordèrent sur la constitution d'une commission composée de hauts fonctionnaires, d'industriels et de financiers, chargée de "procéder à l'examen de tous les problèmes économiques intéressant les deux nations"⁴ En dépit des bonnes intentions affichées, aucune réalisation concrète ne vit le jour.

En mars 1932, Tardieu inaugurerait la formation de son troisième gouvernement en proposant la création d'une Entente danubienne. Fondée sur une union douanière entre l'Autriche et la Petite-Entente, elle devait favoriser la restauration d'un marché centre-européen hors de la sphère d'influence allemande. L'échec de ce projet à la conférence de Londres en avril, face à la réserve britannique et à l'hostilité germano-italienne, consacrait l'incapacité de la France à peser sur l'évolution des buts économiques et politiques allemands.

Avec l'annulation du paiement des réparations par la conférence de Lausanne, en juillet, puis la reconnaissance de l'égalité des droits en décembre, l'Allemagne réalisait les buts de la politique de révision des traités de paix entamée huit ans auparavant par Stresemann, et se soustrayait à la tutelle française. La publication en France des 'papiers' de l'homme d'Etat disparu, dont sa célèbre lettre au Kronprinz du 7 septembre 1925, entérinait de manière symbolique et dérisoire à la fois, quelques mois après le décès du

³ "Constitution et Programme d'une commission économique franco-allemande", [septembre 1931], AMAE, Papiers Leger, vol. 6.

⁴ Compte rendu d'André François-Poncet, nouvel ambassadeur de France à Berlin, adressé à Aristide Briand, le 5 octobre 1931, AMAE, Papiers Leger, vol. 6.

“pèlerin de la paix”, l’extinction de l’esprit de Locarno et la rupture de l’axe franco-allemand.

Etroitement dépendante des relations entre Paris et Berlin, l’Union paneuropéenne devait durement ressentir le poids de leur détérioration.

La radicalisation des positions paneuropéennes

Les années 1931-32 se caractérisent par une sensible modification de l’attitude du mouvement paneuropéen à l’égard des politiques gouvernementales. Après l’échec du Mémorandum Briand, le mouvement opère un revirement en faveur des objectifs révisionnistes soutenus par Curtius.

Ce changement se fit jour de manière éclatante dans le contexte du projet douanier austro-allemand. Alors que l’Union paneuropéenne était jusqu’alors profondément détachée des thèses annexionnistes défendues par la majorité des mouvements européens allemands, Coudenhove s’affirma résolument en faveur du rapprochement économique entre l’Allemagne et l’Autriche. Dans un article publié dans *Paneuropa* en mai 1931, il interpréta le projet comme une première étape vers l’union douanière des Etats européens, et écarta la menace d’une évolution politique. “Celui qui voit dans l’union douanière un pas vers l’Anschluß politique se trompe: il est bien plus vraisemblable qu’à travers cet événement, la question d’Autriche trouve sa solution définitive, et que s’achève le mouvement en faveur de l’Anschluß”. Coudenhove épousait ainsi les arguments avancés par le chancelier Schober, auquel il apportait le soutien du mouvement. “Au-dessus de l’union douanière austro-allemande flotte le drapeau paneuropéen !”⁵

Parallèlement, le leader de Paneurope définissait un programme global de révision des traités de paix. Dans une lettre adressée au chancelier Brüning⁶ puis dans *La lutte pour l’Europe*⁷ il précisa les termes d’une modification des frontières orientales du Reich. Le corridor de Danzig serait séparé en deux zones distinctes. La partie orientale, dont la ville de Danzig, reviendrait à l’Allemagne, reliée au reste du Reich par un axe ferroviaire. La Pologne obtiendrait quant à elle la partie occidentale, ainsi qu’un port libre dans la ville

⁵ Richard COUDENHOVE-KALERGI, “Deutsch-Österreichische Zollunion”, *Paneuropa*, 7 (mai 1931), pp. 98-114.

⁶ Lettre de Coudenhove à Brüning du 27 mars 1931, *ADAP*, vol. B/17, p. 155, n.1.

⁷ COUDENHOVE, *La lutte pour l’Europe*, pp. 75 et sqq.

hanséatique. La liquidation du contentieux germano-polonais, réalisée sous le contrôle de la Société des Nations, serait en outre scellée par un un “traité d’amitié” (respect des minorités, neutralité réciproque, coopération économique), auquel la France s’associerait. Au printemps 1932, pendant la période de préparation de la conférence de Lausanne sur les réparations, Coudenhove appela à l’annulation des dettes de guerre, suspendues à titre provisoire par le moratoire Hoover, et à la suppression des réparations allemandes⁸ L’Allemagne devrait de surcroît recevoir “un ou deux mandats coloniaux” détenus par la SdN.

Selon Coudenhove, ces concessions faites au nationalisme allemand se justifiaient largement: il fallait, d’une part, assurer coûte que coûte la pérennité des relations franco-allemandes et le maintien du Reich au sein de la SdN et, d’autre part, soutenir le gouvernement Brüning, ultime rempart contre la montée du nazisme. Ce faisant, l’Union paneuropéenne hypothéquait lourdement son crédit vis-à-vis d’une opinion publique française très sensible à la menace d’un réarmement allemand, et hostile à toute dégradation de l’équilibre continental mis en place par les traités de paix. En mars 1931, Edouard Herriot avait manifesté, dans les colonnes de *L’Europe nouvelle*, son hostilité à l’égard du projet austro-allemand: “On nous prend pour des ânes si l’on nous croit capables d’oublier que l’unification politique de l’Allemagne a été réalisée par la voie de l’unification douanière”⁹ Devenu président du Conseil et ministre des Affaires étrangères en juin 1932, il avait néanmoins accepté la présidence d’honneur du Comité français de Paneurope¹⁰. Réitérant la maladresse qui lui avait déjà valu des frictions avec Lœbe, Delaisi et Loucheur, Coudenhove se plaignit publiquement, en septembre, du refus du ministre français d’accorder l’égalité des droits à l’Allemagne¹¹. Quelques jours plus tard, Herriot affirmait renoncer à une éventuelle participation au Congrès paneuropéen de Bâle et se

⁸ “Memorandum an die deutsche Reichsregierung über die Revision des Versailles Vertrages”, rédigé par Coudenhove, février 1932 ; “Mémorandum sur la crise européenne et la possibilité de la surmonter”, [sd ; mars/mai 1932], FAE, Bureau central, Activités programmes.

⁹ Jean-Baptiste DUROSELLE, *Histoire diplomatique*, pp. 143 et sqq.

¹⁰ Lettre de Coudenhove à Herriot, le 13 juillet 1932 : FAE, Bureau central, Correspondance, Section française.

¹¹ Lettre de Coudenhove à Herriot, 19 septembre 1932 : FAE, Bureau central, Correspondance, Section française,.

désengageait de l'action paneuropéenne¹². Après les décès de Loucheur puis de Briand, la défection d'Herriot, en cet automne 1932, privait le mouvement du dernier grand promoteur français de l'idée paneuropéenne durant les années vingt. Ce recul du mouvement en France fut-il compensé par un renforcement de ses positions en Allemagne ?

En réalité, la volonté affichée par Coudenhove de sauver à tout prix l'axe franco-allemand n'oblitérait pas tous les paradoxes du revirement effectué dans l'orbite des milieux diplomatiques allemands. Tout en adoptant une attitude révisionniste, le leader de Paneurope amplifia les aspects antisoviétiques qui avaient suscité l'hostilité de l'Auswärtiges Amt dans les années vingt.

“L'Européen doit compter avant tout avec cette haine élémentaire de la Russie contre les formes d'existence européennes [...]. En ce sens, la politique extérieure allemande est désastreuse pour l'Europe. L'Allemagne part de cette illusion qu'elle a pour mission de jeter le pont entre l'Occident et les Soviets [...]. Rien de plus dangereux donc, que d'accueillir l'ennemi mortel dans la communauté européenne”¹³.

Pas plus qu'à l'époque de Stresemann, les fonctionnaires de l'Auswärtiges Amt n'accordèrent de crédit aux démarches effectuées par Coudenhove. En avril 1931, le secrétaire d'Etat von Bülow déclarait dans une note adressée à la Chancellerie que “les conversations de politique extérieure du comte Coudenhove-Kalergi telles qu'il les rapporte au chancelier, sont fâcheuses pour la politique allemande”¹⁴.

Sans accroître l'audience de Paneurope auprès de l'Auswärtiges Amt, l'attitude radicale de Coudenhove semble avoir compromis la position du mouvement en Allemagne. Au cours du premier semestre 1931, les industriels allemands refusent de participer à une réunion du Comité économique paneuropéen. La détérioration des relations franco-allemandes motive en grande partie ce refus. Dans une lettre adressée à Coudenhove, le nouveau président de la

¹² Lettre de Herriot à Coudenhove, 22 septembre 1932 : FAE, Bureau central, Correspondance, Section française.

¹³ Richard N. COUDENHOVE-KALERGI., *La lutte pour l'Europe*, pp. 18-21.

¹⁴ Von Bülow au secrétaire d'Etat à la Chancellerie du Reich, Berlin, le 10 avril 1931 : *ADAP*, vol. B/17, pp. 165-66.

Chambre de commerce internationale, Clemens Lammers, indique que

“le comportement de la France à l’égard de l’union douanière austro-allemande nous éloigne durablement de l’idée d’une économie européenne. Je retrouve chez presque tous les pays neutres, une défense instinctive à l’égard des manifestations despotiques de la France, qui représente en réalité le plus sévère obstacle à la guérison de l’Europe”¹⁵.

Les mêmes arguments sont repris quelques mois plus tard par d’autres membres prestigieux du Comité économique, comme les dirigeants du Reichsverband der deutschen Industrie, Abraham Frowein et Ludwig Kastl, ainsi que Robert Bosch et Richard Heilner, pour décliner l’idée d’une conférence industrielle à Paris sous l’égide de Paneurope¹⁶.

Ce qui semble entériner la fin du Comité économique paneuropéen ne peut être dissocié d’un climat international globalement défavorable à la poursuite des négociations économiques orientées vers la création d’un marché européen. Parallèlement à la dégradation des relations entre Paris et Berlin, qui rejaillit sur les pourparlers menés par les industriels, la situation monétaire internationale ne cesse de s’aggraver, dans le sillage de la dévaluation de la livre sterling, en septembre 1931: les projets d’unions douanières élaborés dans le cadre de la SdN en subissent les contrecoups¹⁷. En ce sens, le sort du Comité économique paneuropéen reflète l’évolution d’ensemble: toute perspective d’Etats-Unis d’Europe s’en trouve asphyxiée par la résurgence des nationalismes économiques et politiques.

La prise de conscience d’une nécessité économique à l’intégration européenne est parallèle à celle d’une nécessité politique [...], le contexte politique joue le rôle de condition permissive à l’intégration économique. La dégradation du climat politique dans les années trente est pour sa part également responsable de l’échec du projet¹⁸.

¹⁵ Lettre de Clemens Lammers à Coudenhove, Genève, le 18 mai 1931 : FAE, Paneuropa Deutschland, Correspondance.

¹⁶ Lettre de Heilner à Coudenhove, le 2 juillet 1931 : FAE, Paneuropa Deutschland, Correspondance.

¹⁷ Eric BUSSIERE, “Les aspects économiques”, pp. 85 et sqq.

¹⁸ Eric BUSSIERE, *La France, la Belgique*, p. 342.

Certaines des personnalités qui se désengagent du Comité économique paneuropéen en 1931, tel Clemens Lammers, continuent néanmoins d'assister aux réunions du Comité franco-allemand. Par ailleurs, en mai 1932, des négociations ont lieu à Luxembourg entre des personnalités économiques françaises, belges et allemandes, dont des membres du comité paneuropéen, comme Hermann Bücher et Robert Bosch. Portant sur les principaux points du contentieux franco-allemand (les réparations, le désarmement, la question coloniale), la réunion débouche sur un rejet des solutions préconisées par Coudenhove, quant au partage du corridor de Danzig. "Côté allemand, la question du corridor fut débattue avec beaucoup de sincérité et toute solution, comme celle de Coudenhove, rejetée"¹⁹. La marginalisation du Comité économique paneuropéen ne se justifie donc pas uniquement par la dégradation des rapports franco-allemands. Elle s'inscrit dans un rejet progressif de l'idée paneuropéenne en Allemagne.

Cette tendance au déclin ressort également des listes d'effectifs du Paneuropäische Union Deutschland établies en 1931²⁰. Seules huit des trente-trois villes regroupant plus de dix membres en 1930 apparaissent sur ces listes: leur portée doit être relativisée. Mais, excepté le cas de Cassel dont l'effectif demeure stable, on note dans les autres villes une nette diminution du nombre d'adhérents, en particulier dans celles qui avaient en 1930 un nombre important de militants comme Francfort (baisse de près de 80%), Breslau (baisse de 65%) et Leipzig (baisse de 63%).

Après l'échec du Mémoire Briand, le revirement de l'Union paneuropéenne en faveur des buts révisionnistes allemands revêt à l'évidence un caractère d'opportunité. C'est là l'ultime, vaine et maladroite tentative pour ressouder l'axe Paris-Berlin. La radicalisation "contre-nature" des thèses paneuropéennes semble s'être conjuguée avec la détérioration des relations franco-allemandes pour stimuler le déclin du mouvement tant en France qu'en Allemagne. L'accession de Hitler à la Chancellerie, fin janvier 1933, entraînera l'arrêt définitif des activités du Paneuropäische Union Deutschland. Après l'interdiction de la revue *Paneuropa* en août et la suspension du PUD, celui-ci sera

¹⁹ Note de von Bülow, le 4 mai 1932, *ADAP*, vol. B/20, pp. 161-63.

²⁰ Listes des membres de plusieurs comités locaux du PUD, courant 1931 : FAE, *Paneuropa Deutschland*, Notes-PV-mémos.

officiellement dissous en août 1934. Coudenhove avait quitté le Reich plus d'un an auparavant²¹.

Les enjeux du Congrès paneuropéen de Bâle

Après l'Autriche et l'Allemagne, la Suisse accueillit le IIIe Congrès paneuropéen, organisé à Bâle du 1er au 4 octobre 1932. Pour un mouvement en perte de vitesse, c'était l'occasion d'assigner de nouveaux objectifs à son action et d'en définir les moyens.

Au début des années trente, le vote du Statut de Westminster, codifiant les liens entre la Grande-Bretagne et ses dominions, et la progression du national-socialisme en Allemagne semblaient définitivement écarter ces nations des voies de l'unité européenne. Quelques semaines avant l'ouverture du Congrès de Bâle, la Commission d'étude pour l'Union européenne s'était réunie pour la dernière fois, conformément au souci des gouvernements de ne pas prolonger plus longtemps l'héritage d'Aristide Briand.

Pour Coudenhove, les gouvernements s'étaient discrédités aux yeux de l'Europe.

Que font les gouvernements ? Ils cheminent sur les voies du XIXe siècle, les voies qui nous ont conduits à la catastrophe. Ils se disputent des lambeaux de territoires. Ils ergotent sur des traités, sur des questions de prestige [...]. La politique tombe ainsi dans le discrédit. Par sa faute²².

Prenant acte du rejet de la cause européiste dans les milieux gouvernementaux, le Congrès de Bâle fut l'occasion d'une première rupture avec l'objectif dominant du mouvement dans les années vingt, et plus encore depuis la fin de 1928, à savoir la tenue d'une première conférence européenne des Etats. A partir d'octobre 1932, son action se reportait sur l'opinion publique.

A cette fin, le Congrès procéda à la création d'un Parti européen, censé constituer le premier parti de masses en faveur de la création des Etats-Unis d'Europe. Son programme²³ traduisait une sorte de compromis entre le projet initial énoncé dans *Pan-Europe* et les versions remaniées qui furent élaborées par Coudenhove au gré de

²¹ Richard N. von COUDENHOVE-KALERGI, *Ein Leben für Europa*, chap.15.

²² COUDENHOVE, *La lutte pour l'Europe*, p. 7.

²³ "Programme du Parti européen", octobre 1932, 3 p. : FAE, Bureau central, Activités Programmes.

la conjoncture internationale. Ainsi le Parti européen exigeait tout à la fois le respect des souverainetés nationales, l'établissement d'un tribunal d'arbitrage et d'une armée à caractère fédéral, la garantie de la sécurité pour tous les citoyens et la nécessaire révision des traités de paix. En revanche, la Constitution définie par Coudenhove dans son *Projet de Pacte paneuropéen* n'y était pas mentionnée. Le Parti européen entendait militer pour un continent autonome, tant sur le plan militaire ("neutralité dans tous les conflits extra-européens") que financier ("suppression de toutes les dettes de guerres internationales").

En intégrant dans ce programme la lutte contre le chômage et une garantie du pouvoir d'achat, l'Union paneuropéenne manifestait une attention nouvelle au déséquilibre économique et social entraîné par la crise dans l'ensemble des pays européens.

Au printemps 1930, Loucheur avait profité du Congrès paneuropéen de Berlin pour se rendre dans les capitales d'Europe centrale, afin de jauger la profondeur de la crise économique dans ces pays. Marcel Ray, qui l'avait accompagné, livrait à son retour un constat dramatique dans les colonnes de *L'Europe nouvelle*. "Quiconque ira voir de ses yeux, sans idées préconçues, ce qui se passe en Europe à l'Est du Rhin et des Alpes, reviendra convaincu, j'en suis certain, qu'il faut construire sans tarder des étais et des digues contre un danger dont la crise agraire n'est que l'urgent avertissement"²⁴.

Cet "avertissement" faisait écho aux thèses développées quelques mois auparavant par Francis Delaisi, dans un ouvrage intitulé *Les Deux Europes*. Pour l'économiste libéral, le continent européen s'organisait autour d'un cercle: la "ligne frontière passerait approximativement par Stockholm, Danzig, Cracovie, Budapest, Florence, Barcelone, Bilbao, puis contournant la France, passant entre l'Angleterre et l'Irlande, elle s'en irait par Glasgow rejoindre Bergen et Stockholm"²⁵. A l'intérieur du cercle se trouvaient les nations dynamiques et interdépendantes, industrielles et urbaines, constituant une Europe A. Celle-ci s'opposait à une Europe B, regroupant les nations agricoles et rurales situées à la périphérie du cercle. Ces deux entités se trouvaient simultanément confrontées à des difficultés économiques de nature différente: crise des débouchés pour l'Europe A, favorisant une poussée du

²⁴ Marcel RAY, "Le péril du désordre économique et de la crise agraire en Allemagne et dans l'Europe centrale. Impression d'un voyage récent de Paris à Bucarest", *L'Europe nouvelle*, n°144, 14 juin 1930, pp. 882-84.

²⁵ Francis DELAISI, *Les Deux Europes*, p. 21.

chômage; crise agraire pour l'Europe B, entraînant la baisse du pouvoir d'achat des masses et le grossissement des flux migratoires vers l'Europe A. Pour atténuer cette dualité de fait, Delaisi préconisait le développement des échanges entre l'Europe A et l'Europe B. En absorbant les surplus de production des nations agricoles, les nations industrialisées faciliteraient la résorption de la crise agraire et le relèvement du pouvoir d'achat, permettant à l'Europe B d'importer à son tour les produits transformés de l'Europe industrielle.

Tout en affirmant la nécessité de renforcer les liens de complémentarité entre les "deux Europes", Delaisi s'opposait à une éventuelle dérive autarcique du continent. Celui-ci ne pouvait renoncer aux échanges avec les pays d'outre-mer et les territoires du Commonwealth comme le Canada et l'Australie, qui définissaient une Europe C, "née des hommes de l'Europe B et des chevaux-vapeurs de l'Europe A"²⁶, sorte d'excroissance extracontinentale de la civilisation européenne. Le "retour à l'Europe" impliquait le rejet de l'idée continentaliste. "Ainsi apparaît l'utopie de ceux qui voudraient faire du vieux continent une sorte d'*autarchie* européenne, se suffisant à elle-même et capable de tenir tête au reste de l'univers"²⁷.

Dès 1930, Coudenhove se livre à une lecture paneuropéenne des *Deux Europes*. Réaffirmant la nécessité de relever le pouvoir d'achat des pays sous-industrialisés, il souligne que le problème des crédits agricoles "passe au premier plan des préoccupations pratiques de l'Europe"²⁸. Au contraire de Delaisi, il défend l'idée d'un particularisme douanier européen, les produits agricoles continentaux devant bénéficier de tarifs préférentiels au sein de la communauté européenne. Si cette conception globale d'une union douanière continentale prévaut encore en octobre 1932, le rapprochement amorcé à l'occasion du Congrès de Bâle avec le Comité français de l'Union douanière européenne, qui préconise la réalisation par étapes de l'union économique sur la base d'ententes régionales, préfigure l'évolution du mouvement paneuropéen vers des solutions plus restreintes. Après avoir défendu le projet d'entente danubienne élaboré par Tardieu, l'Union paneuropéenne salue en février 1933 le renforcement des liens entre les pays de la

²⁶ *Les Deux Europes*, p. 81.

²⁷ *Les Deux Europes*, p. 196.

²⁸ COUDENHOVE, *La lutte pour l'Europe*, p. 14.

Petite-Entente, entériné par la signature d'un pacte de collaboration politique et économique.

Foyer d'intérêt croissant de l'Union paneuropéenne, l'Europe centrale devient son principal terrain d'activités. En décembre 1932, c'est à Vienne que se déroule la première conférence économique paneuropéenne, au cours de laquelle le ministre roumain Titulescu prend la succession d'Aristide Briand à la présidence d'honneur de l'Union paneuropéenne²⁹. C'est également à Vienne que sera mis en place, à la suite de la deuxième conférence économique paneuropéenne de mai 1934, le secrétariat de la Centrale économique paneuropéenne, organisme censé stimuler la réflexion sur les problèmes économiques auxquels est confrontée l'Europe, et constituer un organe de liaison entre les associations privées et les instances gouvernementales.

Sans porter un coup d'arrêt à l'action paneuropéenne, le Congrès de Bâle marque une rupture dans l'histoire du mouvement. Après huit ans d'efforts pour renforcer l'axe franco-allemand et amener les gouvernements à créer une Paneurope, l'Union paneuropéenne tire les leçons de la dégradation du contexte international et se retire de la scène diplomatique. La régression de ses ambitions vers des solutions plus restreintes, à partir de 1933, apparaît comme une concession aux nationalismes renaissants, "l'alibi des ententes régionales, servant la conclusion d'alliances essentiellement politiques et militaires"³⁰.

²⁹ COUDENHOVE, *Europa erwacht*²⁹ p. 156. Redevenu en octobre 1932 ministre des Affaires étrangères tout en demeurant ministre de Roumanie à Londres, Titulescu ne prendra cependant aucune part aux activités de l'Union paneuropéenne.

³⁰ Jean-Luc CHABOT, *L'idée d'Europe unie*, p. 316.

Conclusion

Au terme de notre étude, nous ne pouvons que constater le caractère dynamique et polymorphe de l'action paneuropéenne sur la scène franco-allemande entre 1924 et 1932. L'évolution du contexte international, les vicissitudes internes au mouvement militant et la personnalité de son fondateur constituent autant de facteurs qui, en se conjuguant, rythment son évolution, stimulent ses rebondissements et enrichissent son histoire. En replaçant cette action dans une trame chronologique relativement serrée, nous avons tenté d'en éclairer la logique, et parfois les contradictions. Il est temps d'en dégager les traits dominants.

Soulignons d'abord l'ambiguïté attachée au terme de paneuropéisme, qui qualifie à la fois l'énonciation d'une idée ou plutôt d'un projet, la Paneurope, et les tentatives entreprises en vue de sa mise en œuvre par le biais d'un mouvement militant, l'Union paneuropéenne. Étroitement associés à travers la figure de leur géniteur, Richard de Coudenhove-Kalergi, ces deux versants du paneuropéisme doivent être distingués dans la période qui nous intéresse.

Définie en réaction contre l'équilibre instable issu des traités de paix, l'idée paneuropéenne puise une partie de ses racines dans la pensée du pacifiste démocrate austro-hongrois Alfred Hermann Fried. Son identité s'affiche nettement, tant à travers un continentalisme radical, défini selon des critères politiques, que par une conception exhaustive de l'unité européenne, associant union douanière, défense militaire commune et concertation politique, sous l'égide d'une Société des Nations réformée. Après en avoir énoncé les principes et esquissé les contours dans *Pan-Europe*, en octobre 1923, Coudenhove dresse son portrait définitif dans son "Projet de Pacte paneuropéen" qui, en février 1930, arrête la structure interne du continent: la Paneurope s'établira sur les bases d'une confédération qui évoluera vers une fédération. On peut discuter de l'aspect utopique du projet. Les réalisations institutionnelles du second après-guerre semblent au contraire en

souligner *a posteriori* le caractère prophétique – qu'il s'agisse de la création de la CECA, de la CEE, des conférences régulières des gouvernements européens ou des traités pour l'instauration d'une monnaie et d'une force militaire européennes.

Mise sur pied dans le sillage du livre fondateur, l'Union paneuropéenne s'affirme comme le support militant du projet paneuropéen. Après une phase d'extension rapide en Europe centrale entre 1924 et 1926, elle essaime progressivement jusqu'en 1930 ses comités nationaux dans la plupart des pays d'Europe. Cantonné en France dans un cercle restreint de personnalités, le militantisme paneuropéen prend une autre ampleur en Allemagne, par le nombre de ses effectifs, par le développement de structures locales et la mise en œuvre d'une action plurielle. Dominé par la personnalité de Coudenhove, le Bureau central de Vienne mène l'action du mouvement dans son ensemble, drainant les ressources financières, définissant les axes de la propagande, et réaffirmant de manière récurrente son autorité absolue sur les comités nationaux et locaux.

Entre 1924 et 1932, le militantisme paneuropéen a successivement visé deux objectifs sensiblement différents. Jusqu'en 1926, il se caractérise par une action de propagande destinée à diffuser l'idée paneuropéenne auprès de l'auditoire le plus large possible – partis politiques, gouvernements, industriels et banquiers, intellectuels. La presse et les démarches personnelles de Coudenhove jouent alors un rôle essentiel. A partir de 1927, l'action paneuropéenne se fait plus pragmatique. Dans l'espoir d'inaugurer concrètement la Paneurope, Coudenhove assouplit les aspects rébarbatifs de son idée. L'échec du Mémorandum Briand en septembre 1930 clôt une première phase, durant laquelle l'Union paneuropéenne a mis en avant les principes pacifistes du projet paneuropéen, au détriment de sa dimension continentaliste (la question de l'adhésion de la Grande-Bretagne est entourée d'un flou persistant) et supranationale (revendication d'une garantie des souverainetés nationales), de manière à le rendre acceptable à la SdN, où se joue alors le sort de la cause européiste. A partir de 1931, la détérioration des relations franco-allemandes se répercute sur la propagande paneuropéenne. Afin de maintenir une Allemagne gangrénée par la montée du nationalisme sur le chemin de la conciliation internationale, elle entre, de manière relativement radicale, dans l'orbite du révisionnisme allemand.

Au-delà de la logique militante, l'évolution de l'action paneuropéenne résulte d'un jeu d'influences multiples, en particulier celle qu'exercent les élites. Auditoire privilégié de l'Union paneuropéenne, celles-ci garantissent sa crédibilité, stimulent son développement, provoquent ses actions. Le rôle du Comité français est ici déterminant. L'adhésion de Loucheur place le mouvement au centre des tentatives d'intégration industrielle en Europe, et consacre sa position de médiateur entre les milieux économiques de part et d'autre du Rhin. Le soutien d'Aristide Briand prépare la première initiative concrète en faveur de la réalisation de l'Europe unie. En Allemagne, les appuis du mouvement auprès d'une partie des milieux industriels et bancaires, de même qu'au Reichstag, permettent une large diffusion de l'idée paneuropéenne, garantissent le financement de la propagande et stimulent la création de nombreux comités locaux.

Intégrées aux instances dirigeantes du mouvement, ces élites intellectuelles et politiques influent directement sur l'orientation de l'action paneuropéenne, que ce soit en faveur de son extension (en 1927-28, elles font pression en Allemagne et en France pour un rapprochement de l'Union paneuropéenne avec les autres mouvements européistes) ou de sa réduction (Loucheur inhibe le développement d'un militantisme local en France). Cette influence trouve cependant ses limites dans les vellétés autoritaires de Coudenhove, qui préfère s'aliéner temporairement des appuis éminents, plutôt que de mettre en cause la ligne de conduite qu'il entend assigner seul au mouvement.

Dans la mesure où l'Union paneuropéenne ne se limite pas à la présentation d'un projet, mais tente d'en stimuler la mise en œuvre en interpellant les gouvernements, son action demeure largement tributaire de l'évolution du climat politique. Le resserrement des liens entre la France et l'Allemagne, amorcé par le couple Briand-Stresemann dans la seconde moitié des années vingt, stimule la percée des courants européistes. Leur relâchement après l'échec du projet d'Union fédérale européenne, puis la dégradation du climat intérieur en Allemagne, anticipent leur retombée. L'écho suscité par l'idée d'Europe unie reste étroitement attaché aux aléas de la politique révisionniste du Reich: favorable tant que Stresemann pare celle-ci du "masque de Locarno", négatif dès que Curtius fait ressurgir le spectre d'une Mitteleuropa sous domination germanique.

La revendication de l'unité européenne comme garantie d'un ordre mondial pacifié, l'attention spécifique apportée au

156 Action de l'Union paneuropéenne sur la scène franco-allemande, 1924-1932

rapprochement franco-allemand, le rôle central des élites, cibles privilégiées de la propagande et bases du militantisme, l'incapacité d'établir une collaboration durable avec les autres associations européistes, enfin la modification du programme d'action au gré du contexte international, constituent au bout du compte les traits caractéristiques de l'européisme de l'entre-deux-guerres, dans lequel le paneuropéisme s'affirme comme un élément à la fois original et emblématique.

Sources et bibliographie

I. Sources d'archives

Fondation Archives Européennes, Genève (FAE)

Fonds IP 5, "Paneuropäische Union, 1923-38"

PEU, Bureau central: activités
PEU, Bureau central: correspondance

Fonds IP 5, "Paneuropa Deutschland, 1925-34"

Paneuropa Deutschland: notes-PV-mémorandums
Paneuropa Deutschland: correspondance

Fonds AP 2, "Union paneuropéenne, 1917-72"

Ministère des Affaires étrangères, Paris (MAE)

Europe 1918-29

Allemagne, vol. 321 et 388 à 390

Autriche, vol. 10

SdN, Autriche, vol. 1999

Y ('Internationale'), vol. 639 à 644

Papiers d'agents, Briand, vol. 8

Papiers 1940, Leger, vol. 3 et 6

Institut Pierre-Renouvin, Paris (Université de Paris I, Panthéon-Sorbonne)

Papiers Loucheur, Mf1-2, Mf1-4, Mf1-5, Mf1-7

(archives microfilmées sur bobines, et classées de Mf1-1 à Mf1-

7)

II. Sources publiées

Documents publiés

180
L'Action de l'Union paneuropéenne sur la scène franco-allemande, 1924-1932

Akten zur deutschen auswärtigen Politik 1918-45, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht (Serie B: 1925-33, Bd. 8, 11, 12, 15, 17 et 20), 1976-83.

Les cercles économiques et l'Europe au XXe siècle, Recueil de textes réunis à l'initiative de Michel Dumoulin et Eric Bussière, avec l'aide de Thierry Grosbois et Yves Stelandre, Louvain-la-Neuve, 1992, 258 p.

Documents on British Foreign Policy 1919-39, Series A1, vol. IV, London, Her Majesty's Stationary Office, 1971.

L'idée européenne dans l'entre-deux-guerres, recueil de textes réunis à l'initiative de Michel Dumoulin par Yves Stelandre, Louvain-la-Neuve, Academia, 1992, 183 p.

Louis Loucheur: carnets secrets 1908-32, publiés par Jacques de Launay, Bruxelles, Brepols, 1962, 189 p.

Les papiers de Stresemann: six années de politique allemande, publiés par Henry Bernhard *et al.*, Paris, Plon, 1932-33, 3 vol.

Le Plan Briand d'Union fédérale européenne: documents, textes choisis et établis par Odile Keller et Lubor Jílek, Genève, Fondation Archives Européennes, 1991, 110 p.

Pazifismus in Deutschland. Dokumente zur Friedensbewegung, 1890-1939, volume publié par Wolfgang Benz, Frankfurt a/M., Fischer Taschenbuchverlag, 1988, 223 p.

Ouvrages de contemporains

CAILLAUX, Joseph, *Mes mémoires*, Paris, Plon, 1947, t. 3, 398 p.

COUDENHOVE-KALERGI, Richard N. von, *Pan-Europa*, Vienne, Paneuropa Verlag, 1923, 176 p. – Nouvelle version française: *Pan-Europe*, Paris, Presses universitaires de France, 1988, 146 p. *)

— —, *La lutte pour l'Europe*, Vienne, Editions paneuropéennes, 1931, 106 p.

— —, *Panurope: Questions et réponses*, Vienne, Editions paneuropéennes, 1931, 32 p.

— —, *Europa erwacht!*, Vienne, Paneuropa-Verlag, 1934, 296 p.

— —, *Europa ohne Elend*, Vienne, Paneuropa-Verlag, 1936, 92 p.

— —, *L'Europe unie*, Paris, Hachette, 1939, 151 p.

— —, *Crusade for Pan-Europe: Autobiography of a Man and a Movement*, New York, G.P. Putnam's Sons, 1943, 318 p.

*) Revue, la version française vient de faire l'objet d'une réédition pourvue d'annexes, dont une esquisse biographique de Coudenhove et une présentation, mise à jour, des "Sources et moyens d'information sur *Pan-Europe*": Genève, Paneurope Suisse/Fondation Coudenhove-Kalergi, 1997, 140+xxxvi p. (Case postale 3279, CH-1211 Genève 3).

- —, *J'ai choisi l'Europe*, Paris, Plon, 1952, 352 p.
- —, *Ein Leben für Europa: meine Lebenserinnerungen*, Cologne, Kiepenheuer & Witsch, 1966, 392 p.
- DELAISI, Francis, *Les contradictions du monde moderne*, Paris, Payot, 1925, 560ff.
- —, *Les Deux Europes*, Paris, Payot, 1929, 254ff.
- FABRE-LUCE, Alfred, *Histoire de la révolution européenne*, Paris, Plon, 1954, 353ff.
- —, *J'ai vécu plusieurs siècles*, Paris, Fayard, 1974, 405ff.
- HERRIOT, Edouard, *Europe*, Paris, Rieder, 1930, 278ff.
- —, *Jadis. D'une guerre à l'autre, 1914-36*, Paris, Flammarion, 1957, 647ff.
- [LEGER, Alexis], SAINT-JOHN PERSE, *Œuvres complètes*, Paris, Gallimard, 1972, 1424ff. (Bibliothèque de la Pléiade)
- RAPHAEL, Gaston, *L'industrie allemande, sa récente évolution*, Paris, Flammarion, 1928, 318ff.

Revues

- L'Europe nouvelle*, Paris, 9, 1927–13, 1931.
- Die Friedens-Warte: Blätter für internationale Verständigung und zwischenstaatliche Organisation*, Berlin, C.A. Schwetschke & Sohn, 24 (1924)–32 (1932).
- Paneuropa*, Vienne, Paneuropa-Verlag, 1 (1924)–9 (1933).
- Pax*, Paris, 1928–1931.

III. Travaux

Instruments de travail

A. Guides de recherche

- Etat général des fonds d'archives*, Genève, Fondation Archives Européennes, 1994, 33ff.
- Pan-Europe (1923) et le mouvement paneuropéen: Richard N. de Coudenhove-Kalergi entre l'Empire d'Autriche-Hongrie et une Europe gaullienne. Guide de recherche*, Genève, Fondation Archives Européennes, 1994, 53ff.

B. Consultatifs, dictionnaires biographiques

- Biographical dictionary of French political leaders since 1870*, ed. by David S. Bell *et al.*, New York, Harvester Wheatsheaf, 1990, 463 p.
- Biographical dictionary of internationalists*, ed. by Warren F. Kuehl, Westport, Greenwood Press, 1983, 934 p.

182
L'Action de l'Union paneuropéenne sur la scène franco-allemande, 1924-1932

Biographical dictionary of modern peace leaders, ed. by Harold Josephson, Westport, Greenwood Press, 1985, 1133 p.

Biographisches Handbuch der deutschsprachigen Emigration nach 1933, hg. von Werner Röder und Herbert Strauss, München, K. G. Saur, 1980, 3 vol.

Biographisches Lexikon zur Weimarer Republik, hg. von Wolfgang Benz und Hermann Graml, München, C.H. Beck, 1988, 392p.

Deutsche biographische Enzyklopädie, hg. von Walther Killy *et al.*, München, K.G. Saur, 1995 et ss.

Dictionnaire de biographie française, Paris, Letouzey et Ané, 1961 et ss.

Dictionnaire des dynasties bourgeoises et du monde des affaires, sous la dir. de Henry Coston, Paris, Alain Moreau, 1975.

Dictionnaire des ministres: de 1789 à 1989, sous la dir. de Benoît Yvert, Paris, Perrin, 1990.

Dictionnaire des parlementaires français. Notices biographiques sur les ministres, députés et sénateurs français de 1899 à 1940, publié sous la dir. de Jean Jolly, Paris, Presses universitaires de France, 1960-77, 8 vol.

Die Friedensbewegung: organisierter Pazifismus in Deutschland, Österreich und in der Schweiz, hg. von Helmut Donat et Karl Holl, Düsseldorf, Econ, 1983, 432 p.

Lexikon zur Parteiengeschichte: die bürgerlichen und kleinbürgerlichen Parteien und Verbände in Deutschland, 1789-1945, hg. von Dieter Fricke *et al.*, Leipzig, VEB Biographisches Institut, 1983-86, 4 Bde.

Neue Deutsche Biographie, Berlin, Duncker & Humblot, 1953 et ss.

Ouvrages généraux

ASSELAIN, Jean-Charles, *et al.*, *Précis d'histoire européenne, XIX-XXe siècles*, Paris, Armand Colin, 1993, 345p.

BERNSTEIN, Serge, MILZA, Pierre, *L'Allemagne, 1870-1991*, Paris, Masson, 1992, 278 p. [1ère ed.: 1971].

BOSSUAT, Gérard, *Les fondateurs de l'Europe*, Paris, Belin, 1994, 316p.

BRUGMANS, Henri, *L'idée européenne, 1920-1970*, Bruges, De Tempel, 1970, 410p. [2e éd.]

DUROSELLE, Jean-Baptiste, *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, Paris, Dalloz, 1990, 943p. [11e éd.]

— —, *L'Europe: histoire de ses peuples*, Paris, Perrin, 1990, 705p.

GERBET, Pierre, *La construction de l'Europe*, Paris, Imprimerie nationale, 1983, 498 p. Nouvelle édition en 1994.

— —, *Le rêve d'un ordre mondial: de la SdN à l'ONU*, avec la participation de Victor-Yves Ghebali et de Marie-Renée Mouton,

Paris, Imprimerie nationale, 1996, 492 p.

GIRAULT, René, FRANK, Robert, *Turbulente Europe et nouveaux mondes, 1914-41*, Paris, Masson, 1988, 279p.

Histoire de la France. Les temps nouveaux de 1852 à nos jours, sous la dir. de Georges Duby, Paris, Larousse, 1991, 685p. [1ère éd.: 1987].

POIDEVIN, Raymond, *L'Allemagne et le monde au XXe siècle*, Paris, Masson, 1983, 292p.

SIRINELLI, Jean-François, sous la dir. de, *La France de 1914 à nos jours*, Paris, Presses universitaires de France, 498p.

VALETTE, Jacques, *Problèmes de relations internationales*, Paris, CEDES, 1980, 395p.

Ouvrages spécialisés

A. La France et l'Allemagne dans les années vingt

Contexte politique et diplomatique

BADEL, Laurence, "Itinéraires culturels franco-allemands: l'entourage européen d'Aristide Briand" (mémoire de maîtrise), Paris, Université Paris I, 1989, 160p.

BERSTEIN, Pierre, MILZA, Pierre, *Histoire de la France au XXe siècle. Tome 1: 1900-30*, Bruxelles, Editions Complexe, 1990, 573p.

CARLS, Stephen D., *Louis Loucheur and the Shaping of Modern France, 1916-1931*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1993, 330p.

CASTELLAN, Georges, *L'Allemagne de Weimar, 1918-1933*, Paris, Armand Colin, 1972, 443p.

CRISTADLER, Marieluise, "Le conflit de la Ruhr en tant que guerre de propagande", *Allemagne d'aujourd'hui*, No. 105, juillet-septembre 1988, pp. 48-74.

DUROSELLE, Jean-Baptiste, *Les relations franco-allemandes de 1918 à 1950*, Paris, CDU, 1966, t. 2, 139p.

La France et l'Allemagne entre les deux guerres mondiales, actes du colloque tenu en Sorbonne-Paris IV, 15-17 janvier 1987; sous la dir. de Jacques Bariéty *et al.*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1987, 244p.

FREYMOND, Jean, "Gustav Stresemann et l'idée d'une 'Europe économique', 1925-27", *Relations internationales*, No. 8, 1976, pp. 43-60.

JEANNENEY, Jean-Noël, *L'argent caché, milieux d'affaires et pouvoirs politiques dans la France du XXe siècle*, Paris, Fayard, 1981, 364p.

JONES, Larry Eugene, "Culture and politics in the Weimar

184
La création de l'Union paneuropéenne sur la scène franco-allemande, 1924-1932

Republic”, pp. 74-95 dans *Modern Germany reconsidered, 1870-1945*, publié par Gordon Martel, London, Routledge, 1992, 286 p.

MÖLLER, Horst, “Les images de la France sous la République de Weimar”, *Allemagne d’aujourd’hui*, No. 105, juillet-septembre 1988, pp. 24-47.

NORDMANN, Jean-Thomas, *La France radicale*, Paris, Gallimard/Julliard, 1977, 215 p. (Archives)

ODIN, Bernard, *Aristide Briand: la paix, une idée neuve en Europe*, Paris, Robert Laffont, 1987, 612 p.

Le Plan Briand d’Union fédérale européenne: perspectives nationales et transnationales, avec documents, actes du colloque international tenu à Genève du 19 au 21 septembre 1991, édités par Antoine Fleury, en collaboration avec Lubor Jílek, Berne, Peter Lang, 1998, 615 p.

POIDEVIN, Raymond, *L’Allemagne de Guillaume II à Hindenburg 1900-1933*, Paris, Richelieu, 1972, 406 p.

PRADIER, Véronique, “Louis Loucheur: organiser l’Europe par l’économie, ou le projet d’un homme d’affaires en politique” (mémoire de maîtrise), Paris, Université Paris IV-Sorbonne, 1991, 270 p.

— —, “L’Europe de Louis Loucheur: le projet d’un homme d’affaires en politique”, *Etudes et documents* (Comité pour l’histoire économique et financière de la France), t. V (1993), pp. 293-306.

Contexte économique

ARTAUD, Denise, “L’impérialisme américain en Europe au lendemain de la première guerre mondiale”, *Relations internationales*, No. 8, 1976, pp. 323-41.

BARIETY, Jacques, “Le rôle d’Emile Mayrisch entre les sidérurgies allemande et française après la première guerre mondiale”, *Relations internationales*, No. 1, mai 1974, pp. 123-34.

— —, “Sidérurgie, littérature, politique et journalisme: une famille luxembourgeoise, les Mayrisch, entre l’Allemagne et la France, après la première guerre mondiale”, *Bulletin de la Société d’histoire moderne*, No. 2, 1969, pp. 6-13.

BRODER, Albert, “Electricité et relations internationales dans l’entre-deux-guerres”, *Relations internationales*, No. 43, 1985, pp. 269-87.

— —, “L’industrie électrique française dans le contexte international, 1918-31”, *Bulletin de la Société d’histoire moderne*, No. 19, 1983, pp. 3-14.

BUSSIÈRE, Eric, *La France, la Belgique et l’organisation économique de l’Europe 1918-1935*, Paris, Comité pour l’histoire économique et financière de la France, 1992, 522 p.

— —, “La SdN, les cartels et l’organisation économique de l’Europe durant l’entre-deux-guerres”, Colloque de Caen, septembre 1993, 137. [à paraître]

— —, “Les aspects économiques du projet Briand: essai de mise en perspective. De l’Europe des producteurs aux tentatives régionales”, pp. 75-92 dans *Le Plan Briand d’Union fédérale européenne: perspectives nationales et transnationales, avec documents* [voir ci-dessus].

— —, “L’organisation économique de la SdN et la naissance du régionalisme économique en Europe”, *Relations internationales*, No. 75, automne 1993, pp. 301-13.

DAVIET, Jean-Pierre, *Une multinationale à la française: Saint-Gobain, 1665-1989*, Paris, Fayard, 1989, 332.

GIRAULT, René, “Economie et politique internationale: diplomatie et banque pendant l’entre-deux-guerres”, *Relations internationales*, No. 71, 1980, pp. 7-22.

— —, “Les impérialismes de la première moitié du XXe siècle”, *Relations internationales*, No. 6, 1976, pp. 193-209.

HERTNER, Peter, “L’industrie électrotechnique allemande entre les deux guerres: à la recherche d’une position internationale perdue”, *Relations internationales*, No. 19, 1985, pp. 3-14.

KUISEL, Richard F., *Le capitalisme et l’Etat en France: modernisation et dirigisme au XXe siècle*, Paris, Gallimard, 1984, 476 p.

LIESEBACH, Ingolf, *Der Wandel der politischen Führungsschicht der deutschen Industrie von 1918 bis 1945*, Basel, Universität Basel, 1957, 133.

MIOCHE, Philippe, ROUX, Jacques, *Henri Malcor: un héritier des maîtres de forges*, Paris, CNRS, 1988, 349.

SCHULZ, Matthias, *Deutschland, der Völkerbund und die Frage der europäischen Wirtschaftsordnung, 1925-1933*, Hamburg, Krämer, 1997, 478 p. (Beiträge zur deutschen und europäischen Geschichte; Bd. 19.)

SOUTOU, Georges-Henri, “L’impérialisme du pauvre: la politique économique du gouvernement français en Europe centrale et orientale de 1918 à 1929”, *Relations internationales*, No. 7, 1976, pp. 19-39.

— —, *L’or et le sang: les buts économiques de la première guerre mondiale*, Paris, Fayard, 1989, 843.

B. Européisme et paneuropéisme dans l’entre-deux-guerres

BADEL, Laurence, “Le Quai d’Orsay, les associations privées et l’Europe, 1925-1932”, pp. 109-32 dans *Europe brisée, Europe retrouvée: nouvelles réflexions sur l’unité européenne au XXe siècle*,

186
Réception de l'Union paneuropéenne sur la scène franco-allemande, 1924-1932

sous la dir. de René Girault et de Gérard Bossuat, Paris, Publications de la Sorbonne, 1994, 431 p.

— —, “Les promoteurs français d’une union économique et douanière de l’Europe dans l’entre-deux-guerres”, pp. 17-30 dans *Le Plan Briand d’Union fédérale européenne: perspectives nationales et transnationales, avec documents* [voir ci-dessus].

BLOCH, Charles, “La conception de l’Europe d’après les *Sozialistische Monatshefte* (1905-1933)”, *Relations internationales*, No. 8, 1976, pp. 295-311.

CHABOT, Jean-Luc, *L’idée d’Europe unie de 1919 à 1939*, Grenoble, Service de reproduction des thèses, 1978, 614 p.

FROMMELT, Reinhard, *Paneuropa oder Mitteleuropa: Einigungsbestrebungen im Kalkül deutscher Wirtschaft und Politik, 1925-1933*, Stuttgart, Deutsche Verlagsanstalt, 1977, 131 p.

HAGEMANN, Walter, “Die Europaidee bei Briand und Coudenhove-Kalergi: ein Vergleich”, pp. 153-66 dans *Aus Geschichte und Politik, Festschrift zum 70. Geburtstag von Ludwig Bergsträsser*, Düsseldorf, Droste Verlag, 1954.

HESS, Jürgen, “Europagedanke und nationaler Revisionismus”, *Historische Zeitschrift*, Bd. 225, 1977, pp. 572-662.

HÖHNE, Günther, “Paneuropa-Union Deutschland, 1926-33”, pp. 69-75 dans le vol. III du *Lexikon zur Parteiengeschichte: die bürgerlichen und kleinbürgerlichen Parteien und Verbände in Deutschland, 1789-1945*, hg. von Dieter Fricke, Leipzig, VEB Biographisches Institut, 1983-86.

HOLL, Karl, “Europapolitik im Vorfeld des deutschen Regierungspolitik: zur Tätigkeit pro-europäischer Organisationen in der Weimarer Republik”, *Historische Zeitschrift*, Bd. 219, 1974, pp. 33-94.

ITALIAANDER, Rolf, *Richard Niklaus von Coudenhove-Kalergi: Begründer der Paneuropa-Bewegung*, Freudenstadt, Europäische Verlag August Lutzeyer, 1969, 125 p.

JILEK, Lubor, “*Paneurope* dans les années vingt: la réception du projet en Europe centrale et occidentale”, *Relations internationales*, No. 72 (hiver 1992), pp. 109-32.

KRÜGER, Peter, “European Ideology and European Reality: European Unity and German Foreign Policy in the 1920s”, pp. 84-98 dans *European unity in context: the interwar period*, ed. by Peter M.R. Stirk, London, Pinter, 1989, 225 p.

LIPGENS, Walter, “Europäische Einigungsidee (1923-1930) und Briands Europaplan im Urteil der deutschen Akten”, *Historische Zeitschrift*, Bd. 203, 1966, pp. 46-89 et 316-63.

LUKASZEWSKI, Jerzy, *Coudenhove-Kalergi*, Lausanne, Centre de recherches européennes, 1977, 24 p.

POSSELT, Martin, “Die Paneuropa-Idee des Grafen Richard

Coudenhove-Kalergi”, *Annals of the Lothian Foundation*, 1 (1992), London, Lothian Foundation Press, pp. 221-34.

— —, “Die deutsch-französische Beziehungen und der Briand-Plan im Spiegel der Zeitschrift *Panuropa*”, pp. 31-50 dans *Le Plan Briand d’Union fédérale européenne: perspectives nationales et transnationales, avec documents* [voir ci-dessus].

STIRCK, Peter M.R., “Crisis and continuity in interwar Europe”, pp. 1-23 dans *European unity in context: the interwar period*, ed. by Peter M.R. Stirk, London, Pinter, 1989, 225 p.

WHITE, Ralph T., “The Europeanism of Coudenhove-Kalergi”, pp. 33-40 dans *European unity in context: the interwar period*, ed. by Peter M.R. Stirk, London, Pinter, 1989, 225 p.

— —, “Regionalism vs. Universalism in the League of Nations”, *Annales d’études internationales* [Genève] 1 (1970), pp. 88-114.